



2009

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Société en commandite par actions au capital de 16 416 415 €
Siège social : 67/73, rue de Rivoli – 75001 PARIS
308 382 035 R.C.S. PARIS

SOMMAIRE

	Page
RAPPORT DE GESTION DE L'ARTICLE 222-3 I 3° DU RG DE L'AMF	3
Partie 1. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, du résultat et de la situation financière de la société et du groupe qu'elle consolide, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes	4
Partie 2. Informations susceptibles d'avoir une influence sensible en cas d'offre publique	29
Partie 3. Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité	35
Partie 4. Informations relatives au fonctionnement du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice	36
COMPTES ANNUELS	37
COMPTES CONSOLIDÉS	57
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS	129
ATTESTATION DES RESPONSABLES	134



RAPPORT DE GESTION DE L'ARTICLE 222-3 DU RG DE L'AMF

Partie 1. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, du résultat et de la situation financière de la société et du groupe qu'elle consolide, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes	4
- Présentation de l'activité, des résultats et des perspectives	4
- Informations sociales et environnementales	17
- Facteurs de risques	22
- Autres informations (sociétés mère et filiales, organigramme simplifié)	26
<hr/>	
Partie 2. Informations susceptibles d'avoir une influence sensible en cas d'offre publique	29
<hr/>	
Partie 3. Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité	35
<hr/>	
Partie 4. Informations relatives au fonctionnement du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice	36

PARTIE 1 : ANALYSE OBJECTIVE ET EXHAUSTIVE DE L'ÉVOLUTION DES AFFAIRES, DU RÉSULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE QU'ELLE CONSOLIDE, AINSI QU'UNE DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

I. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

2009 a été pour le Groupe Etam une année marquée par de forts contrastes en activité et des actions de gestion déterminées.

Fort contrastes en activité puisqu'en 2009, le chiffre d'affaires à structure comparable et taux de change constant a baissé en Europe de 7,3% alors qu'il a augmenté de 39,1% en Chine. Celle-ci représente 27,2% des ventes du Groupe à fin 2009.

A surface comparable et taux de change constant, l'activité a également été contrastée au sein de l'Europe, avec une marque 1.2.3 en recul sensible durant l'ensemble de l'année (-8,6%), alors qu'Etam, qui avait souffert d'une forte baisse d'activité durant les trois premiers trimestres (-8,9% à fin septembre), a connu un moindre recul au quatrième trimestre (-0,7%).

Dans un contexte de baisse de volume et de prix pour l'ensemble du marché de l'habillement féminin en Europe, et de faible visibilité sur l'avenir, le Groupe Etam a réagi dès la fin 2008 par des actions de gestion déterminées :

- Mise en œuvre de l'arrêt des activités Prêt-à-Porter d' Etam en Belgique et en Italie et de la société conjointe EFF en Inde sans perte significative pour le Groupe,
- Réduction des investissements et des stocks,
- Refinancement du Groupe pour 245 M€ et une durée minimum de trois ans.

En chiffres, ces actions se sont traduites comme suit :

- Résultat 2009 des activités arrêtées ou cédées limité à -0,9 M€,
- Réduction des investissements opérationnels nets de 50,2 M€ en 2008 à 33,9 M€ en 2009,
- Stocks et en-cours quasi stables entre 2008 et 2009 malgré la croissance en Chine,
- Non-utilisation de lignes bancaires confirmées pour 145 M€ au 31.12.09.

Par ailleurs, un plan d'action à moyen terme de nature majeure et non récurrente, nommé « Cap Etam », a été initié en 2009 pour permettre au Groupe d'améliorer sa position concurrentielle sur la durée. Ce plan a été décliné en plusieurs chantiers d'économies et de productivité touchant les fonctions support central, le marketing et le merchandising, le transport, la logistique et les frais d'exploitation magasins.

Ces actions de gestion permettent au Groupe Etam d'aborder l'année 2010 en bonne santé financière, avec un *Gearing* de 24,7% au 31.12.09 contre 37,5% au 31.12.08. Elles ne sauraient toutefois compenser pleinement l'impact sur le résultat de la baisse d'activité en Europe : le Résultat Opérationnel consolidé a connu une érosion en 2009 vs 2008, à 37,3 M€ soit 3,7% du chiffre d'affaires contre 37,9 M€ soit 3,9% du chiffre d'affaires un an plus tôt.

1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE

1.1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE HORS CHINE

Etam

Le chiffre d'affaires de la marque Etam, y compris les activités d'Undiz et hors Chine, a atteint 568,8 M€ en 2009, avec 874 points de vente dans 40 pays. Si le ralentissement de l'activité du Groupe a subi le recul du marché européen de l'habillement féminin, Etam reste néanmoins un leader incontesté de la lingerie en France.

Le Groupe a mis à profit une situation économique tendue pour accélérer ses mutations, être plus réactif et offrir des produits mode à des clientes attentives au rapport qualité-prix. Des actions ont été menées sur la rationalisation de l'offre et l'attractivité des magasins.

L'année 2009 a été marquée par le lancement de chantiers significatifs :

Le marketing

En 2009, Etam a confié à son égérie, Natalia Vodionova, la mission d'incarner la marque et de réaliser une collection « Natalia pour Etam ». Cette collaboration a conduit Etam à faire évoluer les collections, les vitrines et le merchandising. La capitalisation sur l'image de son égérie à l'international est un axe stratégique pour la marque, avec de nouvelles campagnes médias en Italie, en Espagne et en Chine.

L'offre

Afin de développer l'attractivité du prêt-à-porter, une nouvelle équipe a pris les commandes de cette activité au deuxième trimestre 2009. L'offre s'inscrit aujourd'hui dans une vision dynamique, imprégnée des valeurs historiques de la marque. Les premiers effets positifs se sont fait sentir dans les magasins au quatrième trimestre. Dans un marché de la lingerie de plus en plus concurrentiel, marqué par la montée en puissance de marques internationales, Etam adapte son offre aux évolutions de prix et défend sa position de référence en France.

L'année 2009 a été une année de recentrage en Italie et en Belgique : la lingerie a été consolidée, alors que le prêt-à-porter y est abandonné. En Espagne, où la marque est implantée à travers 102 magasins, la crise a été particulièrement marquée, avec un recul significatif de la fréquentation en magasins. Dans ce contexte, Etam a choisi de se concentrer sur des produits spécifiques (maillots de bain et « lingerie de nuit »), tout en adaptant la corsetterie aux standards de la cliente espagnole.

Développement international

Etam a poursuivi le développement international de son réseau avec des partenaires franchisés. Trois zones géographiques sont privilégiées : l'Europe de l'Est (Russie, Bulgarie, Géorgie, Lituanie, Roumanie et la République Tchèque), le Moyen-Orient (Egypte et Emirats Arabes Unis) et le Maghreb (Maroc et Tunisie).

Internet

Point de vente électronique de la marque Etam, le site internet Etam.com a connu une forte hausse de trafic en 2009. Afin de répondre à une demande en expansion, une part des produits proposés sur Etam.com est désormais gérée de manière spécifique, afin d'optimiser les ventes. Le site de vente en ligne joue aujourd'hui un rôle essentiel de vitrine de la marque, régulièrement utilisé par les clientes afin de préparer un futur achat en magasin. Accessible aujourd'hui en France, Italie, Espagne et Belgique, le site propose la livraison dans plus de 20 pays européens et vise d'autres pays.

Undiz

Avec Undiz, le Groupe Etam a inventé, en 2007, une nouvelle manière de consommer la lingerie tant pour la femme que pour l'homme. La marque, qui répond bien aux attentes des clientes et client cibles, a connu en 2009 une excellente performance commerciale.

En un an, le parc de magasins de cette nouvelle marque a plus que doublé, passant de 11 magasins à 26. Pour se donner les moyens de cette croissance rapide, Undiz a construit en 2009 une organisation dans ses magasins qui lui permet de gérer les flux importants de produits et de clients induits par son modèle économique. La marque a également standardisé les différents process clés, de l'accueil des clientes au traitement des colis et à la mise en rayons.

1.2.3.

En 2009, 1.2.3 a enregistré un chiffre d'affaires de 174,2 M€ avec 180 magasins en France et 109 à l'international, dont 21 en franchises. La marque a connu des difficultés à adapter son offre aux besoins des clientes et a souffert d'une baisse de fréquentation dans ses magasins. L'objectif est de proposer plus de produits mode tout en conservant un niveau général de prix adapté à son modèle économique.

A l'international, la marque 1.2.3 est essentiellement implantée en Europe de l'Est, aux Emirats Arabes Unis et au Maroc. Dans ces pays, elle se positionne sur un marché plus haut de gamme qu'en France, pour se différencier des concurrents locaux. L'image de la marque et le concept des magasins sont identiques dans tous les pays d'implantation.

1.2. L'ACTIVITÉ DU GROUPE EN CHINE

Initié au second semestre 2008, le retour à la croissance en Chine s'est amplifié tout au long de l'année 2009. Au 31 décembre 2009, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 277,0 M€, en progression de 47,3%.

Le repositionnement des marques et la remise à plat systématique des méthodes de travail ont porté leurs fruits. La performance du Groupe en Chine est homogène sur les 3 marques principales que sont Etam (ville, élégance), Etam Week End (nature, féminité) et Etam Sport (jeune, active, campus), qui représentent 96% du chiffre d'affaires 2009. Les marques E-Homme et Etam Lingerie n'en représentent encore que 4%.

La qualité des collections, ainsi qu'un nouveau système de pilotage de répartition des produits en magasins ont permis à Etam Chine d'assurer, tout au long de l'année, des niveaux de stocks adéquats et de profiter des améliorations mises en place dans la chaîne logistique.

Fin 2009, les marques d'Etam en Chine disposaient de 2 671 magasins, avec 540 ouvertures nettes dans l'année. Progressivement rénovées, les anciennes surfaces intègrent le nouveau concept Greenwich, développé en France pour le prêt-à-porter.

Grâce à leurs bons résultats, les 3 marques principales du Groupe en Chine regagnent progressivement des positions favorables dans les grands magasins. Cette stratégie de conquête des meilleurs emplacements se poursuivra en 2010.

1.3. LE RÉSEAU MAGASINS

	31/12/2009	31/12/2008	Variation
France	709	718	-9
Esp./Port.	110	107	3
Belgique/Lux.	71	69	2
Allemagne	66	81	-15
Italie	12	14	-2
Pologne	7	3	4
Suisse	1	1	0
Franchises Inter.	187	167	20
Europe	1 163	1 160	3
Chine	2 671	2 131	540
TOTAL GROUPE	3 834	3 291	+543
Europe/marque			
ETAM*	874	854	+20
123	289	306	-17

* y compris Undiz

Au 31 décembre 2009, le Groupe Etam compte 3 834 points de vente dont 976 en Europe, 2 671 en Chine et 187 en franchises internationales.

- En Europe, le Groupe a optimisé son réseau de magasins au profit de l'activité lingerie (Etam et Undiz). Par ailleurs, une vingtaine de franchises internationales supplémentaires ont été ouvertes au cours de l'année, principalement en Europe de l'Est et au Moyen Orient.
- En Chine, le Groupe compte 540 ouvertures nettes sur l'année, dont 755 ouvertures et 215 fermetures. L'année 2009 a vu le renforcement de l'implantation des 3 marques principales avec +176 Etam WE, +164 Etam, et +106 Etam Sport. EHomme a quant à elle augmenté son parc de 46 corners et Etam Lingerie de 54. Le concept mini mégastores totalise 59 unités au 31 décembre 2009.

2. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

2.1. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DU GROUPE CONSOLIDÉ

(M€)	2009	2008*	variation en %/point
Chiffre d'affaires	1 020,0	967,0	5,5%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			-0,6%
Marge Brute	609,8	567,8	7,4%
Taux de marge	59,8%	58,7%	1,1 pt
Coûts de distribution	(500,7)	(466,7)	7,3%
<i>en % du CA</i>	-49,1%	-48,3%	-0,8 pt
Frais administratifs	(59,8)	(56,1)	6,6%
<i>en % du CA</i>	-5,9%	-5,8%	-0,1 pt
Autres produits (charges) d'exploitation	(4,9)	(6,1)	-19,2%
<i>en % du CA</i>	-0,5%	-0,6%	0,1 pt
Résultat Opérationnel Courant	44,4	38,9	14,2%
<i>en % du CA</i>	4,4%	4,0%	0,4 pt
Charges non courantes	(7,1)	(1,0)	na
Résultat Opérationnel	37,3	37,9	-1,7%
<i>en % du CA</i>	3,7%	3,9%	-0,2 pt
EBITDA	90,6	91,3	-0,7%
<i>en % du CA</i>	8,9%	9,4%	-0,5 pt

(*) proforma

Au 31 décembre 2009, le Groupe Etam a réalisé un chiffre d'affaires de 1.020,0 M€, en hausse de 5,5%. L'activité du Groupe a progressé de 53,0 M€ par rapport au 31 décembre 2008 qui intègre 13,8 M€ d'effet de change favorable dû à l'appréciation du Yuan contre Euro de +5,1% durant cette période.

Sur l'exercice 2009, le Groupe enregistre un résultat opérationnel de 37,3 M€, en baisse de 0,6 M€ par rapport à 2008, dont les principaux éléments sont :

- gain de marge de 42 M€ expliqué par la croissance en Chine à hauteur de 63,4 M€ qui compense une perte de volume de marge en Europe de 21,3 M€ ;
- coûts de distribution en hausse de 34 M€ pour accompagner le développement en Chine (à hauteur de 39,5 M€). En Europe, le Groupe a maîtrisé ses coûts de distribution suite à la mise en place des chantiers du plan « Cap Etam ». Ces derniers ont touché le marketing et le merchandising, le transport et la logistique, les frais d'exploitation magasins ainsi que les frais de fonctionnement des marques Etam et 1.2.3 (l'impact de « CAP Etam » est classé en charges non courantes). En parallèle, le Groupe a investi sur l'image de ses marques via les égéries et des plans de communication ;
- frais administratifs bien maîtrisés au niveau du Groupe, stables à 5,9% du chiffre d'affaires ;
- variation des autres produits et charges d'exploitation liés à la mise au rebut des agencements magasins en Chine en 2008, joue favorablement pour 1,2 M€ ;
- financement du plan « Cap Etam » pour 6,4 M€, ainsi que les coûts liés à l'arrêt de l'activité lingerie d'Etam en Allemagne pour 0,7 M€.

2.2. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SUR LE PÉRIMÈTRE EUROPE

(M€)	2009	2008*	variation en %/point
Chiffre d'affaires	743,0	778,9	-4,6%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			<i>-7,3%</i>
Marge Brute	444,5	465,8	-4,6%
Taux de marge	59,8%	59,8%	-
Coûts de distribution	(367,0)	(372,5)	-1,5%
<i>en % du CA</i>	<i>-49,4%</i>	<i>-47,8%</i>	<i>-1,6 pts</i>
Frais administratifs	(46,4)	(47,1)	-1,6%
<i>en % du CA</i>	<i>-6,2%</i>	<i>-6,1%</i>	<i>-0,1 pt</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	(3,5)	(3,2)	10,2%
<i>en % du CA</i>	<i>-0,5%</i>	<i>-0,4%</i>	<i>-0,1 pt</i>
Résultat Opérationnel Courant	27,6	43,0	-35,8%
<i>en % du CA</i>	<i>3,7%</i>	<i>5,5%</i>	<i>-1,8 pts</i>
Charges non courantes	(7,1)	-	na
Résultat Opérationnel	20,5	43,0	-52,4%
<i>en % du CA</i>	<i>2,8%</i>	<i>5,5%</i>	<i>-2,7 pts</i>
EBITDA	59,0	82,8	-28,7%
<i>en % du CA</i>	<i>7,9%</i>	<i>10,6%</i>	<i>-2,7 pts</i>

(*) *proforma*

Sur l'année 2009, le chiffre d'affaires de 743,0 M€ est en baisse de -4,6% et de -7,3% à surface comparable et taux de change constant.

Les coûts de distribution présentent une économie de 5,5 M€, fruit des plans d'actions mis en place par le Groupe sur les marques Etam et 123.

Les frais administratifs bénéficient également des mesures d'économies mises en œuvre en 2009 au niveau des fonctions supports.

Les charges d'exploitation de -3,5 M€ correspondent à des variations de valeurs d'actifs (droits au bail et agencements), à des mises au rebut d'agencements suite aux cessions et rénovations des magasins et aussi aux revenus immobiliers locatifs externes.

Le résultat opérationnel de 20,5 M€ (2,8% du chiffre d'affaires) est en repli de 22,5 M€ par rapport à 2008, principalement du fait de la perte de volume de marge. Il est également impacté par le financement du plan d'économies et de l'arrêt de l'activité lingerie d'Etam en Allemagne. Ce plan concerne des actions d'optimisation de l'organisation des enseignes et du siège pour 4,8 M€ et des actions de rationalisation du parc magasins (fermetures, transferts/découpes) pour 1,6 M€.

2.2.1. PAR MARQUE

Dans un contexte général de dégradation de la consommation d'articles d'habillement depuis le début de 2008, les variations de chiffre d'affaires par marque, à surface comparable et taux de change constant, ont été de -6,8% pour Etam et de -8,6% pour 1.2.3. Toutefois, au quatrième trimestre, la marque Etam a enregistré une moindre baisse de son activité à surface comparable (-0,7% vs quatrième trimestre 2008).

ETAM

Etam comprend les activités de prêt-à-porter et de lingerie (en Europe et en franchises internationales) commercialisées sous la marque Etam, ainsi que les activités de lingerie commercialisées sous la marque UNDIZ.

(M€)	2009	2008*	variation en %/point
Chiffre d'affaires	568,8	589,0	-3,4%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			<i>-6,8%</i>
Marge Brute	338,9	344,8	-1,7%
Taux de marge	59,6%	58,5%	1,1 pt
Coûts de distribution	(283,3)	(285,7)	-0,8%
<i>en % du CA</i>	<i>-49,8%</i>	<i>-48,5%</i>	<i>-1,3 pts</i>
Frais administratifs	(28,4)	(28,9)	-1,8%
<i>en % du CA</i>	<i>-5,0%</i>	<i>-4,9%</i>	<i>-0,1pt</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	(3,5)	(4,6)	-22,9%
<i>en % du CA</i>	<i>-0,6%</i>	<i>-0,8%</i>	<i>0,2 pt</i>
Résultat Opérationnel Courant	23,7	25,7	-7,8%
<i>en % du CA</i>	<i>4,2%</i>	<i>4,4%</i>	<i>-0,2 pts</i>
Charges non courantes	(3,7)	-	na
Résultat Opérationnel	20,0	25,7	-22,2%
<i>en % du CA</i>	<i>3,5%</i>	<i>4,4%</i>	<i>-0,9 pt</i>
EBITDA	39,4	49,3	-20,1%
<i>en % du CA</i>	<i>6,9%</i>	<i>8,4%</i>	<i>-1,5 pts</i>

(*) *proforma*

En 2009 le chiffre d'affaires d'Etam est de 568,8 M€, en baisse de 3,4% et de 6,8% à surface comparable et taux de change constant. Sur le second semestre, l'activité a notamment souffert de la gestion prudente des stocks.

Undiz, marque de lingerie créée 2007 et qui compte 26 points de vente au 31 décembre 2009, affiche pour sa part un chiffre d'affaires en hausse de 49,3% à surface comparable et taux de change constant.

En 2009, le résultat opérationnel d'Etam est de 20,0 M€ soit 3,5% du chiffre d'affaires contre 25,7 M€ et 4,4% du chiffre d'affaires en 2008. Ses composantes sont :

- marge brute en retrait de 5,9 M€, impactée par la perte en volume de chiffre d'affaires et les offres promotionnelles réalisées tout au long de l'année pour animer le réseau. La bonne maîtrise de l'engagement et de la gestion des stocks résiduels a contribué à la hausse du taux de marge ;
- coûts de distribution en baisse de 2,4 M€. A constant, les coûts sont maîtrisés grâce à la mise en place des chantiers d'optimisation en magasins. Des économies sont également enregistrées sur les frais de fonctionnement et sur le cout des événements pour promouvoir l'image des marques.
- frais administratifs en réduction de 0,5M€, les marques bénéficiant des économies engendrées par les plans d'actions sur les structures support
- autres charges d'exploitation de -3,5 M€, incluant les impacts sur des variations de valeurs d'actifs (droits au bail et agencements) pour -2M€ et des mises au rebut d'agencements suite à des cessions externes et des rénovations dans les activités lingerie et PAP. Le gain vs 2008 (+1 M€) s'explique en partie par les VNC des mises au rebut liés à l'acquisition des magasins Jessica comptabilisées en 2008,

- charges non courantes de -3,7 M€, représentant les coûts de mise en place du plan « Cap Etam » pour la marque ;

1.2.3

1.2.3 comprend les activités de prêt-à-porter en Europe et en franchises internationales commercialisées sous la marque 1.2.3.

(M€)	2009	2008*	variation en %/point
Chiffre d'affaires	174,2	189,9	-8,3%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			<i>-8,6%</i>
Marge Brute	101,5	117,3	-13,5%
Taux de marge	58,3%	61,8%	-3,5 pts
Coûts de distribution	(96,2)	(101,3)	-5,0%
<i>en % du CA</i>	<i>-55,3%</i>	<i>-53,3%</i>	<i>-2,0 pts</i>
Frais administratifs	(8,1)	(8,1)	0,1%
<i>en % du CA</i>	<i>-4,6%</i>	<i>-4,3%</i>	<i>-0,4 pt</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	(2,0)	(0,3)	na
<i>en % du CA</i>	<i>-1,1%</i>	<i>-0,2%</i>	<i>-0,9 pt</i>
Résultat Opérationnel Courant	(4,8)	7,6	-163,6%
<i>en % du CA</i>	<i>-2,8%</i>	<i>4,0%</i>	<i>-6,8 pts</i>
Charges non courantes	(0,7)	-	na
Résultat Opérationnel	(5,5)	7,6	-173,0%
<i>en % du CA</i>	<i>-3,2%</i>	<i>4,0%</i>	<i>-7,2 pts</i>
EBITDA	3,4	14,0	-76,0%
<i>en % du CA</i>	<i>1,9%</i>	<i>7,4%</i>	<i>-5,5 pts</i>

(*) *proforma*

Le chiffre d'affaires de 1.2.3 s'est élevé à 174,2 M€ en 2009 contre 189,9 M€ en 2008, soit une baisse de -8,3% (-8,6% à taux de change constant et surface comparable). La marque a subi le recul de la consommation d'habillement féminin et de l'inadéquation de ses collections aux attentes des clientes, qui s'est traduite par un recul sensible de la fréquentation dans ses magasins.

En 2009, la marque 1.2.3 enregistre un résultat opérationnel négatif de -5,5 M€ en baisse de 13,1 M€ dont les composantes sont :

- marge brute en retrait de 15,8 M€ impactée essentiellement par la perte en volume du chiffre d'affaires. Les offres promotionnelles réalisées tout au long de l'année pour animer le réseau contribuent fortement à la baisse du taux de marge de 3,5 pts ;
- coûts de distribution en baisse de 5,1 M€ grâce à la mise en place des chantiers d'amélioration des coûts magasins, notamment les frais de personnel et frais d'exploitation. La marque gagne également sur ses frais de fonctionnement et ses plans média ;
- autres charges d'exploitation de -2,0 M€ représentant des baisses de valeurs d'actifs (droits au bail et agencements) pour -1.6 M€ et des VNC sur agencements mises au rebut pour -0.4M€. L'écart vs 2008 s'explique pour partie par des plus values de cession magasins en 2008 pour 1.4 M€ ;
- charges non-courantes de -0,7 M€ correspondent aux coûts de mise en œuvre du Plan « Cap Etam » chez 1.2.3.

2.2.2. PAR PAYS

(M€)	CA 2009	Var. réel	Var. lfi⁽¹⁾
France	635,8	-4,1%	-6,7%
Belgique /Lux.	33,9	-2,2%	-7,6%
Espagne/Port.	43,6	-9,5%	-15,5%
Allemagne	19,5	-9,4%	-3,9%
Italie	7,9	-15,0%	-15,4%
Pologne	1,4	+13,9%	-14,8%
Suisse	0,9	+9,4%	+3,6%
Total autres pays d'Europe	107,2	-7,3%	-10,7%
TOTAL EUROPE	743,0	-4,7%	-7,3%

(1) à surface comparable et taux de change constant.

FRANCE

En France, le chiffre d'affaires représente 635,8 M€, en retrait de -4,1% et de -6,7% à surface comparable et taux de change constant.

Ce chiffre d'affaires a été réalisé dans un marché français de l'habillement féminin difficile sur l'ensemble de l'année 2009. En effet, selon les données de l'Institut Français de la Mode, la consommation de prêt-à-porter féminin dans les chaînes spécialisées (où se situe le Groupe Etam) est en retrait de -3,3% et de -2,7% pour la lingerie.

Le chiffre d'affaires de l'activité export de 31,3 M€, compris dans le chiffre d'affaires de la France, enregistre un recul de 19,3%. L'activité du Groupe dans ses franchises internationales a été marquée en 2009 par la réduction des commandes de la part des partenaires, eux-mêmes confrontés à une conjoncture économique difficile et, pour certains d'entre eux, à une dévaluation de la devise locale.

AUTRES PAYS

Les principaux pays hors France sont : la Belgique/Luxembourg (activité lingerie d'Etam et 1.2.3), l'Espagne/Portugal et l'Italie (activité lingerie d'Etam), l'Allemagne (1.2.3), la Pologne et la Suisse où le Groupe s'est installé en propre en 2007.

Le chiffre d'affaires de cet ensemble s'est élevé à 107,2 M€ en 2009, en baisse de 7,3% et de 10,7% à surface comparable et taux de change constant.

2.3. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL EN CHINE

(M€)	2009	2008	variation en %/point
Chiffre d'affaires	277,0	188,1	47,3%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			39,1%
Marge Brute	165,3	101,9	62,2%
Taux de marge	59,7%	54,2%	+5,5 pts
Coûts de distribution	(133,7)	(94,2)	41,9%
<i>en % du CA</i>	<i>-48,2%</i>	<i>-50,1%</i>	<i>+1,8 pts</i>
Frais administratifs	(13,4)	(8,9)	49,8%
<i>en % du CA</i>	<i>-4,8%</i>	<i>-4,7%</i>	<i>-0,1 pt</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	(1,5)	(3,0)	-50,4%
<i>en % du CA</i>	<i>-0,5%</i>	<i>-1,6%</i>	<i>-1,1 pt</i>
Résultat Opérationnel Courant	16,8	(4,1)	Na
<i>en % du CA</i>	<i>6,1%</i>	<i>-2,2%</i>	<i>8,3 pts</i>
Charges non courantes	-	(1,0)	Na
Résultat Opérationnel	16,8	(5,1)	Na
<i>en % du CA</i>	<i>6,1%</i>	<i>-2,7%</i>	<i>+8,8 pts</i>
EBITDA	31,6	8,4	274,1%
<i>en % du CA</i>	<i>11,4%</i>	<i>4,5%</i>	<i>6,9 pts</i>

Le Groupe Etam est présent depuis 1997 en Chine et se développe essentiellement au travers de points de vente installés dans des grands magasins sous 5 enseignes différentes (Etam, Etam Sport, Etam Week-End, EHomme et Etam Lingerie). Il y exerce son activité moyennant une redevance d'occupation directement déduite du chiffre d'affaires qui lui est reversé.

En Chine, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaire de 277,0 M€, dont 14,1 M€ d'impact de change favorable dû à l'appréciation du Yuan face à l'Euro. A surface comparable et taux de change constant, la croissance a été de 39,1%. Les changements apportés en 2008 à l'organisation des activités et au repositionnement des marques locales, ont permis au Groupe de renouer avec la croissance. Cette performance est homogène sur les 3 marques principales que sont Etam, Etam Week End et Etam Sport, qui représentent 96% du chiffre d'affaires 2009, les marques EHomme et Etam Lingerie n'en représentant encore que 4%.

En 2009, le Groupe Etam en Chine enregistre un résultat opérationnel de 16,8 M€, en hausse de 21,9 M€, dont les composantes sont les suivantes :

- marge brute de 165,3 M€, en croissance de 63,4 M€ et de +5,5 points en pourcentage du chiffre d'affaires, du fait de l'attractivité des collections, des actions d'optimisation de la chaîne logistique, des processus d'approvisionnement et des conditions d'achat ;
- coûts de distribution en augmentation de 39,5 M€ dans ce contexte de forte expansion. L'optimisation des frais de personnel et des frais d'exploitation contribue au gain de taux de +1,8 pt vs 2008 ;
- frais administratifs de 13,4 M€, qui ne progressent que de 0,1 point en pourcentage du chiffre d'affaires vs 2008 ;
- autres charges d'exploitation de 1,5 M€ contre 3,0 M€ en 2008, ceux-ci ayant été impactés par les mises au rebut d'agencement liés aux forts mouvements du parc en 2008.

3. AUTRES COMPOSANTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'établit à -6,8 M€, contre -10,6 M€ en 2008, sous le double effet de la diminution de la dette et de la diminution des taux d'intérêt en 2009.

3.2. IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

Pour l'exercice 2009, la charge d'impôt s'élève à 4,5 M€ contre 13,8 M€ l'année précédente. Cette baisse significative s'explique par :

- la forte baisse du résultat avant impôt en Europe entre 2008 et 2009,
- un faible taux d'imposition en Chine,
- l'application par le Groupe de la méthode du « prix de vente minoré » au titre de laquelle les sociétés mères françaises garantissent à leurs filiales de distribution une marge opérationnelle de pleine concurrence dans leurs marchés locaux comprise entre 3% et 6% de leur chiffre d'affaires.

3.4. RÉSULTAT NET

Le Résultat Net Consolidé s'élève à 24,3 M€ contre 3,0 M€ en 2008. Après prise en compte des intérêts minoritaires de 4,6 M€ contre -3,0 M€ en 2008 compte tenu des bons résultats enregistrés en Chine, le Résultat Net Part du Groupe s'élève à 19,7 M€ en 2009 contre 6,0 M€ en 2008.

4. ANALYSE DES FLUX FINANCIERS

La capacité d'autofinancement (avant impôts, dividendes et intérêts) s'est élevée à 90,4 M€ contre 85,9 M€ en 2008.

En 2009 les investissements opérationnels bruts se sont élevés à 33,9 M€ contre 50,2 M€ en 2008, soit une réduction de 16,3 M€.

Au 31 décembre 2009, la dette financière nette du Groupe s'est élevée à 89,7 M€, en baisse de 46,2 M€ par rapport au 31 décembre 2008, sous l'effet de l'amélioration de la capacité d'autofinancement, d'une amélioration de 13,1 M€ du Besoin en Fonds de Roulement, de la réduction des investissements et de la baisse des charges financières et des impôts payés.

5. ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

5.1. CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER TRIMESTRE 2010

M€	T1-2010	Var réelle	Var lfl ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires Groupe	306,5	11,3%	4,0%	
Europe	185,7	-5,5%	-6,1%	
Chine	120,8	53,0%	40,8%	
<u>Europe par pays</u>				
	France ⁽²⁾	160,1	-4,8%	-6,1%
	Autres pays	25,6	-9,4%	-6,3%
<u>Europe par marque</u>				
	ETAM ⁽³⁾	143,2	-4,1%	-5,9%
	1.2.3	42,5	-9,9%	-6,7%

(1) lfl : à surface comparable et taux de change constant

(2) y compris l'activité du Groupe à l'export

(3) y compris l'activité Undiz

Au premier trimestre 2010, le Groupe Etam a enregistré un chiffre d'affaires hors taxes de 306,5 M€ qui intègre un impact négatif de change de -7,3 M€, principalement dû à la dépréciation du Yuan face à l'Euro. L'activité est en croissance de +11,3% par rapport au 31 décembre 2008. A surface comparable et taux de change constant, elle est en croissance de 4,0%.

En Europe, après des soldes en retrait et un démarrage de début de saison difficile pour le secteur de l'habillement féminin, le chiffre d'affaires s'établit à 185,7 M€ en recul de -5,5% et de -6,1% à surface comparable et taux de change constant.

En Chine, le chiffre d'affaires du premier trimestre est en hausse de +53,0%. Cette évolution intègre un impact négatif de change de -7,4 M€. A surface comparable et taux de change constant, le chiffre d'affaires de la Chine a augmenté de +40,8%.

5.2. PERSPECTIVES

A court et moyen terme, les perspectives du Groupe sont contrastées :

- En Europe, après dix trimestres consécutifs de baisse de chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant, le Groupe doit trouver les moyens opérationnels de renouer avec la croissance d'activité à magasins constants dans ses enseignes historiques, en prêt-à-porter féminin comme en lingerie ;
- En Chine, la croissance devrait se poursuivre, notamment au travers du développement du réseau et des marques.

6. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Certaines filiales ont remboursé une partie des avances que leur avait consenti la Société Etam Développement. Pour rembourser ces avances, ces filiales se sont refinancées auprès de la société Etam Finances SNC qui a tiré :

- 50 millions d'euros sur la Tranche B du Club Deal,
- 50 millions d'euros sur un nouveau contrat de crédit à 4 ans (avril 2014)

Par ailleurs Etam Finances SNC a transmis aux banques une demande d'extension pour deux ans de la maturité du Club Deal. La possibilité et les modalités d'une telle demande sont définies dans le contrat de ce Club Deal. Cette demande a cependant été transmise aux banques de façon anticipée

par rapport aux termes prévus dans le contrat.

Projet d'offre publique de rachat d'actions

La gérance de la société Etam Développement, dans sa séance du 14 avril 2010, a décidé de mettre en œuvre un rachat d'actions Etam Développement auprès de ses actionnaires portant sur 2.857.142 actions soit 26,53% de son capital social dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions en vue de leur annulation, en application des dispositions des articles L. 225-204 et L. 225-207 du Code de commerce (ci-après « l'Offre »). Cette décision a reçu l'avis favorable du Conseil de surveillance lors de sa réunion du 15 avril 2010.

Cette Offre sera réalisée conformément aux dispositions du titre III du livre II et plus particulièrement des articles 233-1 alinéa 5° et suivants du Règlement général de l'AMF, sous condition de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Etam Développement convoquée pour le 31 mai 2010, de la huitième résolution relative à la réduction de capital d'un montant maximal de 4.355.685 euros par voie d'offre publique de rachat d'actions portant sur un maximum de 2.857.142 actions.

Le concert majoritaire des familles fondatrices qui détient 5.419.317 actions Etam Développement représentant 50,33% du capital et 10.575.634 droits de vote représentant 61,60% des droits de vote, a annoncé qu'il n'apporterait aucune de ses actions à l'Offre.

Du fait de la relation qu'entraînera l'Offre, certains membres du Concert franchiront des seuils les obligeant à demander une dérogation auprès de l'Autorité des Marchés Financiers à l'obligation de déposer une offre publique. Il est dans l'intention du Concert de voter en faveur des résolutions relatives à l'Offre.

Le projet de note d'information établi par la société Etam Développement est disponible sur les sites internet de l'AMF (www.amf-france.org) et d'Etam Développement (www.Etamdeveloppement.com à la rubrique Relations Investisseurs/Communiqués).

7. ACTIVITÉ DU GROUPE EN MATIÈRE DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Afin d'assurer le renouvellement de leur offre de vêtements, sous-vêtements et accessoires, les marques du Groupe engagent des activités en matière de recherche et développement dans l'élaboration des collections.

II. INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

1. INFORMATIONS SOCIALES

1.1. EFFECTIF ET FORMATION

En 2009, l'effectif annuel moyen du Groupe était de 18 126 personnes (17 706 en 2008), féminin à 96,2%.

L'effectif annuel moyen 2009 est réparti comme suit :

	Fonctions centrales	Magasins	Logistique et Tec Center	Total
Effectif annuel moyen	1 433	15 985	605	18 023
<i>dont Chine</i>	<i>817</i>	<i>11 110</i>	<i>319</i>	<i>12 246</i>

Effectifs annuels moyens



La faible progression des effectifs par rapport à 2008 (+1,8%) recouvre une évolution contrastée entre :

- la Chine (+447) où les effectifs ont repris leur progression pour accompagner la croissance de l'activité du groupe;
- l'Europe (-130), dont la France (-202) où les effectifs ont été strictement contenus pour accompagner les effets de la crise économique sur l'activité

Les paragraphes qui suivent concernent principalement le périmètre du Groupe hors Chine.

La politique de formation s'est quant à elle articulée autour de quatre objectifs prioritaires

- Accompagner le développement international du Groupe,
- Renforcer le sens commercial des équipes magasins,
- Professionnaliser les métiers clés,
- Poursuivre le développement de pratiques managériales communes.

Ces actions ont concerné en 2009 plus de 3 300 personnes pour près de 29 000 heures de formations.

Etam a notamment développé en 2009 des périodes de professionnalisation qui ont concerné 192 personnes.

La promotion et la mobilité interne restent privilégiées au sein du Groupe, l'information sur les postes à pourvoir étant diffusée auprès de l'ensemble du personnel via une bourse d'emplois.

S'agissant des rémunérations, le Groupe privilégie les augmentations individuelles et la partie variable des salaires afin de mieux valoriser les performances personnelles.

1.2. MAIN D'ŒUVRE EXTÉRIEURE, SOUS-TRAITANCE

Pour les besoins de son activité, le Groupe a essentiellement recours à des emplois salariés directs. Il fait appel à des sociétés extérieures afin de couvrir des besoins connexes tels que les supports informatiques techniques, l'entretien ou la sécurité. D'autre part, le Groupe achète des prestations de service à un grand nombre d'entreprises afin de couvrir des besoins des magasins (entretien, notamment des vitrines, retouches de vêtements proposées aux clientes, transport de fonds, etc...) mais aussi des fonctions centrales et des achats hors produits.

Ces achats sont centralisés afin d'optimiser les coûts et la qualité des prestations. Le Groupe maintient en permanence les fournisseurs en état de compétition et veille à l'obtention des meilleures conditions de marché en termes de prix et de qualité.

Compte tenu de ces éléments, la main d'œuvre extérieure et les prestataires de service ne constituent pas des facteurs de risque.

Concernant la production des collections, celle-ci est sous-traitée à un vaste réseau de professionnels de la fabrication textile qui n'entrent pas dans le cadre de la main d'œuvre extérieure et des prestataires de services décrits ci-dessus mais dont les rapports avec le Groupe sont décrits au chapitre 2.3 ci-dessous. Le groupe Etam, acteur international de la distribution textile, travaille avec un très grand nombre de fournisseurs et sous-traitants. Compte tenu de la taille et de la notoriété du Groupe ainsi que de la multitude des fournisseurs disponibles sur le marché, la sous-traitance de la production ne constitue pas un facteur de risque significatif.

1.3. DURÉE DU TRAVAIL

Le Groupe respecte les durées légales de travail dans ses différents pays d'implantation. Il cherche en permanence à adapter la gestion de ses effectifs à ses besoins dans le cadre des dispositions légales en matière de durée du travail.

1.4. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

En 2009, la rémunération consolidée du personnel (hors intéressement et participation) du Groupe s'est élevée à 148,9 M€ et les charges sociales à 49,9 M€.

En France, le Groupe applique les dispositions du titre II du livre III du Code du Travail.

1.5. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Le Groupe applique les réglementations locales en la matière, au niveau des sièges, des magasins et des entrepôts.

2. RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

2.1. L'APPROCHE DU GROUPE ETAM

Dans le cadre du programme Planète Etam, la responsabilité sociale & environnementale du Groupe s'articule autour de nos principales parties prenantes via quatre axes prioritaires : une politique de Ressources Humaines fondée sur les valeurs fondamentales d'Etam, une démarche d'achats responsables vis-à-vis de nos fournisseurs et partenaires, des actions pour l'environnement suite à un bilan carbone, un engagement sociétal auprès d'associations à vocation humanitaire.

Bien que les grands axes de notre démarche soient définis au niveau du Groupe, le programme Planète Etam est servi par une organisation décentralisée pour mieux inscrire le développement durable dans l'activité des marques. Les différentes normes ou réglementations sont appliquées par les services concernés, en coordination avec le département juridique si nécessaire.

En 2009, l'accent a été mis sur la formation de nos collaborateurs, notamment nos responsables de magasins (plus d'une soixantaine de personnes formées en 2009) et les équipes achats, qui ont désormais des outils à leur disposition sur les achats responsables : des « fiches pratiques » ont été développées sur les sujets incontournables (règlement européen REACH, prévention du travail clandestin, labels écologiques...), de même qu'une liste de points essentiels à valider avant d'entamer toute collaboration avec un fournisseur. La finalisation de notre bilan carbone a également marqué l'année 2009.

Nos équipes, naturellement sensibles aux problématiques éthiques, sont désormais mieux armées pour répondre aux enjeux de responsabilité sociale et environnementale.

2.2. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

En matière d'évaluation environnementale, le Groupe veille, pays par pays, au respect des règles de sécurité qui s'appliquent dans le cadre de son activité de distribution. Ceci concerne les règles de sécurité et procédures applicables au niveau des magasins (espace de vente et mobilier) et des entrepôts.

En 2009, l'ensemble des collaborateurs a été sensibilisé à l'impact environnemental des activités à travers plusieurs vagues de communication.

Un bilan carbone, selon la méthode développée par l'ADEME (et compatible avec la norme ISO 14064 et l'initiative GHG Protocol) a été réalisé sur l'ensemble des sites en France. Ce diagnostic des émissions de gaz à effets de serre couvre l'ensemble de la chaîne de valeur Etam (« scope 3 » du GHG Protocol) : transport des marchandises, trajets domicile - travail des collaborateurs, consommations électriques, fin de vie des emballages....

Un Comité Environnement, composé de collaborateurs seniors multi enseignes et d'un directeur issu du comité de direction, a été établi. Il analyse actuellement les résultats du bilan carbone, définira les objectifs d'Etam en la matière et assurera la mise en œuvre d'un plan de progrès et d'outils de suivi. En 2010 le bilan carbone sera complété par des analyses de cycle de vie (ACV) de nos produits.

Consommation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre (GES)

La consommation d'électricité est essentiellement limitée à l'éclairage et à la climatisation des magasins. Le Groupe a recours à des systèmes d'éclairage de faible puissance mais procurant une lumière satisfaisante et à des systèmes de pompe à chaleur dont le coefficient de performance est supérieur à celui d'autres systèmes de climatisation. Au siège, plusieurs initiatives en cours contribuent à améliorer la performance énergétique de nos équipements informatiques.

Le transport est également une source d'émission de GES importante pour le Groupe, et fait à ce titre l'objet d'une attention particulière par le comité environnement. Pour le transport de marchandises, réalisé par des prestataires externes, le Groupe réduit le transport aérien au profit du transport maritime. Nos prestataires font également l'objet d'une évaluation périodique de leurs pratiques sociales et environnementales.

Gestion des déchets

Du fait de ses activités, le Groupe ne génère que des déchets non dangereux, principalement récupérables (bois, emballages, papier, tissus). Les objectifs du Groupe sont :

- la réutilisation ou le recyclage (cartons, cintres)
- le recours à des produits plus écologiques (des sacs oxodégradables remplacent progressivement les sacs en plastique dans les magasins)

Le Groupe adhère à l'organisme Eco Emballage et fait figurer sur ses sacs la mention concernant le recyclage. En outre, le Groupe Etam est associé fondateur d'Eco-TLC, l'éco-organisme du textile, du linge et de la chaussure.

2.3. ACHATS RESPONSABLES

Chaque marque conçoit ses modèles et fait appel à un vaste réseau de sous-traitants dans différentes régions du monde pour assurer la fabrication de ses produits. Pour la part de l'activité directement gérée par le Groupe (Europe continentale et franchises internationales), les sous-traitants avec lesquels il travaille sont globalement situés en Europe centrale et Europe de l'est, Afrique du nord et Asie. Les engagements commerciaux du Groupe sont assortis de conditions d'achat qui stipulent, outre les conditions des échanges commerciaux, le respect des lois applicables et du Code de Conduite du Groupe.

Pour la part des achats effectués par le Groupe depuis l'Europe au travers de ses plates-formes ou de certains de ses agents, celui-ci demande à ses fournisseurs de s'engager sur le respect des conditions et règles du Code de Conduite. En Chine, le Groupe est présent à travers un partenariat. Les équipes locales d'achat travaillent avec des façonniers locaux.

Soucieux de garantir le respect des droits de l'homme dans sa chaîne d'approvisionnement, le Groupe Etam adhère à la *Business Social Compliance Initiative* (BSCI). A ce titre, il s'engage à faire réaliser des audits des sites de production de ses principaux fournisseurs par des cabinets extérieurs indépendants, accrédités par les *Social Accountability Accreditation Services* (SAAS). Deux vagues d'audit ont déjà été réalisées. Les fournisseurs non conformes sont assistés dans la mise en conformité de leurs usines, grâce aux formations dispensées par la BSCI notamment, et font l'objet d'un audit de suivi six mois à un an après l'audit initial.

Pour tous les produits destinés au marché européen, le Groupe a également intégré dans ses conditions d'achat un volet relatif au respect du règlement européen REACH (*Registration, Evaluation and Autorisation of Chemicals*). L'ensemble des fournisseurs de marchandises du Groupe ont été informés et sensibilisés sur l'impact de cette réglementation et les nouvelles responsabilités qui leur incombent. Le Groupe réalise également ses propres contrôles pour s'assurer de la conformité de ses produits.

La politique Achats Responsables s'est développée au sein du Groupe, sous l'impulsion d'un comité de pilotage composé des directeurs d'enseignes et des directrices Achats des trois enseignes. Au-delà des audits, la sensibilisation de nos équipes est un axe primordial de la démarche du Groupe. Toutes les équipes achats ont été formées à notre démarche, soit plus de 100 personnes en 2009, et ont désormais à leur disposition des outils qui leur permettent de mieux intégrer les dimensions sociales et environnementales dans leur métier. Une lettre interne sur les achats responsables est également diffusée chaque mois dans l'ensemble du Groupe.

Le Groupe consolide désormais l'ensemble des données relatives à sa démarche achats responsables sur son système informatique de gestion afin de disposer d'un véritable outil de suivi de la performance sociale, environnementale et qualité de ses fournisseurs de marchandises.

Notre approche aborde également de manière croissante les achats non marchands (transport, équipements, informatique, bureautique, etc.). Les appels d'offres intègrent de plus en plus systématiquement les critères sociaux et environnementaux.

2.4. ENGAGEMENT SOCIÉTAL

Le Groupe a structuré ses dons de produits avec l'Association du Don en Nature (ADN), concept décliné de l'initiative « Gift in Kind », née aux Etats-Unis. ADN centralise des dons et les redistribue ensuite à un ensemble d'associations à but social (Emmaüs, Petits Frères des Pauvres, Secours Catholique entre autres) auprès desquelles elle a recensé des besoins concrets. 10 000 pièces de

lingerie Etam et Undiz et 10 000 articles 1.2.3 ont été donnés en 2009. Les actions se poursuivront en 2010 avec le prêt-à-porter Etam.

Dans le même ordre d'idée, le partenariat avec la mairie de Clichy (ville où le siège du Groupe est implanté) a été renouvelé, afin d'aider des jeunes en difficultés d'insertion à préparer leur recherche d'emploi.

Etam a accordé son soutien aux femmes qui entreprennent, par l'intermédiaire de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), organisme de micro-crédit. A l'occasion de la Journée de la Femme, 5% du chiffre d'affaires du samedi 7 mars 2009 en France ont été remis à l'ADIE, soit un chèque de 100 000 euros. Cette somme a permis d'aider des femmes à concrétiser leurs projets. L'opération est renouvelée en 2010.

III. FACTEURS DE RISQUES

1. RISQUES OPERATIONNELS

1.1. RISQUE LIÉ A LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'activité du Groupe étant la distribution de produits de lingerie et de vêtements de prêt-à-porter féminin, elle est sujette aux évolutions de l'environnement économique général dans les pays où le Groupe est présent et aux conséquences de celles-ci sur la consommation de produits textiles.

1.2. RISQUE LIÉS A LA SAISONNALITÉ

Le Secteur de la lingerie et du prêt-à porter féminin dépend particulièrement de l'adéquation des collections présentées en magasins avec les conditions météorologiques tout au long de l'année et des tendances de mode difficiles à anticiper.

Bien qu'à l'écoute des envies de ses clientes et à la recherche permanente de nouveaux concepts porteurs, l'activité du Groupe Etam est sujette à l'appréciation de ses collections par ses clientes. Ce dernier ne peut donc garantir qu'il saura développer son chiffre d'affaires, sa rentabilité et ses flux de trésorerie.

1.3. RISQUE LIÉS A LA CONCURRENCE

La distribution de produits de lingerie et de vêtements de prêt-à-porter féminin est un secteur à forte intensité concurrentielle dans chacun des pays où le Groupe est présent. Cette intensité concurrentielle s'explique par les faibles barrières à l'entrée de ce segment de la distribution et donc par le nombre importants d'acteurs de toutes tailles qui y opèrent. Dans les dix dernières années, des sociétés de prêt-à-porter féminin ont constitué des groupes internationaux de taille supérieure à celle d'Etam. Plus récemment, des acteurs se sont développés dans la lingerie au niveau international et s'ajoutent à la concurrence d'Etam.

2. ENDETTEMENT ET RISQUES FINANCIERS

2.1. RISQUES DE CRÉDIT

Au 31 décembre 2009, la dette du Groupe est principalement composée d'un crédit multilatéral à moyen terme dit « Club Deal » signé le 8 juillet 2009 pour un montant global de 245 M€ sur une durée de trois ans. Le Groupe dispose d'une option d'extension pour un maximum de deux ans supplémentaires soumise à conditions.

Le Club Deal est assorti de certains ratios financiers (le ratio d'endettement consolidé, le ratio d'endettement financier et le ratio de couverture des frais financiers) jusqu'à l'échéance du crédit et de certains engagements juridiques usuels.

Les ratios financiers du Groupe sont calculés et appliqués une fois l'an sur la base des comptes consolidés clos le 31 décembre. Ils sont respectés au 31 décembre 2009.

2.2. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le Club Deal a pour échéance le 8 juillet 2012, hors prise en compte des options d'extension. Par ailleurs, celui-ci devient exigible en cas de non respect des ratios financiers décrits dans la note 2.1.

Le Groupe dispose également de contrats de location financement, dont les principaux portent sur son siège à Clichy et sur les entrepôts de Compans et de Goussainville. L'encours au 31 décembre 2009 s'élève à 33,6 M€.

Enfin, le Groupe dispose de lignes bancaires bilatérales confirmées ou non dans plusieurs pays, y compris en France, permettant d'accompagner la saisonnalité des besoins de financement d'exploitation. Au 31 décembre 2009, l'encours tiré sur ces lignes s'élève à 4,2 M€, dont 4,1 M€ en Chine.

Une forte baisse d'activité dégradant la génération du flux de trésorerie et de besoin en fonds de roulement pourrait avoir un impact négatif sur la liquidité.

Le tableau des échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers est présenté à la NOTE 16.5. « ANNEXES COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2009 ».

2.3. RISQUE DE CHANGE

L'exposition au risque de change du Groupe résulte principalement des achats en dollars américains réalisés dans le cadre de l'approvisionnement en marchandises des différentes enseignes. La gestion du risque de change du Groupe est centralisée à la Direction Générale Finances du Groupe pour l'ensemble des enseignes.

L'encours des contrats de couverture du risque de change s'élève au 31 décembre 2009 à 82 MUSD afin de couvrir des budgets d'achats et des commandes en cours en dollar américain.

Le Groupe est par conséquent exposé aux futures fluctuations de la parité euro/dollar US dont une évolution défavorable à l'euro pourrait avoir un impact négatif sur ses marges.

2.4. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Afin de couvrir son exposition au risque de taux, le Groupe a recours à des instruments financiers permettant de figer et/ou de plafonner le taux d'intérêt payé sur une partie significative de sa dette financière. La gestion du risque de taux est centralisée. Elle s'appuie sur la mise en place de produits simples, swaps et/ou options, éligibles à la comptabilité de couverture.

Au 31 décembre 2009, le Groupe a mis en place avec ses principaux partenaires bancaires les couvertures suivantes :

Swaps payeurs de taux fixe au taux moyen de 2.2733% contre Euribor 3 mois pour un notionnel total de 120 m€ sur la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 1^{er} juillet 2012.

Sur la base de l'endettement financier constaté au 31 décembre 2009, une augmentation des taux d'intérêt de 1% aurait pour conséquence une augmentation de 180 milliers d'euros de la charge d'intérêt annuelle sur la dette brute et serait neutre sur la charge d'intérêt annuelle de la dette nette.

3. RISQUES JURIDIQUES

3.1. RISQUES LIÉS AUX RÉGLEMENTATIONS

Le Groupe n'exerce pas d'activités réglementées soumises à des dispositions spécifiques. Il est exposé aux risques ordinaires liés à l'activité de commerce de détail de Prêt-à-Porter féminin et de Lingerie.

Toutefois, dans les pays émergents, le Groupe reste potentiellement confronté à des incertitudes quant à l'application de la réglementation par les autorités locales.

En outre, une partie significative des achats de marchandises du Groupe est soumise à des réglementations douanières locales dont les changements peuvent éventuellement impacter les marges du Groupe.

Même si le Groupe veille au respect des dispositions légales et réglementaires, il ne peut donc pas garantir qu'il n'existe pas de risques potentiels liés à l'application de toutes les dispositions légales applicables localement à travers le monde.

3.2. RISQUES LIÉS AUX LITIGES

Tous les litiges identifiés à ce jour, notamment les litiges commerciaux courants, ont fait, conformément aux normes IFRS, l'objet de provisions si nécessaire. Il n'existe pas, à la connaissance du Groupe, d'autres litiges, arbitrages ou faits exceptionnels ayant eu dans un passé récent ou susceptibles d'avoir d'incidence significative sur la situation financière, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

3.3. MARQUES ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La protection des marques, des noms de domaines et de certains modèles fait l'objet d'une attention particulière. Le Groupe, assisté de conseils en propriété intellectuelle, assure la surveillance mondiale des marques et des noms de domaine du Groupe, procède aux dépôts et aux renouvellements des dépôts de marques, et intervient auprès de tout tiers qui pourrait leur porter atteinte.

Le Groupe pourrait donc avoir à défendre ses droits de propriété intellectuelle et pourrait enquêter des coûts liés à la défense de ses droits.

3.4. AUTRES RISQUES

Le Groupe Etam ne se trouve pas dans une position de dépendance technique ou commerciale significative à l'égard d'autres sociétés, clients ou fournisseurs, et dispose des actifs nécessaires à ses activités.

4. ASSURANCES

En Europe, le Groupe a souscrit les assurances nécessaires pour couvrir les risques propres à son activité : des polices « Multirisques » pour chacun de ses entrepôts, une police « Multirisques » pour l'ensemble des magasins, une police « Responsabilité Civile », une police « Dommages-Ouvrages », une police « Pertes d'Exploitation », une police « Transport », diverses polices « Immeubles » pour les biens immobiliers dont le Groupe est propriétaire, une police « Flotte automobile », une police « Auto-missions » et diverses polices d'assurances couvrant les risques liés aux activités de tous les salariés et notamment lors de leurs déplacements professionnels à l'étranger.

La volonté du Groupe est de faire bénéficier certaines filiales européennes de certaines polices afin de réaliser de réelles économies d'échelle tout en améliorant le niveau de garanties dont bénéficient le Groupe et de ses filiales.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le Groupe assure directement le transport amont qui était antérieurement garanti par ses transitaires.

Le Groupe a pour politique d'assurer en Europe ses risques pour des montants suffisants, son effort portant avant tout sur la prévention des risques et sur la mise en place de «moyens de substitution ». Les sites français majeurs sont visités régulièrement par les assureurs du Groupe et font l'objet d'une visite thermo-graphique, pratique d'ordinaire réservée au monde de l'industrie.

En Chine, le Groupe dispose d'une police « Dommages » pour ses sites ainsi que d'une police couvrant sa responsabilité civile locale.

Le Groupe dispose, comme indiqué précédemment, d'une police « Responsabilité Civile Mandataires Sociaux » couvrant tous ses Dirigeants de droit ou de fait dans tous les pays aux seules exceptions des Etats-Unis d'Amérique et du Canada, dans lesquels il n'exerce aucune activité.

IV. AUTRES INFORMATIONS : SOCIÉTÉ MÈRE ET FILIALES

1. SOCIÉTÉ MÈRE

Etam Développement SCA est la société mère du Groupe Etam. Ses recettes proviennent exclusivement des dividendes et/ou intérêts reçus de ses filiales et de la refacturation des prestations de service effectuées pour leur compte. A ce titre, les produits d'exploitation enregistrés par la société s'élèvent en 2009 à 6,1 M€ et les produits financiers issus des participations à 17,9 M€. Le bénéfice net comptable pour l'exercice 2009 s'élève à 20,4M€ contre 12,6 M€ pour l'exercice 2008.

2. PRISE DE PARTICIPATION SIGNIFICATIVE OU DE CONTRÔLE

2.1 DANS LES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

En 2009, ni Etam Développement ni ses filiales n'ont pris le contrôle d'autres sociétés.

2.2 DANS LES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE A L'ÉTRANGER

En 2009, le Groupe a acquis en deux étapes 16% de pourcentage d'intérêt et 20% de droits de vote supplémentaires dans Modasia Holding SA, qui détient les filiales du groupe en Chine :

- en avril 2009, augmentation de capital réservée permettant l'augmentation du pourcentage d'intérêt et de contrôle du Groupe dans ses filiales chinoises respectivement de 60% à 66% et de 60,0% à 70,2% ;
- en novembre 2009, acquisition de 10% du capital de Modasia permettant l'augmentation du pourcentage d'intérêt et de contrôle du Groupe dans ses filiales chinoises respectivement de 66% à 76% et de 70,2% à 80,85%. Cette acquisition est assortie d'une clause d'ajustement de prix, celui-ci étant payable le cas échéant en 2012.
- au 31 décembre 2009, sur la base des perspectives de résultat de Modasia Holding SA estimées, cet ajustement de prix est pris en compte dans l'endettement financier du Groupe à hauteur de 5,6 millions d'euros en « autre dette à caractère financier ».

3. RÉSULTAT ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

3.1. BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT

Principes et méthodes comptables : Les comptes annuels ont été établis conformément au plan comptable général 1999 et aux principes comptables généralement admis en France.

L'exercice 2009 n'a pas fait l'objet de changement de méthode comptable.

3.2. RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'exercice se solde par un bénéfice de 20 362 285 euros qu'il est proposé d'affecter de la manière suivante :

(en €)

1) Origine du résultat à affecter

Report à nouveau antérieur	142 430 652,25
Résultat de l'exercice 2009	20 362 285,29
Total	162 792 937,54

2) Affectation

Réserve légale	0,00
En application de l'article 23 des statuts: prélèvement en faveur des associés commandités	1 627 929,38
Dividendes	0,00
Report à nouveau	161 165 008,16
Total	162 792 937,54

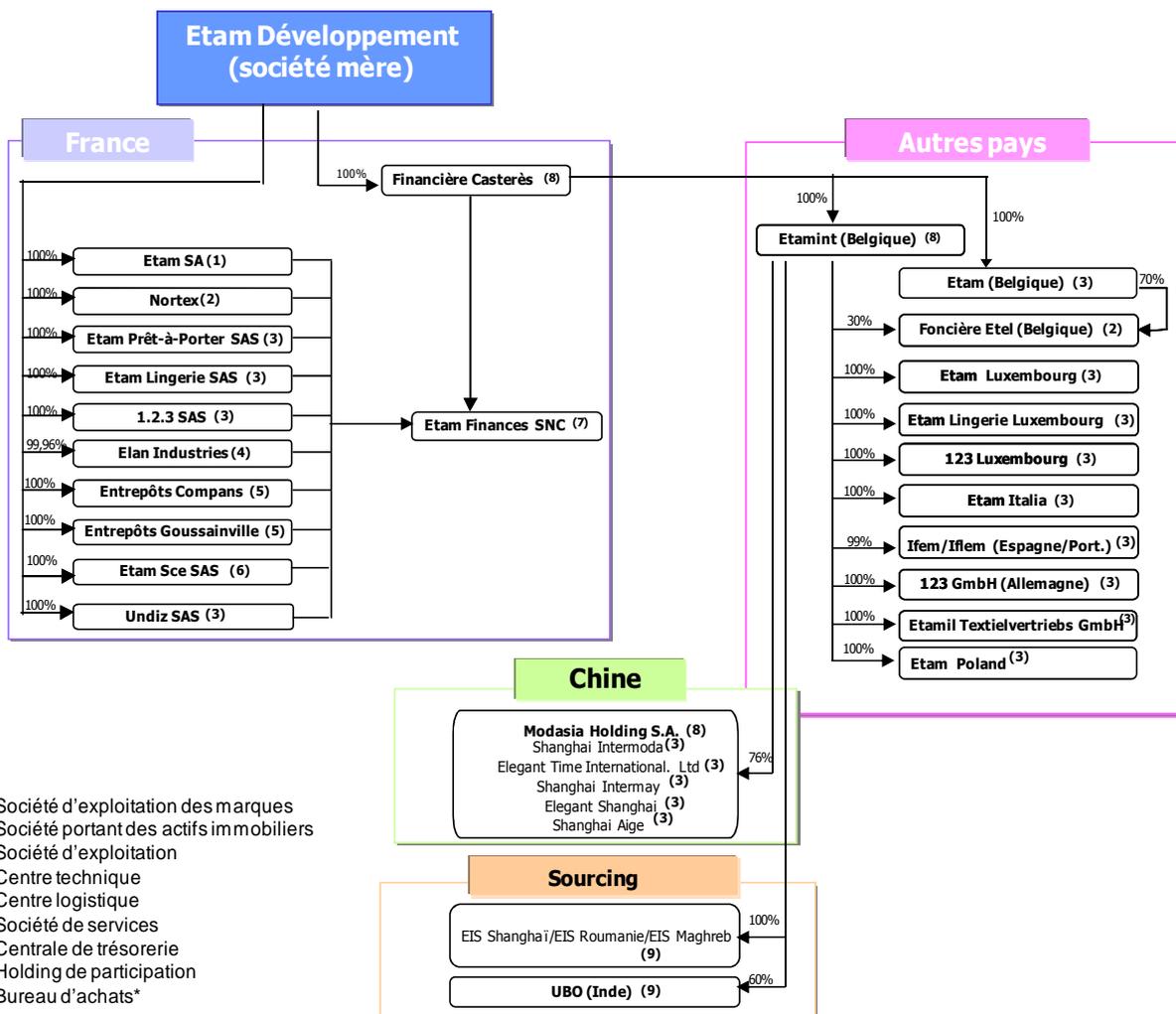
3.3. MONTANT DES CHARGES NON DÉDUCTIBLES

Le montant global des dépenses et charges visé à l'article 39-4 du Code général des Impôts s'élève à la clôture de l'exercice 2009 à 109 070 euros.

Le montant de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses en 2009, majoré des contributions additionnelles, s'élève à 37 553 euros.

4. ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2009

L'organigramme ci-dessous décrit le fonctionnement général du groupe Etam et de ses principales filiales opérationnelles.



(* Cessation des activités d'EIS Maghreb au 31/12/2009)

5. DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS

(Articles L441-6.1 & D441-4 du Code de Commerce)

Les comptes clients d'Etam Développement sont à 0 au 31/12/2009

Le solde des dettes de la société Etam Développement à l'égard de ses fournisseurs au 31/12/2009, s'élevait à 134 704,24 € et était constitué de :

Factures à échoir : pour 41,68 € soit 0%

Factures échues : pour 134 662,56 €.

PARTIE 2 : INFORMATIONS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INFLUENCE SENSIBLE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

1. RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Les tableaux ci-dessous ont été réalisés à partir des informations dont dispose la société concernant les actions détenues sous forme nominative au 31 décembre 2009 et celles concernant les participations directes ou indirectes excédant l'un des seuils définis à l'article L. 233-7 du Code de Commerce dont elle a connaissance.

	Nombre de titres	% du capital	Droits de vote réels	% de droits de vote
Groupe de contrôle ⁽¹⁾	5 419 317	50,33%	10 575 634	61,60%
Financière de l'Echiquier ⁽²⁾⁽³⁾	596 869	5,54%	596 869	3,48%
INTECO ⁽⁴⁾	583 037	5,41%	1 166 074	6,79%
LINTO ⁽⁴⁾	564 275	5,24%	1 128 550	6,57%
Etam Développement	0	0,00%	0	0
Autres	3 604 965	33,48%	3 701 165	21,56%
<i>dont au porteur</i>	<i>3 425 940</i>	<i>31,81%</i>	<i>3 450 940</i>	<i>20,10%</i>
<i>dont nominatif</i>	<i>179 025</i>	<i>1,66%</i>	<i>250 225</i>	<i>1,46%</i>
TOTAL	10 768 463	100,00%	17 168 292	100,00%

(1) Groupe de contrôle détenant de concert (depuis l'introduction en bourse, les membres du groupe de contrôle ont indiqué contrôler ensemble le capital et les droits de vote attachés aux actions) :

	Nombre de titres	% du capital	Droits de vote réels	% de droits de vote
Famille Milchior	1 448 932	13,46%	2 634 864	15,35%
Fitema Participations ⁽⁵⁾	2 773 680	25,76%	5 547 360	32,31%
Total Famille Milchior	4 222 612	39,21%	8 182 224	47,66%
Tarica Marie-Claire	1 196 705	11,11%	2 393 410	13,94%
Total	5 419 317	50,33%	10 575 634	61,60%

(2) Actions au porteur

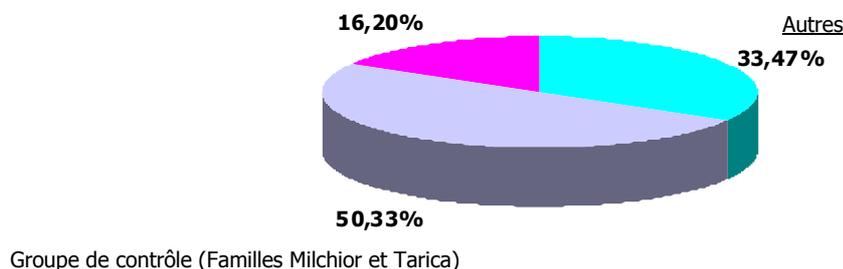
(3) Fonds d'investissement français. Nombre de titres et de droits de vote déclarés lors d'un franchissement de seuil en novembre 2007

(4) Holding financier de droit américain

(5) Fitema participations est contrôlée par la famille Milchior

Répartition en pourcentage de capital :

Actionnaires détenant individuellement plus de 5% du capital ou des droits de vote (Financière de l'Echiquier, Inteco, Linto.)



Franchissements de seuil déclarés au cours de l'exercice 2009 :

- Par courrier du 3 février 2009, complété par des courriers des 4 et 5 février, M. Pierre Milchior a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le 29 janvier 2009, le seuil de 5% du capital de la société Etam Développement et détenir individuellement 698 472 actions Etam Développement représentant 1 158 944 droits de vote, soit 5,86% du capital et 6,32% des droits de vote de cette société.

Par ailleurs, la famille Milchior, a déclaré, avoir franchi en hausse, le 29 janvier 2009, le seuil de 10% du capital de la société Etam Développement et détenir 1 423 932 actions Etam Développement représentant 2 609 864 droits de vote, soit 11,94% du capital et 14,22% des droits de vote de cette société.

Ces franchissements de seuils résultent d'une acquisition d'actions Etam Développement par M. Pierre Milchior.

Par le même courrier, la déclaration d'intention suivante a été effectuée :

« La famille Milchior rappelle qu'elle agit de concert avec la famille Tarica et Fitema Participations. Du fait du contrôle qu'elle exerce sur Etam Développement au travers des pouvoirs de ses représentants gérants commandités, la famille Milchior est l'actionnaire prépondérant au sein de ce concert.

La famille Milchior contrôle ETAM DEVELOPPEMENT au sens de l'article L. 233-3 I du code de commerce car elle dispose du pouvoir d'en nommer et révoquer les gérants.

En effet, Etam Développement est une société en commandite par actions qui comprend deux catégories d'associés : des commanditaires (titulaires d'actions) et des commandités. Aux termes des statuts (article 21.6 des statuts) les décisions des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des commanditaires, ne sont valablement prises que si elles sont également adoptées par la majorité des associés commandités. La majorité des commandités sont des représentants de la famille Milchior.

Etam Développement SCA a 5 associés commandités, dont 4 sont des représentants de la famille Milchior (article 1 des statuts) : M. Pierre Milchior, M. Laurent Milchior et Mlle Vanessa Milchior et Gerset, société par actions simplifiée, contrôlée par M. Laurent Milchior et Mlle. Vanessa Milchior et présidée par M. Pierre Milchior.

En sa qualité de commandité, Gerset nomme et révoque les gérants de la société ETAM DEVELOPPEMENT. La nomination et la révocation des gérants est de sa compétence exclusive (article 14.3 des statuts). Les fonctions de gérant sont à durée indéterminée (article 14.4 des statuts). Les gérants de la société Etam Développement sont : M. Pierre Milchior, Mme Marie-Claire Tarica et M. Laurent Milchior nommé par Gerset en juillet 2008.

La famille Milchior indique qu'elle envisage d'acquérir des actions supplémentaires, sachant que cette intention sera évaluée en fonction des opportunités de marché et des contraintes réglementaires liées à cet accroissement de participation.

Elle n'a pas l'intention de nommer un gérant supplémentaire. »

- Par courrier du 10 juin 2009, la société GLG Partners LP, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 5 juin 2009, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société *Etam Développement* et détenir pour le compte desdits fonds, 439 156 actions *Etam Développement* représentant autant de droits de vote, soit 3,68% du capital et 2,40% des droits de vote de cette société.
- La société Fitema Participations a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le 25 juillet 2009, le seuil de 25% du capital de la société *Etam Développement* et détenir individuellement 2 773 680 actions *Etam Développement* représentant 5 547 360 droits de vote, soit 25,76% du capital et 32,31% des droits de vote de cette société.
- La famille Milchior et la famille Tarica ont déclaré avoir franchi de concert en hausse, le 25 juillet 2009, le seuil de 50% du capital de la société *Etam Développement* et détenir de concert 5 394

317 actions *Etam Développement* représentant 10 550 634 droits de vote, soit 50,09% du capital et 61,45% des droits de vote de cette société.

Ces franchissements de seuils résultent de l'annulation de 1 159 495 actions *Etam Développement* auto-détenues.

- Par courrier du 27 juillet 2009, complété par un courrier du 28 juillet, les franchissements de seuils suivants ont été déclarés :
 - Les membres de la famille Milchior ont déclaré avoir franchi en hausse, le 24 juillet 2009, directement et indirectement par l'intermédiaire de la société Fitema Participations qu'ils contrôlent, les seuils de 15%, 20%, 25% et 1/3 du capital et des droits de vote de la société *Etam Développement* et détenir 4 197 612 actions *Etam Développement* représentant 8 157 224 droits de vote, soit 35,19% du capital et 44,51% des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte de l'acquisition de la totalité du capital de la société Fitema Participations, qui détient directement 2 773 680 actions *Etam Développement*, par la famille Milchior.
 - Par le même courrier, la déclaration d'intention suivante a été effectuée :
«La famille Milchior rappelle qu'elle agit de concert avec la famille Tarica et Fitema Participations. Du fait des pouvoirs de ses représentants gérants commandités, la famille Milchior est l'actionnaire prépondérant au sein de ce concert et contrôle *Etam Développement* au sens de l'article L. 233-3 I du code de commerce car elle dispose du pouvoir d'en nommer et révoquer les gérants. »

Franchissements de seuil déclarés entre le 31 décembre 2009 et le 31 mars 2010 :

- Par courrier du 3 février 2010, la société FINANCIERE DE L'ECHIQUIER, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 1^{er} février 2010, le seuil de 5% du capital de la société *Etam Développement* et détenir pour le compte desdits fonds, 511 500 actions *Etam Développement* représentant autant de droits de vote, soit 4,75% du capital et 2,98% des droits de vote de cette société.

A la connaissance de la société, et sur la base des déclarations de franchissement de seuils reçues, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

2. ACTIONNARIAT SALARIÉ

A la clôture de l'exercice 2009, il n'existait aucune participation des salariés telle que définie à l'article L. 225-102 du Code de Commerce dans le capital social de la société.

3. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN PÉRIODE D'OFFRE PUBLIQUE

A la connaissance de la société :

- La structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la société et toutes informations en la matière sont décrites au paragraphe 3. ci-dessus.
- Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote.
- Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier.
- En matière de pouvoirs de la gérance, les délégations en cours sont décrites dans le tableau des délégations en matière d'augmentation du capital en cours de validation figurant au paragraphe IV., et s'agissant du rachat d'actions au paragraphe 6 ci-après.

- Les règles de nomination et de révocation des membres de la gérance sont les règles légales et statutaires décrites au paragraphe 7.4.
- La modification des statuts de la société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.
- Il n'existe pas d'accords particuliers prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions des gérants

3.1. PACTES D'ACTIONNAIRES – ENGAGEMENT COLLECTIF

Les membres du Groupe familial MILCHIOR (familles Milchior et Tarica), actionnaires de la société Etam Développement, ont signé en date du 31 juillet 2006 un engagement collectif de conservation de titres conformément à l'article 787 B du Code Général des Impôts, aux termes duquel ils se sont engagés à conserver collectivement 2 364 792 Etam Développement représentant 20% des droits financiers et 26,72% des droits de vote attachés aux actions émises par la société.

Cet engagement collectif a été conclu pour une durée de deux ans à compter du 31 juillet 2006. Il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de deux ans et il est toujours en vigueur.

3.2. DROITS DE VOTE DOUBLE

L'Assemblée Générale du 24 mars 1997 a modifié les statuts de la société et précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative au nom d'un même actionnaire depuis 4 ans au moins, ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, à raison d'actions bénéficiant de ce droit. Ce droit de vote double cesse dès lors que les actions en bénéficiant font l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par voie de succession ou donation familiale.

Il n'existe pas d'obligation de déclaration de franchissement de seuils statutaires autres que les seuils visés à l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

4. FORME JURIDIQUE

Etam Développement est une société en commandite par actions française régie notamment par le livre deuxième du Code de Commerce. Ce statut a été adopté par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mai 1996, afin de préserver l'identité et la culture de l'entreprise et d'assurer ainsi à long terme, sa pérennité, dans l'intérêt du Groupe et de l'ensemble des actionnaires.

4.1. FONCTIONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS

Au sein d'une société en commandite par actions, il existe deux sortes d'associés :

- Les associés commanditaires, apporteurs de capitaux, qui ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence du montant de leurs apports ;
- Les associés commandités, apporteurs en industrie, qui sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers. Une même personne peut avoir la double qualité d'associé commandité et de commanditaire.

Un Conseil de Surveillance est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires et chargé de contrôler la gestion de l'entreprise. Les commandités, même commanditaires, ne peuvent être élus, ni participer à la désignation des membres du Conseil de Surveillance.

4.2. ASSOCIÉS COMMANDITÉS DE LA SOCIÉTÉ (ARTICLE 1 DES STATUTS)

Les associés commandités sont Monsieur Pierre Milchior, Madame Marie-Claire Tarica, Mademoiselle Vanessa Milchior, Monsieur Laurent Milchior et Gerset, société par actions simplifiée dont le siège social est à Clichy (92110), 57-59 rue Henri Barbusse.

4.3. DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS COMMANDITÉS (ARTICLE 13 DES STATUTS)

Les décisions des Assemblées, tant Ordinaires qu'Extraordinaires, ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par la majorité des associés commandités (par exception, l'accord des commandités n'est pas requis pour les décisions concernant la nomination et la révocation des membres du Conseil de Surveillance et des commissaires aux comptes, la fixation de leur rémunération et l'approbation des conventions soumises à autorisation).

Les droits des associés commandités dans le résultat de la société sont rappelés au paragraphe « Répartition des bénéfices et modalités de paiement des dividendes (Article 23 des statuts) ». Les associés commandités sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers.

Tout associé commandité non gérant est en droit d'exercer un contrôle sur la gestion de la société et dispose à cet effet des mêmes pouvoirs d'investigation que les commissaires aux comptes. La désignation de tout nouvel associé commandité est faite par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire prise avec l'accord de tous les associés commandités.

4.4. LA GÉRANCE (ARTICLES 14 ET 15 DES STATUTS)

Aux termes des statuts, la société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants personnes physiques ou morales ayant la qualité d'associé commandité. Les gérants actuels sont Pierre Milchior, Laurent Milchior et Marie-Claire Tarica.

4.4.1. NOMINATION-RÉVOCATION DES GÉRANTS

La nomination et la révocation de tout gérant est de la compétence de la société Gerset, pour autant qu'elle ait la qualité d'associé commandité à la date de la décision. A défaut pour Gerset de détenir cette qualité, la nomination et la révocation de tout gérant seront de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés commanditaires, agissant sur proposition et avec l'accord de tous les associés commandités.

4.4.2. DURÉE DE LA GÉRANCE

Les fonctions de gérant sont à durée indéterminée. Elles prennent fin par le décès, l'incapacité ou l'interdiction, le redressement, la liquidation judiciaire, la faillite personnelle, la révocation ou la démission et le dépassement de l'âge de 80 ans sauf prorogation décidée par la majorité des associés commandités et ce, pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. En cas de vacance de la gérance pour cause d'incapacité ou de décès simultané de deux gérants, la gérance sera assurée par les commandités statuant à la majorité simple et ce, jusqu'à la désignation de la nouvelle gérance.

La perte de la qualité de gérant entraîne automatiquement et de plein droit la perte de la qualité d'associé commandité. La société n'est pas dissoute en cas de cessation des fonctions d'un gérant, pour quelque cause que ce soit. Le gérant qui démissionne doit prévenir chacun des associés commandités six mois au moins à l'avance.

4.4.3. RAPPORT AVEC LES TIERS

Chacun des gérants a tous pouvoirs pour engager la société à l'égard des tiers. Il les exerce dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et les statuts au Conseil de Surveillance et aux Assemblées Générales d'actionnaires. Les cautions, avals et garanties donnés par la société doivent faire l'objet d'une autorisation prise à la majorité des associés commandités ; ces derniers peuvent consentir une autorisation globale annuelle.

4.4.4. RAPPORT AVEC LA SOCIÉTÉ ET LES ACTIONNAIRES

Dans les rapports avec la société et les actionnaires, les gérants peuvent prendre entre eux toutes mesures qu'ils jugent souhaitables pour assurer l'unité de gestion et de représentation de la société. Les gérants peuvent procéder, sous leur responsabilité, à toutes délégations de pouvoirs qu'ils jugent nécessaires au bon fonctionnement de la société et du Groupe.

4.4.5. RÉMUNÉRATION DE LA GÉRANCE

La gérance ne reçoit aucune rémunération statutaire. Toute autre rémunération de la gérance, qu'elle soit fixe, proportionnelle ou indexée, est fixée et modifiée par l'Assemblée Générale Ordinaire statuant avec l'accord de la majorité des associés commandités. Sa répartition entre les gérants est décidée par ces derniers. Des options d'achat ou de souscription d'actions de la société peuvent être accordées aux gérants par décision de la majorité des associés commandités sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

PARTIE 3 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITÉ

Autorisation	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant nominal d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Autorisation d'augmenter le capital avec maintien du DPS ⁽¹⁾	19 juin 2009	18 août 2011	20 000 000 €	-	20 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS ⁽¹⁾ par offre au public	19 juin 2009	18 août 2011	15 000 000 €	-	15 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS au moyen d'un placement privé réservé à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs	19 juin 2009	18 août 2011	20 % du capital par an	-	20 % du capital par an
Autorisation d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes	19 juin 2009	18 août 2011	Montant des réserves, bénéfices, primes	-	Montant des réserves, bénéfices, primes
Autorisation d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature	19 juin 2009	18 août 2011	10 % du capital	-	10 % du capital
Autorisation d'émettre des stock options	17 juin 2008	16 août 2011	2 % du capital	-	2 % du capital
Autorisation d'attribuer des actions gratuites	17 juin 2008	16 août 2011	10 % du capital	-	10 % du capital

(1) Droit Préférentiel de Souscription

PARTIE 4 : INFORMATIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS AU COURS DE L'EXERCICE

La gérance a été autorisée par l'assemblée générale du 17 juin 2008 à procéder à l'achat, dans la limite légale, des actions de la société, sans jamais pouvoir détenir plus de 10% du capital de la société, étant précisé que le nombre d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital.

La Société n'a procédé à aucune opération d'achat ou de vente d'actions propres en dehors de celles réalisées dans le cadre du contrat de liquidité entre la date d'ouverture et de clôture du dernier exercice.

Dans le cadre de son contrat de liquidité et conformément à la Charte de déontologie AMAFI, la société a procédé en 2009 :

- à l'achat de 35 982 actions au prix moyen pondéré de 14,024 €,
- à la vente de 59 078 actions au prix moyen pondéré de 13,318 €.

Le 20 novembre 2009, le Groupe Etam Développement a résilié le contrat de liquidité conclu avec la Société Générale Securities. A cette date, les moyens figurant au compte de liquidité étaient de 296 678,79 €.

Le montant des frais de négociation au titre du contrat de liquidité, s'est élevé à 26 600 € pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 novembre 2009.

Nombre d'actions inscrites à la clôture de l'exercice : 0

Valeur évaluée au cours d'achat : -

Valeur nominale : -

Le 25 juillet 2009, la société Etam Développement a procédé à l'annulation de 1 159 495 titres (soit 9,72% du capital) détenus dans le cadre de son programme de rachat d'actions :

- dont 501 075 initialement affectés à la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions et réalloués à l'objectif d'annulation,
- et 658 420 affectés à l'objectif d'annulation.

A ce jour, la société ne détient plus aucune action propre.



COMPTES ANNUELS

Bilan	38
Compte de résultat	39
Résultats et éléments caractéristiques de la société mère au cours des 5 derniers exercices	40
Filiales et participations	41
Notes aux annexes aux comptes annuels	42

I. BILAN

1. ACTIF

euros	31.12.2009			31.12.2008	31.12.2007
	brut	amort-prov	net		
Immobilisations Corporelles :					
. Autres immobilisations corporelles	81 077	47 221	33 855	53 650	134 598
Immobilisations Financières :					
. Autres Participations	239 537 981	64 290 873	175 247 108	130 595 473	151 348 941
. Autres Titres Immobilisés			-	8 151 250	7 558 694
. Autres immobilisations financières	52 511		52 511	41 003	38 616
TOTAL I	239 671 568	64 338 094	175 333 474	138 841 376	159 080 849
Avances & Acptes versés sur commandes	924	874	50	1 569	1 361
Créances d'exploitation :					
. Créances Clients & Comptes rattachés	2 498 797		2 498 797	57 977	556 701
. Autres créances	114 017 151	16 881	114 000 271	228 705 864	159 966 156
Divers :					
. Valeurs Mobilières de Placement (dont actions propres N)	785		785	163 150	523 819
. Disponibilités	48 673		48 673	101 356	199 227
Charges Constatées d'Avance					826
TOTAL II.....	116 566 330	17 755	116 548 576	229 029 915	161 248 090
Charges à répartir sur plusieurs exercices III					
Primes de remboursement des obligations IV					
Ecart de conversion actif V	311		311		
TOTAL GENERAL (I à V)	356 238 209	64 355 849	291 882 361	367 871 291	320 328 939

2. PASSIF

euros	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2007
Capital	16 416 415	18 184 054	18 184 054
Primes d'Emission, fusion, apports	100 160 956	121 493 650	121 493 650
Réserve légale	1 818 406	1 818 406	1 807 125
Réserves réglementées			
Autres réserves	5 202 660	5 202 660	5 202 660
Report à nouveau	142 430 652	131 229 147	82 854 806
Résultat de l'exercice	20 362 285	12 640 199	55 148 717
Provision réglementée			1
TOTAL I.....	286 391 376	290 568 116	284 691 013
Provisions pour risques et charges	338 708	648 128	1 996 148
TOTAL III.....	338 708	648 128	1 996 148
Dettes Financières :			
. Emprunts & Dettes auprès Ets Crédit	1 410	1 993	18 403
. Emprunts & Dettes Financières divers	1 725 897	73 005 550	29 012 847
Dettes d'exploitation :			
. Dettes Fournisseurs & Comptes Ratt.	1 916 707	835 378	1 213 946
. Dettes Fiscales et Sociales	1 508 263	1 310 578	3 058 445
. Autres dettes		1 501 548	338 137
TOTAL IV.....	5 152 277	76 655 047	33 641 778
Ecart de Conversion Passif V			
TOTAL GENERAL (I à V)	291 882 361	367 871 291	320 328 939

II. COMPTE DE RÉSULTAT

euros	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2007
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Production Vendue :Biens & services = Chiffre d'Affaires Net			
. Reprises sur provisions & Transferts de charges	68 885	61 404	211 883
Autres Produits	6 008 363	5 484 821	7 088 324
TOTAL I	6 077 248	5 546 224	7 300 207
CHARGES D'EXPLOITATION :			
Achats de Marchandises	4 983	3 632	450
Autres Achats externes	2 886 986	2 395 236	2 501 067
Impôts, Taxes & assimilés	196 676	454 261	301 158
Charges de Personnel :			
. Salaires et traitements	2 630 197	2 050 516	3 423 952
. Charges sociales	747 904	517 588	1 095 434
Dotations aux Amortissements & Provisions			
. Dotation Amortissements sur Immobilisations	19 795	28 591	13 610
. Dotation Provisions Actif Circulant	17 755		
. Dotation Provisions pour Risques & Charges	289		110
Autres Charges	205 360	190 336	88 165
TOTAL II.....	6 709 945	5 640 160	7 423 946
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	(632 697)	(93 935)	(123 739)
PRODUITS FINANCIERS			
. De Participations	17 858 474	30 853 297	47 953 835
. Autres Intérêts & produits assimilés	7 134 438	10 294 959	5 911 049
. Reprises sur provisions & Transferts de charges	17 043 557	3 951 116	359 076
. Différence (+) de change		37 007	11 006
. Produits nets sur cessions Val.Mob.Plact	109 178	48 591	111 471
TOTAL V.....	42 145 648	45 184 969	54 346 437
euros	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2007
CHARGES FINANCIERES :			
. Dot aux Amortissements & Provisions	31 156 934	41 790 038	3 476 971
. Intérêts & charges assimilées	1 176 781	3 287 125	995 919
. Différence (-) de change		55 788	10 190
. Charges nettes sur cess. Val.Mob.Plac	81 430	406 680	287 364
TOTAL VI.....	32 415 145	45 539 631	4 770 444
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	9 730 503	(354 662)	49 575 993
RESULTAT COURANT AV.IMPOT	9 097 806	(448 597)	49 452 254
PRODUITS EXCEPTIONNELS :			
. Sur Opérations de Gestion	0	396	21 217
. Sur Opérations en Capital		89 357	394 557
. Reprises sur Prov & Transferts Charges	25 000	-	
TOTAL VII.....	25 000	89 753	415 774
CHARGES EXCEPTIONNELLES :			
. Sur Opérations de Gestion	465 967	299 709	141 571
. Sur Opérations en Capital		89 357	310 010
. Dot exceptionnelles sur Amort. & Provisions	331 207	25 000	
TOTAL VIII.....	797 174	414 066	451 581
RESULTAT EXCEPT. (VII-VIII)	(772 174)	(324 313)	(35 807)
Participation des salariés (IX)			
Impôt sur les bénéfices (X)	(12 036 653)	(13 413 109)	(5 732 270)
TOTAL DES PRODUITS	48 247 895	50 820 947	62 062 418
TOTAL DES CHARGES	27 885 610	38 180 748	6 913 701
BENEFICE OU PERTE	20 362 285	12 640 199	55 148 717

III. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS

CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

euros	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2007	31.12.2008	31.12.2009
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
- Capital social	18 025 508	18 071 243	18 184 054	18 184 054	16 416 415
- Nombre d'actions ordinaires	11 823 958	11 853 958	11 927 958	11 927 958	10 768 463
- Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
- Nombre maxi. d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droit de souscription	227 748	124 000	74 000		
OPERATIONS ET RESULTAT					
- Chiffre d'affaires (h.t.)	9 887 846	7 297 129	7 088 324	5 484 820	6 008 363
- Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements & provisions	1 179 099	13 424 919	52 547 334	37 117 947	22 783 052
- Impôts sur les bénéfices	357 418	(7 839 084)	(5 732 270)	(13 413 109)	(12 036 653)
- Participation des salariés					
- Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements & provisions	1 257 426	12 095 059	55 148 717	12 640 199	20 362 285
- Résultat distribué	3 547 187	5 926 979	5 963 979		
RESULTAT PAR ACTION					
- Résultat après impôts, participation, mais avant dotations aux amortissements	0	2	5	4	3
- Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements & provisions	0	1	5	1	2
- Dividende attribué	0	1	1		
PERSONNEL					
- Effectif moyen salariés	11	10	9	7	6
- Montant masse salariale	3 675 324	3 360 576	3 423 952	2 050 516	2 630 197
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales)	1 316 185	1 068 602	1 095 434	517 588	747 904

IV. FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital *	Capitaux propres autres que capital avant affectation du résultat	Quote part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus (en EUROS)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (en euros)	Montant des cautions et avals donnés par la société (en euros)	Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé (en euros)*	Résultat du dernier exercice clos (en euros)*	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en euros)*	Observations
	euros	euros		Brute	Nette						
A) RENSEIGNEMENTS DETAILES SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS (ci-dessous)											
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu)											
Filiales françaises											
ETAM SA	1 294 765	14 177 283	99,99%	51 602 759	51 602 759	85 657 057		15 092 125	1 739 345	9 553 950	
NORTEX SA	389 473	11 509 382	99,97%	28 572 265	28 572 265			18 938 500	5 389 705	2 697 024	
ETAM SCE	8 017 430	3 296 495	100,00%	8 019 470	8 019 470			36 660 153	528 254		
COMPANS	609 797	2 461 905	100,00%	6 360 000	2 765 466			12 817 692	(215 734)		
GOUSSAINVILLE	482 110	132 459	100,00%	3 578 565	794 889			11 534 636	275 390		
ELAN INDUSTRIES	194 221	1 748	99,94%	1 383 001	369 460			5 123 937	304 563		
CASTERES	7 251 150	52 486 778	100,00%	5 148 123	5 148 123	39 096		0	54 512 587		
UNDIZ	2 515 750	334 545	100,00%	8 537 000	1 543 751			16 277 775	(2 180 024)		
COVI DEUX	37 000	-19 131	100,00%	37 000	37 000	2 582		0	(5 956)		
1.2.3. SAS	6 414 350	-35 787	100,00%	15 560 496	15 560 496	334 590		154 006 513	(12 267 307)		
ETAM LINGERIE	5 607 500	19 697 343	100,00%	12 528 004	12 528 004	788 032		299 522 953	18 293 724	5 607 500	
ETAM PAP	13 313 800	15 063 983	100,00%	98 211 298	48 305 425	2 148 345		221 199 863	(24 042 826)		
Total				239 537 981	175 247 108						
Filiales étrangères											
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu)											
Filiales françaises											
B) RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS											
1. Filiales non reprises en A :											
a) françaises											
b) étrangères :											
2. Participations non reprises en A :											
a) françaises											
b) étrangères											

* Ces informations non disponibles ne sont pas renseignées

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

Les informations ci-après constituent l'Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2009, dont le total est de 291 882 milliers d'Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 20 362 milliers d'Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Sauf mention contraire, les informations chiffrées sont données en euros.

Les notes et les tableaux, n°1 à 6 ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1. FAITS CARACTÉRISTIQUES

- En juillet 2009, la société Etam Développement a décidé de procéder à l'annulation de 1.159.495 actions propres devenues disponibles que la société détenait en portefeuille, et de réduire en conséquence le capital d'une somme de 1.767.639 euros, pour le ramener de 18.184.054 euros à 16.416.415 euros et d'imputer la différence entre le prix de rachat des titres annulés, soit la somme de 23.100.332,04 euros, et la valeur nominale des titres annulés, soit la somme de 21.332.693,35 euros, sur le poste de prime d'apport et de fusion, portant ainsi son solde créditeur de 120.576.516,78 euros à 99.243.823,43 euros.
- En septembre 2009, la Société Etam Développement a souscrit à l'augmentation de capital de 70.000.000 € de la société Etam Prêt-à-porter, à celle de 1.500.165 € de la société Goussainville, et celle de 4.000.000 € de la société Undiz.

2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises en vigueur (Plan Comptable Général 1999 actualisé par les règlements du Comité de la Réglementation comptable).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, sur la base de :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- l'indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les principales règles d'évaluation sont les suivantes :

2.1. IMMOBILISATIONS : OPTIONS COMPTABLES

- a) Coût d'acquisition des immobilisations corporelles (honoraires, commissions etc.. liés à l'acquisition) : la société Etam Développement a opté pour le maintien de leur comptabilisation en charges.
- b) Les coûts d'emprunts sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

2.1.1. Immobilisations corporelles

Les amortissements économiquement justifiés sont déterminés en fonction de la durée de vie prévue, en mode linéaire.

Les durées d'amortissement généralement pratiquées sont les suivantes :

Véhicules	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	0 à 10 ans

2.1.2. Immobilisations financières

Titres de participation : les titres de participation sont évalués à leur valeur historique hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité et leurs perspectives d'évolution économique.

Autres titres immobilisés : ce poste qui comprend les actions propres Etam développement, acquises conformément aux autorisations octroyées par l'Assemblée Générale, hormis les actions affectées aux plans d'options d'achat d'actions attribués à certains salariés, est évalué au prix d'acquisition des actions.

Une dépréciation est comptabilisée si le cours moyen de bourse du mois précédant la clôture des comptes est inférieur à la valeur comptable.

2.2. CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement.

2.3. OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. En fin d'exercice, la différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. La perte de change latente est provisionnée.

Les comptes bancaires en devises sont convertis au cours du 31 décembre 2009.

2.4. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières sont comptabilisées à leur prix d'acquisition. Elles sont constituées, entre autres, d'actions propres destinées aux plans d'achat d'actions attribuées à certains salariés, et d'actions propres destinées à un compte de liquidité. Elles sont provisionnées si nécessaire, à hauteur du prix de levée de l'option ou du cours moyen de bourse du dernier mois précédant la clôture des comptes si celle-ci est inférieure.

Les autres valeurs mobilières de placement font également l'objet d'une dépréciation si à la clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire (cours du 31 décembre) est inférieure à la valeur comptable.

2.5. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Toute obligation de la société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie équivalente fait l'objet d'une comptabilisation au titre d'une provision, conformément au règlement n°2000-06 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux passifs.

2.6. INTÉGRATION FISCALE

Depuis le 1^{er} janvier 1999, Etam Développement a opté pour le régime d'intégration fiscale des filiales françaises contrôlées à plus de 95 %, prévu à l'article 223A du Code Général des Impôts.

Les économies d'impôt liées aux déficits réalisés par les sociétés du groupe sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice. Au titre de l'exercice où les filiales redeviendront bénéficiaires, la société mère supportera alors une charge d'impôt.

Pour la société Etam Développement, qui est la tête du groupe d'intégration fiscale, l'effet d'impôt au titre de l'exercice, inscrit au compte de résultat est composé :

- du produit global, égal à la somme des impôts versés par les filiales bénéficiaires,
- de la charge nette d'impôt, ou du produit de la créance de report en arrière, résultant de la déclaration d'intégration fiscale,
- de la charge d'impôt correspondant aux éventuels reversements d'économie d'impôt faits aux filiales déficitaires, ou au produit d'impôt correspondant à leurs remboursements par les filiales,
- des régularisations éventuelles sur la charge d'impôt d'exercices antérieurs.

2.7. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant se rattachant aux activités ordinaires de la société sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

2.8. INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE

Elles sont constatées en engagements hors-bilan.

2.9. RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE

Certains cadres de la Société Etam Développement bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire fermé aux nouveaux entrants depuis 2003 prévoyant le paiement d'une rente viagère dont le niveau est déterminé en fonction de l'ancienneté dans la Société et sous condition de présence dans les effectifs au moment de la liquidation de la retraite. Le régime est financé auprès d'un assureur. Lors du passage aux IFRS, l'évaluation des engagements montrait que le régime était à l'équilibre et que le fond détenu par l'assureur était suffisant pour couvrir les engagements. Une nouvelle évaluation a montré un sur-financement au 31 décembre 2009 de l'ordre de 882.241 euros qui seront intégralement utilisés pour financer les droits futurs.

Il est constaté en engagements hors-bilan

2.10. MÉDAILLES DU TRAVAIL

Elles sont provisionnées dans les comptes sociaux.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur brute	Constructions	Agencements	Autres immo. Corporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2007		-	150 989	150 989
Augmentation				-
Transfert				-
Diminution			(69 912)	(69 912)
Au 31 décembre 2008	-	-	81 077	81 077
Augmentation				-
Transfert				-
Diminution				-
Au 31 décembre 2009	-	-	81 077	81 077

Dépréciation	Constructions	Agencements	Autres immo.corporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2007	-	-	16 390	16 390
Dotation			28 591	28 591
Autre				-
Reprise			(17 555)	(17 555)
Au 31 décembre 2008	-	-	27 426	27 426
Dotation			19 795	19 795
Autre				-
Reprise				-
Au 31 décembre 2009	-	-	47 221	47 221

Valeurs nettes	Constructions	Agencements	Autres immo. corporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2007	-	-	134 598	134 598
Au 31 décembre 2008	-	-	53 651	53 651
Au 31 décembre 2009	-	-	33 856	33 856

3.2. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Valeur brute	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
Au 31 décembre 2007	159 574 816	-	38 616	7 558 693	167 172 125
Augmentation	4 500 000		2 387	15 541 639	20 044 026
Transfert					-
Diminution	(37 000)				(37 000)
Au 31 décembre 2008	164 037 816	-	41 003	23 100 332	187 179 151
Augmentation	75 500 165		11 508		75 511 673
Transfert					-
Diminution				(23 100 332)	(23 100 332)
Au 31 décembre 2009	239 537 981	-	52 511	(0)	239 590 492

<u>Dépréciation</u>	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
Au 31 décembre 2007	8 225 875	-	-	-	8 225 875
Dotation	26 762 466			14 949 082	41 711 548
Autre					-
Reprise	(1 545 999)				(1 545 999)
Au 31 décembre 2008	33 442 342	-	-	14 949 082	48 391 424
Dotation	31 156 622				31 156 622
Autre					-
Reprise	(308 092)			(14 949 082)	(15 257 174)
Au 31 décembre 2009	64 290 873	-	-		64 290 872

<u>Valeurs nettes</u>	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
Au 31 décembre 2007	151 348 941	-	38 616	7 558 693	158 946 250
Au 31 décembre 2008	130 595 474	-	41 003	8 151 250	138 787 727
Au 31 décembre 2009	175 247 108	-	52 511	(0)	175 299 619

Autres titres immobilisés : les autres titres immobilisés étaient constitués d'actions propres.
Les 1.159.495 titres détenus à fin 2008 ont été annulés par réduction du capital.

Les augmentations de titres de participation correspondent à la souscription à l'augmentation de capital des sociétés UNDIZ, GOUSSAINVILLE, et ETAM PRET A PORTER réalisées en septembre 2009.

La dépréciation des titres de participation concerne les sociétés :

- Entrepôts Compans pour 3.594.534 €
- Entrepôts Goussainville pour 2.783.676 €
- Elan Industries pour 1.013.541 €
- Undiz pour 6.993.249 €
- Etam PAP pour 49 905 873 €

3.3. CRÉANCES

	2009			2008	2007
	Brut	Provision	Net		
Clients		-	-		
Provisions Factures à établir	2 498 797	-	2 498 797	57 977	556 702
TOTAL CREANCES	2 498 797	-	2 498 797	57 977	556 702

L'intégralité des créances clients est à moins d'un an.

3.4. AUTRES CRÉANCES

<u>Valeur brute</u>	Créance fiscales	Compte courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
Au 31 décembre 2007	179 137	161 845 480	37 715	162 062 332
Au 31 décembre 2008	11 061 581	196 257 635	22 464 766	229 783 982
Au 31 décembre 2009	4 975 944	109 000 473	40 733	114 017 151

Variation des dépréciations des créances

Dépréciation	Créance fiscales	Compte courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
Au 31 décembre 2007	-	2 096 176	-	2 096 176
Début d'exercice	-	-	-	-
Dotation de l'exercice	-	9 973	-	9 973
Reprise de l'exercice	-	(1 028 031)	-	(1 028 031)
Au 31 décembre 2008	0	1 078 118	0	1 078 118
Début d'exercice	-	-	-	-
Dotation de l'exercice	-	-	16 881	16 881
Reprise de l'exercice	-	(1 078 118)	-	(1 078 118)
Au 31 décembre 2009	0	0	16 881	16 881

Valeur nettes	Créance fiscales	Compte courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
Au 31 décembre 2007	179 137	161 845 480	37 715	159 966 156
Au 31 décembre 2008	11 061 581	195 179 517	22 464 766	228 705 864
Au 31 décembre 2009	4 975 944	109 000 474	23 853	114 000 270

L'ensemble des autres créances est à moins d'un an.

3.5. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Valeur brute	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
Au 31 décembre 2007	-	546 557	785	547 342
Transfert (1)				-
Augmentation		1 539 837		1 539 837
Diminution		(1 831 990)		(1 831 990)
Au 31 décembre 2008	-	254 404	785	255 189
Transfert (1)				-
Augmentation				-
Diminution	-	(254 404)		(254 404)
Au 31 décembre 2009	-	-	785	785

(1) Transfert du compte autres titres immobilisés en vue de leur cession.

Dépréciations	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
Au 31 décembre 2007	-	23 522		23 522
Transfert (1)				-
Augmentation		68 516		68 516
Diminution				-
Au 31 décembre 2008	-	92 038		92 038
Transfert (1)				-
Augmentation				-
Diminution		(92 038)		(92 038)
Au 31 décembre 2009	-	(0)		(0)

Valeurs nettes	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
Au 31 décembre 2007	-	523 035	785	523 820
Au 31 décembre 2008	-	162 366	785	163 151
Au 31 décembre 2009	-	0	785	785

3.6. CAPITAUX PROPRES

Le capital social est de 16 416 415 euros. Il est divisé en 10 768 463 actions. Le résultat par action est de 1.89 €.

	31/12/2007	Affectation des résultats	dividendes s/actions propres et refus de dividendes	31/12/2008	Affectation des résultats	réduction de capital	dividendes s/actions propres et refus de dividendes	31/12/2009
Capital	18 184 054			18 184 054		(1 767 639)		16 416 415
Prime d'émission	917 133			917 133				917 133
Prime d'apport-fusion	120 576 517			120 576 517		(21 332 693)		99 243 824
Rés. légale	1 807 125	11 281		1 818 407				1 818 407
Rés. spéciale PVL	-			-				-
Rés. facultative	5 202 660			5 202 660				5 202 660
Report à nouveau	82 854 806	47 793 535	580 806	131 229 147	11 201 505			142 430 652
Dividendes		7 343 901			1 438 693			
Résultat de l'exercice	55 148 717	(55 148 717)		12 640 199	(12 640 199)			20 362 285
	284 691 012	-	580 806	290 568 116	-	(23 100 332)	-	286 391 375

3.7. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au 31 décembre	2007	2008	Dotations 2009	Reprises 2009		2009
				Utilisées	non utilisées	
Provisions pour autres risques courants	1 993 313	616 227	331 207		616 227	331 207
Provisions médailles du travail	2 835	1 180	289			1 469
Provision pour impôts	-	5 721				5 721
Provision pour perte de change			311			311
	1 996 148	623 128	331 807	-	616 227	338 708

Les provisions pour autres risques courant concernent, des provisions pour risques salariés

3.8. EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Au 31 décembre	2009	2008	2007
Soldes créditeurs de banques	-	-	18 009
Int. courus s/concours bancaire	1 410	1 993	394
	1 410	1 993	18 403

L'ensemble des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit est à moins d'un an.

3.9. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES

Au 31 décembre	2009	2008	2007
Comptes courants groupe créditeurs	549 117	69 718 450	28 016 933
Int. courus s/ comptes courants créditeurs	1 176 780	3 287 100	995 913
	1 725 897	73 005 550	29 012 846

L'ensemble des emprunts et dettes financières est à moins d'un an.

3.10. DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

Au 31 décembre	2009	2008	2007
Fournisseurs et comptes rattachés	1 916 707	835 378	1 213 945
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
TOTAL	1 916 707	835 378	1 213 945

L'intégralité de la dette fournisseurs est à moins d'un an

3.11. DETTE FISCALE ET SOCIALE

Au 31 décembre	2009	2008	2007
I.S.	0	-	757 207
Autres dettes fiscales et sociales	1 508 263	1 310 578	2 301 238
	1 508 263	1 310 578	3 058 445

L'ensemble des dettes fiscales et sociales est à moins d'un an.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERT DE CHARGES

Ce poste comprend un transfert de charges d'assurances payées par la société Etam Développement pour le compte de ses filiales.

4.2. AUTRES PRODUITS

Les autres produits correspondent à la refacturation des charges de fonctionnement et des frais supportés pendant l'exercice, dans le cadre de la gestion de ses filiales.

4.3. AUTRES CHARGES

Les autres charges correspondent essentiellement aux jetons de présence alloués aux organes de surveillance pour l'exercice.

4.3.1 Effectif moyen

Au 31 décembre	2009	2008	2007
CADRES	6	7	9
AGENTS DE MAITRISE			
EMPLOYES			
OUVRIERS			
	6	7	9

4.3.2 Rémunération des dirigeants

	2009	2008	2007
Des organes de direction	2 355 795	2 404 752	NC
Des organes de surveillance	202 244	197 004	118 100
	2 558 039	2 601 756	118 100

4.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre	2009	2008	2007
Engagements en matière de pension ⁽¹⁾	109 771	77 952	137 913
Régime de retraite supplémentaire ⁽²⁾	182 004	2 055 177	2 228 115
Autres engagements :			
Reversement des déficits fiscaux liés à l'intégration f	0	0	0
TOTAL Engagements donnés	291 775	2 133 129	2 366 028
TOTAL Engagements reçus	0	0	0

(1) hypothèses de calcul retenues pour les engagements en matière de pension :

- âge de départ = 65 ans
- évolution des salaires = + 2.5 % annuel
- taux de rotation du personnel : Cadres Non Magasin
 - de 16 ans à 32 ans inclus : 10.50 %

- de 33 ans à 44 ans inclus : 15.00 %
- de 45 ans à 49 ans inclus : 9.50 %
- de 50 ans à 54 ans inclus : 8.50 %
- de 55 ans à 59 ans inclus : 6.00 %
- de 60 ans à plus : 0.00 %

- table de prospective : INSEE 00/02 F
- l'ensemble du personnel a été pris en compte.
- application d'un coefficient de 1.395 correspondant au montant des charges sociales
- taux d'actualisation de 5.20%
- durée résiduelle d'activité de 9.13

Régime de retraite supplémentaire (2)	2009	2008	2007
Juste valeur des actifs à la clôture	2 887 779	3842342	
Pertes/gains actuariels non reconnus	(1 823 534)	(860 922)	NC
Actif placé	1 064 245	2 981 420	
Actifs financiers liés au régime de retraite complém	882 241	926 243	

(2) hypothèses de calcul retenues pour le régime de retraite supplémentaire :

- évolution des salaires
 - jusqu'à 55 ans = inflation + 3 % annuel
 - + 55 ans = inflation + 0,5
- taux de rotation du personnel :
 - Jusqu'à 30 ans : 13,00 %
 - de 30 à 35 ans : 10.00 %
 - de 35 à 40 ans : 5,00 %
 - de 40 à 50 ans : 2,00 %
 - plus de 50 ans : 0,0 %
- taux d'actualisation de 5,20%
- taux d'inflation : 2 %
- taux de rendement des actifs financiers : 4,00 %
- Age de départ en retraite :
 - Hors dirigeants : obtention du taux plein
 - Dirigeants : continuation du contrat de travail jusqu'au décès.
- table de mortalité en activité : TH 00-02 / TF 00-02

Au 31 décembre 2009, les droits individuels à formation acquis s'élèvent à 392 heures.

Ils n'ont pas donné lieu à demande.

4.5. STOCKS OPTIONS

4.5.1. Options de souscription ou d'achat

La société n'a consenti aucune option de souscription ou d'achat d'actions aux mandataires sociaux ni aux salariés de la société au cours de l'année 2009.

Aucun bénéficiaire d'options d'achat et de souscription consenties antérieurement n'a levé d'option au cours de l'exercice 2009.

Il n'existe pas d'autre plan d'attribution de titres Etam Développement que ceux mentionnés ci-après.

a. « OPTIONS 2001 »

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 17 septembre 2001 (première résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois

à compter du 17 septembre 2001, à certains cadres dirigeants, cadres supérieurs ou aux mandataires sociaux exerçant leurs fonctions ou mandats soit dans la société soit dans une de ses filiales françaises ou étrangères des options de souscription ou d'achat d'actions de la société (ci-après les « Options 2001 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette assemblée, soit 236 479 Options 2001.

Cette autorisation n'a été utilisée qu'au profit d'un seul bénéficiaire qui ne fait plus partie de l'équipe de management.

La gérance a d'ores et déjà constaté la fin de l'autorisation donnée au titre du Plan « Options 2001 » au 16 novembre 2004.

**Tableau récapitulatif des attributions, levées et options
en circulation au 31 décembre 2009 dans le cadre du plan « Options 2001 »**

	Options de souscription d'actions				Options d'achat d'actions			
	2001	2002	2003	2004	2003	2002	2003	2004
Date d'attribution	17/09/2001	-	-	-	-	-	-	-
Date de disponibilité	17/09/2001	-	-	-	-	-	-	-
Date d'expiration	17/09/2011	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'options accordées	90 000	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires	1	-	-	-	-	-	-	-
Prix de souscription ou d'achat	9,31 €	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'options levées	40 000	-	-	-	-	-	-	-
Cumul des options en circulation au 31.12.09	50 000	50 000	50 000	50 000⁽¹⁾	0	0	0	0

(1) Soit 0,76% du capital social au 17 septembre 2001 et 0,84% au 31 décembre 2009 (capital en nombre d'actions compte non tenu des options de souscription d'actions 2001 non levées).

b. Options 2008 »

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 17 juin 2008 (dix-septième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 juin 2008, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions de la société (ci-après les « Options 2008 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette Assemblée, soit 363 681 Options 2008. La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2009.

4.5.2. Attribution d'actions gratuites

« ACTIONS GRATUITES 2008 »

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 17 juin 2008 (dix-huitième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 juin 2008, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-197-1 et suivants du Code de Commerce, des actions gratuites de la société (ci-après les « Actions gratuites 2008 »), dans la limite de 10% du capital de la société.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2009.

4.6. RÉSULTAT FINANCIER

Au 31 décembre	Produits			Charges		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Dividendes encaissés & prov. acompte	17 858 474	30 853 297	47 953 835			
Autres opérations financières groupe	7 134 438	10 294 959	5 911 049			
Dot.repr.provisions	17 043 557	3 951 116	359 076	31 156 934	41 790 038	3 476 971
Différences de change	0	37 007	11 006	-	55 788	10 190
Divers produits fin./Intérêts des emprunts				1 176 781	3 287 125	995 918
Charges nettes sur cessions de VMP	109 178	48 591	111 471	81 430	406 680	287 364
	42 145 648	45 184 969	54 346 437	32 415 145	45 539 631	4 770 443

4.7. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Au 31 décembre	Produits			Charges		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
<u>Sur opérations de gestion</u>						
Amendes-pénalités fiscales			16 967	41 266	48 192	13 287
Autres (1)	0	396	4 250	424 700	251 518	128 284
<u>Sur opérations en capital</u>						
Cession d'immo incorporelles						
Cession d'immo corporelles		52 357			52 357	
Cession d'immo financières		37 000	394 557		37 000	310 009
Autres						
<u>Sur opérations exceptionnelles</u>						
Provisions réglementées						
Autres provisions	25 000			331 207	25 000	
	25 000	89 753	415 774	797 174	414 067	451 580

(1) en 2009 : dont 357 000 euros relatifs à des indemnités transactionnelles versées au personnel.

4.8. VENTILATION DE L'IMPÔT SOCIÉTÉ

	Résultat avant impôt	Impôt
RESULTAT COURANT	9 097 805	7 908 074
RESULTAT EXCEPTIONNEL (hors participation)	(772 173)	(19 944 726)
RESULTAT COMPTABLE (hors participation)	8 325 632	(1)

RESULTAT COURANT	9 097 805
Réintégrations	30 920 993
Déductions	(16 979 341)

Base IS =	<u>23 039 457</u>	X	33,33%	7 679 819
Contribution exceptionnelle			3,30%	228 255

IS 7 908 074

RESULTAT EXCEPTIONNEL	(772 173)
Réintégrations	41 266
Déductions	-
Imputation déficit	(4 760 848)

Base IS =	<u>(5 491 755)</u>	X	33,33%	(1 830 585)
Contribution exceptionnelle			3,30%	(60 409)

IS (1 890 994)

Intégration fiscale IS ex antérieurs	(62 170)
Produit d'intégration fiscale	(17 991 562)

IS (19 944 726)

IMPOT SUR LES BENEFICES (Intégration fiscale)

Intégration fiscale ex antérieurs	(62 170)
IS propre	6 017 079
Produit d'intégration fiscale	(17 991 562)

TOTAL IS 2009 (12 036 653)

Il n'y a plus de déficits reportables au 31/12/2009.

4.9. ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

	Montant
ACCROISSEMENTS	
PROVISIONS REGLEMENTEES	
- amortissements dérogatoires	
- provisions pour hausse des prix	
- provisions pour fluctuation des cours	
AUTRES	
- Intérêts sur prêts	
- Ecart de conversion actif	311
- Divers provisions pour risques	
TOTAL DES ACCROISSEMENTS	311
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	
- pour congés payés	
- participation des salariés	
- contribution sociale de solidarité	4 348
AUTRES	
- Divers provisions pour risques	
- Ecart de conversion passif	
- Provision pour perte de change latente	311
- Amortissements économiques excédentaires	
- Provisions pour dépréciation des titres de participation	
TOTAL DES ALLEGEMENTS	4 659

Les allègements mentionnés ci-dessus concernent les bases d'impôt.

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1 INFORMATIONS SUR LES POSTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Participations	239 537 981
Créances rattachées à des participations	-
Autres immobilisations financières	52 511
Créances clients et comptes rattachés	2 498 797
Autres créances	109 000 473
Emprunts et dettes financières	1 725 897
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-
Autres dettes	-
Produits de participation	17 858 474
Autres produits financiers	9 136 142
Charges financières	32 333 402

Sont considérées comme entreprises liées, toutes les sociétés du groupe, françaises et étrangères, quel que soit le pourcentage du capital détenu.

5.2. CHARGES À PAYER – PRODUITS A RECEVOIR

5.2.1 Charges à payer

Au 31 décembre	2009	2008	2007
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 410	1 993	394
Emprunts et dettes financières	1 176 780	3 287 100	995 913
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 782 002	642 896	1 079 825
Dettes fiscales et sociales	1 361 088	1 033 600	1 855 828
Autres dettes	-	1 498 552	337 617
	4 321 281	6 464 142	4 269 577

5.2.2 Produits à recevoir

Au 31 décembre	2009	2008	2007
Autres immobilisations financières			
Créances clients et comptes rattachés	2 498 797	57 977	556 702
Autres créances	7 241 261	10 647 589	6 090 075
	9 740 058	10 705 565	6 646 778

5.2.3. Charges constatées d'avance

Néant

6. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

La société va faire l'objet d'un contrôle Urssaf-Assedic sur les exercices 2007, 2008 et 2009 à partir du 1^{er} mars 2010.



COMPTES CONSOLIDÉS

Bilan consolidé	58
Compte de résultat consolidé	59
Etat du résultat global consolidé	60
Tableau de flux de trésorerie consolidés	61
Tableau de Variation des capitaux propres consolidés	62
Notes aux annexes aux comptes consolidés	63

1. BILAN CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2009	31/12/2008*	01/01/2008
ACTIF				
Ecarts d'acquisition	3	4 454	4 454	2 199
Immobilisations incorporelles	4	262 681	269 509	265 487
Immobilisations corporelles	5	260 218	263 374	263 684
Participations dans les entreprises associées	7	2 972	3 703	3 702
Actifs financiers non courants	8	23 074	21 433	17 449
Actifs d'impôts différés	25	4 959	2 754	6 049
Total des Actifs non courants		558 358	565 227	558 570
Stocks et en-cours	9	158 411	155 886	134 770
Avances et acomptes versés		6 569	6 388	9 508
Créances clients	10	60 862	52 170	50 016
Autres créances	11	17 933	12 481	10 993
Actifs d'impôts exigibles		5 972	11 284	1 325
Charges constatées d'avance	12	13 901	16 023	15 989
Instruments dérivés actifs	16.8	1 365	1 139	44
Trésorerie et équivalents trésorerie		56 685	70 405	60 230
Total des Actifs Courants		321 699	325 775	282 875
Actifs détenus en vue d'être cédés	27	0	12 140	15 871
TOTAL ACTIF		880 057	903 141	857 316
PASSIF				
Capital social		16 416	18 184	18 184
Réserves liées au capital		62 824	84 156	84 156
Ecarts de réévaluation		197 169	200 234	211 769
Réserves		62 340	28 885	29 609
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		338 749	331 459	343 718
Capitaux propres - Part revenant aux intérêts non contrôlés		23 871	30 593	30 354
Capitaux propres de l'ensemble		362 620	362 052	374 072
Provisions pour risques et charges non courantes	15	3 561	4 385	3 634
Emprunts et dettes financières à long terme	16	133 565	198 040	159 025
Passifs d'impôts différés	25	98 697	95 394	90 947
Total des Passifs non courants		235 824	297 819	253 606
Provisions pour risques et charges courantes	15	5 337	4 182	7 497
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		176 045	161 305	123 794
Passifs d'impôt exigible		3 194	785	3 690
Dettes sociales et fiscales		53 473	45 753	46 588
Autres dettes	17	28 696	17 966	19 856
Instruments dérivés passifs	16.8	2 022	263	6 752
Crédits à court terme et banques	16	12 846	8 288	16 913
Total des Passifs courants		281 613	238 543	225 090
Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	27	0	4 727	4 546
TOTAL PASSIF		880 057	903 141	857 316

(*) Le bilan publié au 31 décembre 2008 a été retraité rétrospectivement pour prendre en compte les modifications relatives à l'amendement d'IAS 38 et à l'interprétation IFRIC 13 (voir note 2.25)

2. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2009	2008*
Chiffre d'affaires		1 020 000	967 004
Coût des ventes		(410 166)	(399 247)
Marge Brute		609 833	567 756
Coûts de distribution		(500 694)	(466 681)
Charges administratives		(59 791)	(56 080)
Autres Produits et (charges) d'exploitation	21	(4 948)	(6 126)
Résultat Opérationnel Courant		44 401	38 870
Autres produits et (charges) opérationnels	23	(7 135)	(968)
Résultat Opérationnel		37 267	37 901
Coût de la dette financière nette		(7 589)	(9 154)
Autres Produits et (Charges) financiers		741	(1 476)
Résultat Financier	24	(6 849)	(10 630)
Charges d'impôt	25	(4 477)	(13 795)
Quote-part des résultats associés	7	(731)	2
Résultat des activités poursuivies		25 210	13 479
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	27	(915)	(10 466)
Résultat Net de l'ensemble consolidé		24 295	3 013
<i>dont part du résultat net attribuable aux :</i>			
- Propriétaires de la société Mère du Groupe		19 725	5 970
- Intérêts non contrôlés		4 570	(2 957)
Résultat par action (euros)			
Part attribuable au Propriétaire de la société Mère du Groupe	26		
- Résultat de base par action		1,682	0,416
- Résultat dilué par action		1,680	0,415

() Le compte de résultat consolidé publié au 31 décembre 2008 a été retraité rétrospectivement pour prendre en compte les modifications relatives à l'amendement d'IAS 38 et à l'interprétation IFRIC 13 (voir note 2.25)*

3. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

	2009	2008
Résultat Net de l'ensemble consolidé	24 295	3 013
Ecart de conversion	(2 709)	5 756
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(5)	6 544
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Réévaluation des immobilisations	5 266	(7 042)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence	0	0
Impôts sur les autres éléments du résultat global	(1 691)	(530)
Total des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	860	4 728
Résultat net et gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	25 156	7 742
Dont part du Groupe	21 223	8 439
Dont part des intérêts minoritaires	3 932	(697)

4. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008*
Résultat net des activités poursuivies	25 210	13 479
Quote part dans résultat sociétés en équivalence	731	(2)
Dotations aux amortissements	42 695	42 258
Dotations aux provisions	9 442	9 203
Reprises sur provisions	(6 782)	(8 103)
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	13 145	8 446
Produit de cession des éléments d'actif cédés	(6 122)	(2 322)
Autres produits et charges calculés	0	0
Capacité d'autofinancement	78 319	62 960
Charges et produits d'intérêts financiers	7 589	9 154
Dividendes reçus	-	0
Charge nette d'impôt	4 477	13 794
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts	90 385	85 908
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (**)	13 106	14 621
Impôts sur le résultat payés	2 104	(19 916)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	105 594	80 613
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(39 114)	(51 527)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5 916	2 305
Acquisitions de filiales	0	(9 115)
Cessions de filiales	0	0
Acquisitions d'autres immobilisations financières	(3 124)	(1 763)
Cessions d'autres immobilisations financières	2 468	743
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements	(33 854)	(59 357)
Augmentation de capital de la société Etam Développement	2	0
Augmentations de capital des filiales souscrites par les minoritaires	0	0
Autres opérations avec les actionnaires	(17 608)	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société Etam Développement	(1 439)	(6 763)
Dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées	0	(9)
Achats/Cessions d'actions propres	273	(15 484)
Emission d'emprunts	24 845	0
Remboursement d'emprunts	(6 010)	(11 784)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières	(81 526)	39 447
Intérêts versés	(7 589)	(9 155)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(89 052)	(3 748)
Flux nets avec les actifs détenus en vue de la vente	4 768	(8 789)
Incidence des variations de cours de change	(837)	1 756
Variation nette de la trésorerie	(13 381)	10 475
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture de l'exercice	69 194	58 719
Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture de l'exercice	55 813	69 194
(**) Détail de la variation du fonds de roulement lié à l'activité		
Créances clients (actif)	(10 321)	1 252
Stocks (actif)	(4 442)	(15 866)
Autres créances (actif)	(2 815)	1 729
Dettes fournisseurs (passif)	16 890	32 394
Dettes sociales et fiscales (passif)	7 933	(1 530)
Autres passifs courants	5 860	(3 357)
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	13 106	14 621

(* Le tableau des flux de trésorerie publié au 31 décembre 2008 a été retraité rétrospectivement pour prendre en compte les modifications relatives à l'amendement d'IAS 38 et à l'interprétation IFRIC 13 (voir note 2.25)

5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultat consolidés	Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	Capitaux propres		
							Total Groupe ETAM	Intérêts non contrôlés	Total des capitaux propres
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Capitaux propres au 31 décembre 2007	11 411 284	18 184	84 157	(7 328)	110 314	141 457	346 784	30 355	377 139
Effet de l'application d'IAS 38 amendée					(376)		(376)		(376)
Effet de l'application d'IFRIC 13					(2 691)		(2 691)		(2 691)
Capitaux propres retraités au 31 décembre 2007	11 411 284	18 184	84 157	(7 328)	107 247	141 457	343 717	30 355	374 072
Augmentation de capital Etam développement							0		0
Titres d'autocontrôle	(665 917)			(15 250)			(15 250)		(15 250)
Dividendes distribués					(6 763)		(6 763)		(6 763)
Résultat de l'exercice					5 970		5 970	(2 957)	3 013
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global						2 468	2 468	2 260	4 728
Résultat Net et gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		0	0	0	5 970	2 468	8 439	(697)	7 742
Variations de périmètre							0		0
Autres variations					1 316		1 316	935	2 251
Capitaux propres au 31 décembre 2008	10 745 367	18 184	84 157	(22 578)	107 770	143 925	331 459	30 593	362 052
Augmentation de capital Etam développement							0		0
Titres d'autocontrôle	23 096	(1 768)	(21 332)	22 578	522		0		0
Dividendes distribués					(1 439)		(1 439)		(1 439)
Résultat de l'exercice					19 725		19 725	4 570	24 295
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global						1 499	1 499	(638)	860
Résultat Net et gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		0	0	0	19 725	1 499	21 223	3 932	25 156
Variations de périmètre							0		0
Acquisition par le Groupe des intérêts minoritaires dans filiales chinoises					(12 623)		(12 623)	(10 585)	(23 208)
Autres variations					128		128	(70)	58
Capitaux propres au 31 décembre 2009	10 768 463	16 416	62 825	0	114 084	145 424	338 749	23 871	362 620

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2009

Note		Page	Note		Page
1	Informations générales	64	18	Information sectorielle	112
2	Résumé des principales méthodes comptables	64	19	Charges par nature	115
3	Ecart d'acquisition	88	20	Dotations et reprises de dépréciation et pertes de valeur	115
4	Immobilisations incorporelles	89	21	Autres produits et charges d'exploitation	115
5	Immobilisations corporelles	90	22	Calcul de l'EBITDA	116
6	Test de dépréciation des actifs non financiers	92	23	Autres produits et charges opérationnels	116
7	Participations dans les entreprises associées	93	24	Résultat financier	117
8	Actifs financiers non courants	94	25	Impôts	117
9	Stocks	95	26	Résultat par action	122
10	Clients	95	27	Actifs détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession	123
11	Autres créances	97	28	Transactions avec les parties liées	124
12	Charges constatées d'avance	97	29	Faits exceptionnels et litiges	126
13	Trésorerie nette	97	30	Cours des devises	126
14	Capitaux propres	97	31	Honoraires des commissaires aux comptes	126
15	Provisions pour risques et charges	102	32	Périmètre du Groupe	127
16	Endettement financier	107	33	Evènements post clôture	128
17	Autres dettes	111			

NOTE 1- INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etam Développement SCA (la «Société») et ses filiales (constituant ensemble «le Groupe») conçoivent, distribuent et commercialisent les produits de la mode féminine (prêt-à-porter, lingerie et accessoires) au travers d'un réseau de 3 834 magasins dans plus de 40 pays à l'enseigne de ses différentes marques. Chaque marque conçoit ses collections et fait appel à un réseau de sous-traitants et d'industriels du textile dans le monde entier. Le Groupe s'adresse aux femmes au travers de trois marques distinctes et complémentaires - Etam, 1.2.3 et Undiz - et couvre la majeure partie du marché de l'habillement féminin, en termes d'âge et de gamme de prix.

Etam Développement SCA est une société en commandite par actions et domiciliée en France. Son siège social est situé à Paris, 67-73, rue de Rivoli 75001.

L'action Etam Développement est cotée depuis le 20 juin 1997, sur le Compartiment B de Nyse Euronext.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, établis en milliers d'euros, comprennent la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Ils ont été présentés au conseil de surveillance et ont été arrêtés par la gérance le 15 avril 2010. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 31 mai 2010.

NOTE 2- RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés et d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

NOTE 2.1. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des droits au bail et assimilés, des terrains et constructions, réévalués, des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, et des instruments dérivés.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent notamment les tests de dépréciation, les impôts différés et les provisions pour engagements de retraite des salariés.

Note 2.1.1 Référentiel IFRS appliqué

2.1.1.1 Normes, amendements et interprétations applicables au 1er janvier 2009

Le Groupe a appliqué à ses comptes consolidés les amendements de normes et les interprétations entrés en vigueur au 1er janvier 2009 et adoptés par l'Union européenne.

L'application de l'amendement de la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » relatif à la comptabilisation des activités de publicité et de promotion et celle de l'interprétation IFRIC 13 « Programmes de fidélisation des clients », constituent des changements de méthodes comptables. Les

capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2008 ainsi que les données comparatives présentées ont été retraitées.

La nature et l'impact de ces retraitements sont décrits dans la note 2.25

Les autres amendements de normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2009, listés ci-après, ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe ou n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2009 :

- L'amendement de la Norme IAS1/IAS 32 « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligation en cas de liquidation » ;
- L'amendement de la Norme IAS 23 « coût d'emprunts, relatif à la suppression de l'option de comptabilisation en charge des coûts financiers des actifs qualifiés » ;
- L'amendement de la Norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions - conditions d'acquisition des droits et annulation » ;
- L'amendement de la Norme IFRS 7 « juste valeur et risque de liquidité » ;
- L'interprétation IFRIC 14 – Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction ;

Enfin, et en application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le Groupe Etam présente son information sectorielle en adéquation avec sa structure de management (cf. Note 2.3 ci-après).

L'application de la norme IFRS 8 ne modifie pas la structure de l'information publiée, ni le montant des écarts d'acquisition alloués à chaque secteur opérationnel.

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Les mesures de la performance de chaque secteur opérationnel utilisées par la gérance sont le résultat opérationnel courant et l'EBITDA.

2.1.1.2. Application anticipée des normes révisées IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers consolidés et individuels »

La révision conjointe des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers consolidés et individuels », modifie les règles d'évaluation et de comptabilisation des opérations de regroupement d'entreprises. La version révisée de ces textes a été adoptée par l'Union européenne le 3 juin 2009 et est d'application obligatoire pour le Groupe à compter du 1er janvier 2010.

Le Groupe a choisi d'appliquer ces textes par anticipation et a traité l'ensemble des opérations de périmètre de l'exercice 2009 conformément aux nouvelles dispositions des deux normes.

Les opérations significatives sont décrites en Note 2.27. L'application de ces textes étant prospective, il n'a été procédé à aucun retraitement sur les opérations antérieures au 1er janvier 2009.

2.1.1.3 Normes et interprétations de normes existantes publiées par l'IASB ne pouvant pas être anticipées en 2009 en l'absence d'adoption par l'Europe

- ◆ IAS 17 « Contrats de location » - Amendements et améliorations des IFRS 04/09 « Classement des contrats de location de terrain »
- ◆ IAS 24 Révisée « Informations sur les parties liées » (« Related parties disclosures » ; révision de la norme IAS 24 actuelle)
- ◆ IFRS 9 Instruments financiers « Classification and measurement of financial assets ».

NOTE 2.2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Note 2.2.1. Filiales

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité ou lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes latentes sont également éliminées pour les actifs cédés et elles sont considérées comme un indicateur de perte de valeur.

Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Note 2.2.2. Entreprises associées

Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend l'écart d'acquisition (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition (voir la Note 7).

La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé et sa quote-part dans les variations des capitaux propres (sans impact sur le résultat) postérieurement à l'acquisition est comptabilisée directement en capitaux propres. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé des variations postérieures à l'acquisition. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro. Le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a une obligation de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe.

Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

Note 2.2.3. Coentreprises

Les coentreprises sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint. Le contrôle conjoint pouvant exister dans le cadre d'un accord contractuel de partage d'une activité économique lorsque les décisions stratégiques, financières et opérationnelles nécessitent le consentement mutuel des parties partageant le contrôle, les intérêts du Groupe sont comptabilisés suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

Note 2.2.4. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises, dans les cas où le Groupe obtient le contrôle d'une ou plusieurs autres activités, sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les regroupements antérieurs au 1er janvier 2009 ont été comptabilisés selon les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2008.

Les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1er janvier 2009 sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée : la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charge.

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

Pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter pour une évaluation à la juste valeur des intérêts non contrôlés. Dans ce cas, le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables (méthode du goodwill complet).

L'écart d'acquisition est déterminé à la date de prise de contrôle de l'entité acquise et ne fait l'objet d'aucun ajustement ultérieur au-delà de la période d'évaluation ; l'acquisition ultérieure d'intérêts non contrôlés ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

Les opérations d'acquisition et de cession d'intérêts non contrôlés sont comptabilisées directement dans les capitaux propres du Groupe.

Si la contrepartie transférée est inférieure à la part du Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise évalués à leur juste valeur, cette différence est comptabilisée directement en résultat de l'exercice.

La comptabilisation d'un regroupement d'entreprises doit être achevée dans un délai de 12 mois après la date d'acquisition. Ce délai s'applique à l'évaluation des actifs et passifs identifiables, de la contrepartie transférée et des intérêts non contrôlés.

NOTE 2.3. INFORMATION SECTORIELLE

Un secteur opérationnel est une composante de l'entité qui s'engage dans des activités susceptibles de lui faire percevoir des produits et de supporter des charges y compris les produits et les charges liés aux transactions avec d'autres composantes de la même entité :

- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances ;
- et pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

Le Groupe présente son information sectorielle en adéquation avec sa structure de management, à savoir une direction générale exécutive pour l'Europe et une direction générale exécutive pour la Chine, les deux directions rapportant directement à la gérance. Le Groupe Etam est donc constitué de deux secteurs opérationnels : l'Europe et la Chine.

NOTE 2.4. CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVICES

Note 2.4.1. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société.

Note 2.4.2. Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat, sauf lorsqu'ils sont imputés en autres éléments du résultat global, au titre de couvertures éligibles soit de flux de trésorerie, soit d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Note 2.4.3. Sociétés du Groupe

Les comptes de toutes les entités du Groupe (dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste) dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan ;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions) ; et
- toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Lors de la consolidation, les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger et d'emprunts et autres instruments de change désignés comme instruments de couverture de ces investissements sont imputés en autres éléments du résultat global. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en capitaux propres sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession.

L'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

NOTE 2.5. ÉCARTS D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis de la filiale, de la coentreprise/entreprise associée à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition lié à l'acquisition de filiales ou coentreprises est comptabilisé séparément dans la rubrique «écarts d'acquisition». L'écart d'acquisition se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « participations dans les entreprises associées ». Lorsqu'il en résulte une différence négative, elle est comptabilisée immédiatement en résultat.

L'écart d'acquisition comptabilisé séparément est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur de l'écart

d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

Les écarts d'acquisitions sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie aux fins de réalisation des tests de dépréciation. Une Unité Génératrice de Trésorerie correspond à un Magasin.

Les unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie auxquels les écarts d'acquisitions sont affectés sont ceux susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux écarts d'acquisitions

Lors de sa transition aux IFRS, le Groupe n'a pas choisi de retraiter rétrospectivement tous les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 dans son bilan d'ouverture. Pour les acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2004, l'écart d'acquisition représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

NOTE 2.6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Note 2.6.1. Droits au bail et assimilés

Le Groupe a opté pour la méthode comptable de la réévaluation : tous les droits au bail et assimilés sont comptabilisés à leur juste valeur qui correspond à leur valeur de marché.

Les valeurs de marché des droits au bail et assimilés sont déterminées par la direction du Développement du Groupe selon des méthodes couramment utilisées par la profession et faisant référence aux valeurs locatives au m² pondérées, publiées régulièrement par différents organismes spécialisés. Compte tenu des possibles fluctuations du marché, ces évaluations sont effectuées annuellement. Des expertises externes sont effectuées par sondage pour s'assurer de la fiabilité des méthodes utilisées.

Les augmentations de la valeur comptable découlant de la réévaluation des droits au bail et assimilés sont créditées en autres éléments du résultat global. Les diminutions de la valeur comptable qui viennent réduire des augmentations antérieures d'un même actif sont d'abord imputées aux autres éléments du résultat global, à concurrence de la réserve de réévaluation antérieurement constatée sur ces actifs; toutes les autres diminutions sont comptabilisées en résultat. Chaque année, la différence entre l'amortissement fondé sur la valeur comptable réévaluée de l'actif, comptabilisé au compte de résultat, et l'amortissement fondé sur le coût initial de l'actif, est transférée des autres réserves aux résultats non distribués.

Les montants cumulés au titre des amortissements à la date de réévaluation sont déduits des valeurs comptables brutes des actifs et les montants nets sont retraités afin de correspondre aux valeurs réévaluées des actifs.

Les droits au bail et assimilés ont été réévalués pour la première fois au 1^{er} janvier 2004.

La valeur réévaluée de ces actifs est amortie linéairement sur la durée du bail uniquement dans les pays où leur durée de vie est déterminable.

Les durées d'amortissement généralement pratiquées sont les suivantes :

Pays	Durées
Belgique	9 à 27 ans
Italie	7 à 14 ans
Espagne	7 à 14 ans

En France, la durée de vie des droits au bail n'étant pas déterminable, ils ne sont pas amortis. En effet, le droit au bail en France constitue l'un des éléments incorporels qui composent le fonds de commerce. Il se définit comme une somme d'argent que le preneur verse au locataire en place, en vue d'obtenir le titre locatif et de bénéficier des garanties légales qui y sont attachées. C'est donc juridiquement le droit d'être locataire mais également de céder son bail.

Il s'agit d'une spécificité française née du Décret du 30 septembre 1953 qui régit les baux commerciaux et dont le fondement vise la protection du fonds de commerce. Le droit au bail en tant qu'outil de travail se trouve protégé par un décret contraignant pour le bailleur et qui prévoit :

- un bail d'une durée minimum de 9 ans,
- le droit au renouvellement et, à défaut d'une indemnité d'éviction,
- le droit à la fixation d'un prix contrôlé lors du renouvellement du bail ou lors des révisions en cours de contrat,
- le droit à la déspecialisation.

Le droit au renouvellement en France étant acquis, la durée d'utilité d'un droit au bail en France ne peut être déterminée.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans les autres produits et charges d'exploitation. Les montants liés aux réévaluations antérieures inclus dans les autres réserves sont transférés en résultat non distribué.

Note 2.6.2. Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels allant de trois à sept ans.

Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Les coûts directement associés à la production de logiciels identifiables ayant un caractère unique, qui sont contrôlés par le Groupe et généreront probablement des avantages économiques supérieurs à leur coût sur une période supérieure à une année, sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles. Les coûts directement associés à la production comprennent les charges liées aux coûts salariaux du personnel ayant développé les logiciels et une quote-part appropriée des frais généraux de production.

Les coûts de développement de logiciels portés à l'actif sont amortis sur leur durée d'utilité estimée.

Note 2.6.3. Marques et Enseignes

Les marques et les enseignes acquises sont comptabilisées à leur coût, déduction faite du montant cumulé des amortissements et des pertes de valeurs

Les coûts engagés par le Groupe pour défendre ses marques sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus.

NOTE 2.7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Comptabilisation et évaluation

Note 2.7.1. Ensembles immobiliers

Les terrains et constructions sont rattachés aux magasins, aux entrepôts et aux bureaux.

Les terrains et constructions sont comptabilisés à leur juste valeur, diminuée, pour les constructions, des amortissements.

Les valeurs de marché des ensembles immobiliers sont déterminées par la direction du Développement du Groupe selon des méthodes couramment utilisées par la profession et faisant référence aux valeurs locatives au m² pondérées, publiées régulièrement par différentes revues spécialisées. Compte tenu des possibles fluctuations du marché, ces évaluations sont effectuées tous les trois ans, sauf situations particulières qui seraient liées à une évolution brutale et matérielle d'un marché local. Des expertises externes sont effectuées par sondage pour s'assurer de la fiabilité des méthodes utilisées.

Les augmentations de la valeur comptable découlant de la réévaluation des terrains et constructions sont créditées en autres éléments du résultat global. Les diminutions de la valeur comptable qui viennent réduire des augmentations antérieures d'un même actif sont d'abord imputées en autres éléments du résultat global, à concurrence de la réserve de réévaluation antérieurement constatée sur ces actifs. Toutes les autres diminutions sont comptabilisées en résultat. Chaque année, la différence entre l'amortissement fondé sur la valeur comptable réévaluée de l'actif, comptabilisé au compte de résultat, et l'amortissement fondé sur le coût initial de l'actif, est transférée des autres réserves aux résultats non distribués.

Les montants cumulés au titre des amortissements à la date de réévaluation sont déduits des valeurs comptables brutes des actifs et les montants nets sont retraités afin de correspondre aux valeurs réévaluées des actifs.

Les ensembles immobiliers ont été réévalués pour la première fois au 1^{er} janvier 2004.

Note 2.7.2. Agencements magasins et autres immobilisations corporelles

Toutes les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, diminué du montant cumulé des amortissements et des pertes de valeur. Le coût comprend tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée, et donc leur durée d'amortissement, sont significativement différentes.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Coûts ultérieurs

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au Groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de manière fiable. La valeur comptable des éléments remplacés est dé-comptabilisée.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire afin de ramener, par constatation d'une charge annuelle constante d'amortissement, le coût de chaque actif (ou son montant réévalué) à sa valeur résiduelle compte tenu de sa durée d'utilité estimée. Les actifs loués sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et celle de leur utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

<u>Immobilisations</u>	<u>Durées</u>
Constructions et leurs composants :	
- Magasins	10 à 33 ans
- Entrepôts	10 à 25 ans
- Siège	10 à 50 ans
Agencements et aménagements des magasins	6 ans 2/3
Installations techniques – Matériel des entrepôts	3 à 20 ans
Matériels informatiques	3 à 7 ans
Mobilier de bureau	6 ans 2/3 et 10 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture. La valeur résiduelle est nulle à la fin de la durée d'utilité de l'actif.

La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans les autres produits et charges d'exploitation. Lorsque des actifs réévalués sont cédés, les montants liés aux réévaluations antérieures inclus dans les autres réserves sont transférés en résultat non distribué.

NOTE 2.8. DEPRECIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

Les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée, notamment les droits au bail et assimilés, sont soumis à un test annuel de dépréciation systématique.

Les écarts d'acquisition et les autres actifs non financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Aux fins de l'évaluation d'une perte de valeur, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants. Dans son organisation actuelle, le Groupe a défini le Magasin comme Unité Génératrice de Trésorerie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité.

Afin de déterminer la valeur d'utilité d'un actif, le Groupe s'appuie sur des estimations de flux de trésorerie futurs avant impôt générés par l'actif sur une période de sept ans. Cette période correspond à la durée de vie moyenne d'un concept magasin. Les flux de trésorerie au-delà de la cinquième année sont calculés en appliquant un taux de croissance stable ou décroissant aux flux de la cinquième année. Les flux de trésorerie estimés sont actualisés en prenant des taux du marché long terme avant impôt qui reflètent les estimations du Groupe de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs.

Pour les actifs non financiers (autres que les écarts d'acquisitions) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture.

NOTE 2.9. CONTRATS DE LOCATION

Les biens acquis en location-financement et qui transfèrent au Groupe substantiellement la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement sont comptabilisées à l'actif et au passif initialement, pour des montants équivalents à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Ces immobilisations suivent les méthodes et règles d'évaluation, amortissement, et dépréciation de la catégorie de biens auxquelles elles sont rattachées. Les dettes correspondantes sont inscrites en dettes financières au passif du bilan consolidé.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre de ces locations simples sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

Les plus-values générées par les cessions réalisées dans le cadre d'opérations de cession-bail sont constatées intégralement en résultat au moment de la cession lorsque le bail est qualifié de location simple et dans la mesure où l'opération a été effectuée à la juste valeur.

NOTE 2.10. ACTIFS FINANCIERS

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes :

- actifs évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat, prêts et créances,
- et actifs disponibles à la vente.

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. La direction détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale.

Note 2.10.1. Actifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat

Les actifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat sont les actifs financiers détenus à des fins de transaction. Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement dans le but d'être revendu à court terme.

Cette catégorie comprend exclusivement les valeurs mobilières de placement. Ces éléments sont classés en équivalents de trésorerie. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur qui correspond à la valeur de marché à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Note 2.10.2. Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants.

Cette catégorie inclut :

- les créances rattachées à des participations, les prêts "aides à la construction", les autres prêts et créances et les créances clients. Ces éléments figurent en actifs financiers non courants, en créances clients et en autres créances courantes.

Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées initialement au montant de la facture d'origine si le taux d'intérêt effectif a un impact négligeable.

Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû et la part non amortie des coûts d'acquisition. Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur et au minimum à chaque arrêté comptable. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

- les dépôts et cautionnements classés en actifs financiers non courants.

Il s'agit des sommes versées aux bailleurs en garantie de loyers. La valeur de ces actifs est réajustée régulièrement lors de la révision des loyers. Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Note 2.10.3. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui ne font pas partie des catégories précitées. Ils sont évalués à leur juste valeur. Les plus ou moins-values constatées sont comptabilisées en autres éléments du résultat global jusqu'à leur cession. Cependant, lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée est comptabilisée en résultat. Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés. Ces éléments sont classés en actifs financiers non courants

NOTE 2.11. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivé ; ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférents dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. Le Groupe désigne certains dérivés comme :

- couvertures de la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés (couverture de juste valeur) ; ou
- couvertures d'un risque spécifique associé à un passif comptabilisé ou à une transaction future hautement probable (couverture de flux de trésorerie) ; ou bien
- couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger (couverture d'un investissement net).

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture. Le Groupe documente également l'évaluation, tant au commencement de l'opération de couverture qu'à titre permanent, du caractère hautement efficace des dérivés utilisés pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actifs ou passifs courants.

Note 2.11.1. Couverture de juste valeur

Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés qui satisfont aux critères de couverture de juste valeur et sont désignés comme tels sont comptabilisées au compte de résultat en gains et pertes de change, de même que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque couvert.

Lorsque la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert pour lequel la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée doit être amorti en contrepartie du résultat sur la période résiduelle jusqu'à l'échéance de l'instrument couvert.

Note 2.11.2. Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels est comptabilisée en autres éléments du résultat global. Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au compte de résultat en gains et pertes de change.

Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat (par exemple lorsqu'une vente prévue faisant l'objet d'une couverture se réalise).

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres à cette date est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement constaté en résultat lorsque la transaction prévue est in fine comptabilisée en résultat. Lorsqu'il n'est pas prévu que la transaction se réalise, le profit ou la perte cumulée qui était inscrit en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat dans les gains et pertes de change.

Note 2.11.3. Instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture et sont comptabilisés à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en gains et pertes de change.

NOTE 2.12. STOCKS

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des produits finis englobe les coûts de conception, les matières premières, les coûts directs y compris les coûts logistiques jusqu'à l'entrée des produits dans les magasins et les escomptes reçus des fournisseurs. Il ne comprend pas les coûts d'emprunt. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais marginaux de vente.

A chaque clôture (annuelle ou semestrielle), le Groupe déprécie le cas échéant ses stocks, y compris les stocks relatifs à la collection en cours de telle sorte qu'ils soient valorisés à la valeur nette de réalisation. Cette valeur est déterminée en constatant les pertes réelles supportées par le Groupe au cours des périodes de promotions qui suivent chaque fin de saison commerciale, puis en estimant sur la base de ces

pertes réelles les pertes restant à courir sur les produits à vendre en magasin et sur les produits à vendre chez des soldeurs.

NOTE 2.13. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat en Autres produits et charges d'exploitation. Lorsqu'une créance est irrécouvrable, elle est dé-comptabilisée en contrepartie de la reprise de la provision pour dépréciation des créances. Les recouvrements de créances précédemment dé-comptabilisées sont crédités dans les Autres produits et charges d'exploitation au compte de résultat.

NOTE 2.14. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « emprunts », en passif courant.

Dans le tableau des flux de trésorerie, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » inclut les variations de juste valeur des actifs présentés en trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les découverts bancaires à court terme.

NOTE 2.15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporelles. Des impôts différés sont constatés au titre des différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf lorsque le calendrier de renversement de ces différences temporelles est contrôlé par le Groupe et qu'il est probable que ce reversement n'interviendra pas dans un avenir proche.

NOTE 2.16. CAPITAL APPORTÉ

Note 2.16.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

Le Groupe n'a aucun plan actif mis en place postérieurement au 7 novembre 2002.

Note 2.16.2. Actions propres

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés. Le produit de la cession éventuelle des actions propres, net des effets d'impôt, est comptabilisé directement en capitaux propres, n'affectant pas le résultat de l'exercice.

Note 2.16.3. Capitaux propres

Les capitaux propres comprennent le capital social, les primes d'émission, les résultats non distribués, les écarts de réévaluations, les réserves de conversion et les réserves liées aux couvertures de flux de trésorerie.

Le Groupe n'a pas émis de titres subordonnés qu'il considère comme étant une composante des capitaux propres « ajustés ».

NOTE 2.17. RÉSULTAT PAR ACTION

Le Groupe présente un résultat de base par action et un résultat par action dilué. Ces informations sont également déclinées à partir du résultat des activités poursuivies quand il diffère du résultat net.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net-part du Groupe de l'exercice, diminué des propositions d'attribution aux associés commandités, par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de l'exercice, ajusté du nombre d'actions ordinaires rachetées ou émises au cours de l'exercice.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net-part du Groupe diminué des propositions d'attribution aux associés commandités, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant.

Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché.

Le cas échéant, les actions propres portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

En cas d'éléments non courants significatifs et de nature à perturber la lisibilité du résultat par action et du résultat dilué par action, un résultat net hors éléments non courants par action est calculé en corrigeant le résultat net – part du Groupe des éléments non courants pour leur montant net d'intérêts non contrôlés. Les éléments non courants pris en compte pour ce calcul correspondent alors à l'ensemble des éléments inclus sur les lignes « autres produits et charges opérationnels » pour leur montant net d'impôt.

NOTE 2.18. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Note 2.18.1. Provisions pour coûts de restructuration et pour actions en justice

Les provisions pour coûts de restructuration et pour actions en justice sont comptabilisées lorsque le Groupe :

- est tenu par une obligation actuelle légale ou implicite découlant d'événements passés ;
- qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Dans le cas des restructurations, une provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'un plan détaillé, et que le Groupe a, soit commencé à exécuter ce plan, soit l'a rendu public. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour régler ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressources sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture.

NOTE 2.19. AVANTAGES DU PERSONNEL

Note 2.19.1. Engagements de retraite

Les sociétés du Groupe disposent de différents régimes de retraite. Les régimes sont généralement financés par des cotisations versées à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds administrés et évalués sur la base de calculs actuariels périodiques. Le Groupe dispose de régimes à prestations définies et de régimes à cotisations définies.

Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à verser des cotisations supplémentaires dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des membres du personnel, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents. Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies. Tel est le cas, par exemple, d'un régime qui définit le montant de la prestation de retraite qui sera perçue par un salarié lors de sa retraite, en fonction, en général, d'un ou de plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire.

Le passif inscrit au bilan au titre des régimes de retraite et assimilés à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies à la clôture, déduction faite des actifs des régimes, ainsi que des ajustements au titre des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés. L'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de

première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Un actif est comptabilisé pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrats d'assurance) qui présentent un excédent de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations, après déduction des écarts actuariels cumulés ainsi que du coût des services passés non encore comptabilisés en résultat. Un actif net n'est enregistré au bilan du Groupe que dans la mesure où il correspond à un avantage économique futur réellement disponible pour le Groupe sous forme de remboursement en trésorerie ou de réduction des cotisations futures à verser au régime concerné.

Les gains et pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles, et dépassant 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur des actifs du régime et la valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies, sont comptabilisés en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des salariés concernés. Les coûts au titre des services passés sont immédiatement comptabilisés en résultat, à moins que les modifications du régime de retraite ne soient subordonnées au maintien des employés en activité pendant une période déterminée (la période d'acquisition des droits). Dans ce dernier cas, les coûts au titre des services passés sont amortis de façon linéaire sur cette période d'acquisition des droits.

S'agissant des régimes à cotisations définies, le Groupe verse des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire, contractuelle ou facultative. Une fois les cotisations versées, le Groupe n'est tenu par aucun autre engagement de paiement. Les cotisations sont comptabilisées dans les charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance donne lieu à une diminution des paiements futurs ou à un remboursement en trésorerie.

Note 2.19.2. Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié avant l'âge normal de son départ en retraite ou lorsqu'un salarié accepte de percevoir des indemnités dans le cadre d'un départ volontaire. Le Groupe comptabilise ces indemnités de fin de contrat de travail lorsqu'il est manifestement engagé soit à mettre fin au contrat de travail de membres du personnel conformément à un plan détaillé sans possibilité réelle de se rétracter, soit à accorder des indemnités de fin de contrat de travail suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités payables plus de 12 mois après la clôture sont ramenées à leur valeur actualisée.

Note 2.19.3. Plans d'intéressement, de primes et autres engagements sociaux

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre des intéressements et des primes, sur la base d'une formule qui tient compte du bénéfice revenant aux actionnaires du Groupe, après certains ajustements. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

Pour les filiales françaises, le Groupe constate un engagement au titre du versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail (Note 15.2)

NOTE 2.20. EMPRUNTS

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement maintenus à leur coût amorti. Toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le Groupe dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants.

NOTE 2.21. DÉFINITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

La notion d'endettement financier net utilisée par le Groupe est constituée de l'endettement financier brut diminué de la trésorerie nette.

L'endettement financier brut est constitué des passifs financiers à long terme et court terme, des instruments de couverture de juste valeur inscrits au bilan relatifs aux passifs constitutifs de l'endettement financier brut ainsi que des intérêts courus afférents.

La trésorerie nette est constituée des disponibilités, placements à court terme de moins de trois mois, aisément convertibles en un montant connu de liquidités et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur, diminués des découverts bancaires. Les intérêts courus non échus se rapportant aux éléments constitutifs de la trésorerie nette sont intégrés à la trésorerie nette.

NOTE 2.22. FOURNISSEURS

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 2.23. ACTIFS NON COURANTS (OU GROUPES D'ACTIFS) DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente qui font l'objet d'une présentation sur une ligne à part à l'actif et au passif du bilan, sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) est classé en « actif détenu en vue de la vente » seulement si la vente est hautement probable dans un délai inférieur à 12 mois, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente de l'actif a été engagé par la direction.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, qui a été cédée ou qui est détenue en vue de la vente. Les activités abandonnées sont présentées sur une seule ligne du compte de résultat comprenant le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession et le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

NOTE 2.24. PRINCIPES DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Note 2.24.1. Compte de résultat

A compter du 1^{er} janvier 2009, le Groupe a décidé de présenter son compte de résultat consolidé par fonction. Cette présentation est sans effet sur les principales méthodes comptables appliquées par le Groupe. La période comparative a été retraitée en conséquence.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits finis et revenus des marques après déduction des remises, ristournes et des effets de la fidélisation de la clientèle (carte de fidélité).

Par ailleurs, les sociétés du Groupe peuvent reprendre auprès de leurs clientes et distributeurs les produits invendus ou abîmés.

Lorsque cette pratique est établie, les ventes enregistrées sont diminuées d'un montant correspondant à une estimation de ces retours, en contrepartie de la réduction des créances clients et d'une inscription en stocks. Le taux de retour retenu pour l'établissement de ces estimations est calculé sur la base de statistiques.

Coût des ventes

Le coût des ventes englobe le coût de revient des produits vendus déterminé conformément à la note 2.12.

Coûts de distribution

Les coûts de distribution englobent les charges opérationnelles liées principalement au fonctionnement des magasins, des directions commerciales, marketing et des enseignes.

Charges administratives

Les charges administratives représentent l'ensemble des frais liés au fonctionnement des directions générales finance, des ressources humaines et de la gérance.

Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation englobent principalement les dotations nettes aux provisions pour pertes de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles, les plus(ou moins) – values sur cessions d'actifs non courants liés à l'exploitation et les revenus immobiliers locatifs.

Autres produits et charges opérationnels

Les opérations non courantes de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante sont classées en « autres produits et charges opérationnels ».

Elles comprennent notamment :

- les plus ou moins values de cessions ou dépréciations importantes et inhabituelles d'actifs, corporels ou incorporels ;
- les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;
- les provisions de matérialité très significative.

EBITDA

Le Groupe utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « EBITDA ». Cet indicateur financier correspond au Résultat Opérationnel Courant

- augmenté :
 - des dotations aux amortissements et pertes de valeurs sur des immobilisations corporelles et incorporelles
 - des dépréciations des actifs courants
 - des dotations aux provisions pour risques et charges
 - des moins values de cessions des immobilisations corporelles et incorporelles
- et diminué :
 - des reprises de pertes de valeurs sur des immobilisations incorporelles et corporelles
 - des reprises de provisions sur actifs courants
 - des reprises de provisions pour risques et charges
 - des plus values sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles.

Comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.

Résultat financier

Le poste « résultat financier » est ventilé en :

- Coût de l'endettement financier net qui correspond à la charge d'intérêts sur les dettes financières à long terme et sur les crédits à court terme, diminuée des produits financiers enregistrés sur les placements de trésorerie.
- Un solde intitulé « autres produits et charges financiers » qui comprend les produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du coût de l'endettement financier net.

Note 2.24.2. Bilan

Les actifs et les passifs sont classés en éléments courants lorsque leur date attendue de recouvrement ou de règlement intervient dans un délai de douze mois à compter de la date d'arrêté comptable ou lorsque le Groupe s'attend à les réaliser ou régler dans le cadre du cycle normal de l'activité.

Note 2.24.3. Informations sectorielles

- ◆ Le secteur opérationnel « Europe » regroupe les activités des marques Etam et 123 exploitées dans les zones suivantes :
 - La France,
 - Les autres pays de l'Europe dont les principaux sont : l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne, le Benelux, l'Italie, la Pologne et la Suisse
- La marque Etam regroupe les activités de lingerie et de prêt-à-porter.
- ◆ Le secteur opérationnel « Chine » regroupe toutes les activités des marques du Groupe exploitées en Chine.

NOTE 2.25. IMPACT DES CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Note 2.25.1 Amendement d'IAS 38 – Immobilisations incorporelles, relatif à la comptabilisation des activités de publicité et de promotion

L'amendement d'IAS 38 impose que toutes les dépenses de publicité et de promotion soient comptabilisées lorsqu'elles sont encourues. Une charge doit être comptabilisée dès que l'entreprise a un droit d'accès au bien ou dès qu'elle a reçu le service de la part de ses fournisseurs. Jusqu'à présent, ces dépenses étaient comptabilisées au titre de l'exercice de réalisation de l'évènement auquel elles sont rattachées. Les coûts des dépenses de publicité et de promotion engagées par l'entreprise et dont l'utilisation effective interviendra ultérieurement étaient enregistrés en charges constatées d'avance. Ces coûts inscrits en charges constatées d'avance ont été réaffectés aux exercices auxquels ils se rattachent conformément aux dispositions de la norme amendée.

L'effet de changement de méthodes sur les capitaux propres est négatif de 376 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2008 et de 892 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2009.

Au compte de résultat, les coûts de distribution ont été augmentés de 787 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

L'information comparative retraitée est présentée dans la note 2.25.3

Note 2.25.2. Interprétation IFRIC 13 – Programme de fidélisation des clients

IFRIC 13 impose que les remises (par exemple, bons de réduction, chèques cadeaux, points de fidélité...) accordées sur l'achat d'un produit futur qui sont liées à l'achat antérieur de plusieurs produits ou services représentent un élément séparément identifiable de la transaction initiale. En conséquence, le montant reçu au titre de la vente doit être alloué, sur la base des justes valeurs (juste valeur de l'avantage ou juste valeur relative), d'une part aux biens vendus ou services fournis lors de la vente et d'autre part, aux droits accordés. Le produit alloué aux biens vendus ou services fournis est comptabilisé immédiatement et le produit alloué aux droits accordés est différé :

- jusqu'à ce que le client utilise son droit auprès de l'entreprise et que l'entreprise remplisse son obligation de fournir l'avantage ;
- ou, si l'avantage est fourni par un tiers, jusqu'à ce que le tiers prenne en charge l'obligation.

Le Groupe, a appliqué cette interprétation sur l'ensemble de ces programmes de fidélisation de ses clientes.

L'effet de changement de méthodes sur les capitaux propres est négatif de 3 393 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2009 et de 2 691 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2008.

L'information comparative retraitée est présentée dans la note 2.25.3

Note 2.25.3. Retraitement de l'information comparative

Ces changements de méthodes ont été appliqués de façon rétrospective au 1^{er} janvier 2008, conformément aux dispositions de la norme IAS 8. Les capitaux propres d'ouverture ainsi que les informations comparatives présentées ont été retraités.

BILAN AU 31 DECEMBRE 2007

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	1er janv 2008 Pro forma	IFRIC 13 (a)	IAS38 R (b)	2007
ACTIF					
Ecarts d'acquisition		2 199			2 199
Immobilisations incorporelles		265 487			265 487
Immobilisations corporelles		263 684			263 684
Participations dans les entreprises associées		3 702			3 702
Actifs financiers non courants		17 449			17 449
Actifs d'impôts différés		6 049			6 049
Total des Actifs non courants		558 570	0	0	558 570
Stocks et en-cours		134 770			134 770
Avances et acomptes versés		9 508			9 508
Créances clients		50 016			50 016
Autres créances		10 993			10 993
Actifs d'impôts exigibles		1 325			1 325
Charges constatées d'avance		15 989		(574)	16 563
Instruments dérivés actifs		44			44
Trésorerie et équivalents trésorerie		60 230			60 230
Total des Actifs Courants		282 875	0	(574)	283 449
Actifs détenus en vue d'être cédés		15 871			15 871
TOTAL DES ACTIFS		857 316	0	(574)	857 890
PASSIF					
Capital		18 184			18 184
Primes		84 156			84 156
Ecarts de réévaluation		211 769			211 769
Réserves		29 609	(2 691)	(376)	32 677
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		343 718	(2 691)	(376)	346 786
Intérêts minoritaires		30 354			30 354
Capitaux propres de l'ensemble		374 072	(2 691)	(376)	377 140
Provisions pour risques et charges non courantes		3 634			3 634
Emprunts et dettes financières à long terme		159 025			159 025
Passifs d'impôts différés		90 947	(1 408)	(198)	92 553
Total des Passifs non courants		253 606	(1 408)	(198)	255 212
Provisions pour risques et charges courantes		7 497	(2 215)		9 712
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		123 794			123 794
Passifs d'impôt exigible		3 690			3 690
Dettes sociales et fiscales		46 588			46 588
Autres dettes		19 856	6 107		13 749
Instruments dérivés passifs		6 752			6 752
Crédits à court terme et banques		16 913			16 913
Total des Passifs courants		225 090	3 892	0	221 198
Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés		4 546	207		4 339
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		857 316	0	(574)	857 889

BILAN AU 31 DECEMBRE 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2008 Pro forma	IFRIC 13 (a)	IAS38 R (b)	2008
ACTIF					
Ecarts d'acquisition		4 454			4 454
Immobilisations incorporelles		269 509			269 509
Immobilisations corporelles		263 374			263 374
Participations dans les entreprises associées		3 703			3 703
Actifs financiers non courants		21 433			21 433
Actifs d'impôts différés		2 754			2 754
Total des Actifs non courants		565 227	0	0	565 227
Stocks et en-cours		155 886			155 886
Avances et acomptes versés		6 388			6 388
Créances clients		52 170			52 170
Autres créances		12 481			12 481
Actifs d'impôts exigibles		11 284			11 284
Charges constatées d'avance		16 023		(1 360)	17 383
Instruments dérivés actifs		1 139			1 139
Trésorerie et équivalents trésorerie		70 405			70 405
Total des Actifs Courants		325 775	0	(1 360)	327 136
Actifs détenus en vue d'être cédés		12 140			12 140
TOTAL DES ACTIFS		903 141	0	(1 360)	904 501
PASSIF					
Capital		18 184			18 184
Primes		84 156			84 156
Ecarts de réévaluation		200 234			200 234
Réserves		28 885	(3 393)	(892)	33 170
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		331 459	(3 393)	(892)	335 744
Intérêts minoritaires		30 593			30 593
Capitaux propres de l'ensemble		362 052	(3 393)	(892)	366 337
Provisions pour risques et charges non courantes		4 385			4 385
Emprunts et dettes financières à long terme		198 040			198 040
Passifs d'impôts différés		95 394	(1 724)	(468)	97 586
Total des Passifs non courants		297 819	(1 724)	(468)	300 011
Provisions pour risques et charges courantes		4 182	(1 905)		6 087
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		161 305			161 305
Passifs d'impôt exigible		785			785
Dettes sociales et fiscales		45 753			45 753
Autres dettes		17 966	6 932		11 034
Instruments dérivés passifs		263			263
Crédits à court terme et banques		8 288			8 288
Total des Passifs courants		238 543	5 027	0	233 515
Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés		4 727	90		4 637
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		903 141	0	(1 360)	904 501

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2008 Pro forma	IFRIC 13 (a)	IAS38 R (b)	2008
Chiffre d'affaires		967 004	(1 033)		968 037
Coût des ventes		(399 247)			(399 247)
Marge Brute		567 756	(1 033)		568 789
Coûts de distribution		(466 681)		(787)	(465 894)
Charges administratives		(56 080)			(56 080)
Autres Produits et (charges) d'exploitation		(6 126)			(6 126)
Résultat Opérationnel Courant		38 870	(1 033)	(787)	40 689
Autres produits et (charges) opérationnels		(968)			(968)
Résultat Opérationnel		37 901	(1 033)	(787)	39 721
Coût de la dette financière nette		(9 154)			(9 154)
Autres Produits et (Charges) financiers		(1 476)			(1 476)
Résultat Financier		(10 630)	0	0	(10 630)
Charges d'impôt		(13 795)	351	271	(14 417)
Quote-part des résultats associés		2			2
Résultat des activités poursuivies		13 479	(682)	(516)	14 677
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		(10 466)			(10 466)
Résultat Net de l'ensemble consolidé		3 013	(682)	(516)	4 211
<i>dont part du résultat net attribuable aux :</i>					
- Propriétaires de la société Mère du Groupe		5 970	(682)	(516)	7 168
- Intérêts Minoritaires		(2 957)			(2 957)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORÉRIE CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2008 Pro forma	IFRIC 13 (a)	IAS38 R (b)	2008
Résultat net des activités poursuivies		13 479	(682)	(516)	14 677
Quote part dans résultat sociétés en équivalence		(2)			(2)
Dotations aux amortissements		42 258			42 258
Dotations aux provisions		9 203			9 203
Reprises sur provisions		(8 103)			(8 103)
Valeur nette comptable des immobilisations cédées		8 446			8 446
Produit de cession des éléments d'actif cédés		(2 322)			(2 322)
Autres produits et charges calculés		0			0
Capacité d'autofinancement		62 960	(682)	(516)	64 158
Charges et produits d'intérêts financiers		9 154			9 154
Dividendes reçus		-			0
Charge nette d'impôt		13 794	(351)	(271)	14 417
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		85 908	(1 033)	(787)	87 728
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (**)		14 621	1 033	787	12 801
Impôts sur le résultat payés		(19 916)			(19 916)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		80 613	0	0	80 613
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(51 527)			(51 527)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		2 305			2 305
Acquisitions de filiales		(9 115)			(9 115)
Cessions de filiales		0			0
Acquisitions d'autres immobilisations financières		(1 763)			(1 763)
Cessions d'autres immobilisations financières		743			743
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements		(59 357)	0	0	(59 357)
Augmentation de capital de la société Etam Développement		0			0
Augmentations de capital des filiales souscrites par les minoritaires		0			0
Dividendes versés aux actionnaires de la société Etam Développement		(6 763)			(6 763)
Dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées		(9)			(9)
Achats/Cessions d'actions propres		(15 484)			(15 484)
Emission d'emprunts		0			0
Remboursement d'emprunts		(11 784)			(11 784)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières		39 447			39 447
Intérêts versés		(9 155)			(9 155)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		(3 748)	0	0	(3 748)
Flux nets avec les actifs détenus en vue de la vente		(8 789)			(8 789)
Incidence des variations de cours de change		1 756			1 756
Variation nette de la trésorerie		10 475	0	0	10 475
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture de l'exercice		58 719			58 719
Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture de l'exercice		69 194			69 194
(**) Détail de la variation du fonds de roulement lié à l'activité					
Créances clients (actif)		1 252			1 252
Stocks (actif)		(15 866)			(15 866)
Autres créances (actif)		1 729		787	942
Dettes fournisseurs (passif)		32 394			32 394
Dettes sociales et fiscales (passif)		(1 530)			(1 530)
Autres passifs courants		(3 357)	1 033		(4 390)
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		14 621	1 033	787	12 801

NOTE 2.26. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

A l'exception de l'arrêt de la société conjointe EFF en Inde et de la liquidation de la société Books et Toys en Italie, le Groupe n'a pas enregistré d'autres évolutions de son périmètre au cours de l'exercice 2009.

NOTE 2.27. AUTRES FAITS MARQUANTS

En 2009, le Groupe a acquis en deux étapes 16% de pourcentage d'intérêt et 20% de droits de vote supplémentaires dans Modasia Holding SA, qui détient les filiales du groupe en Chine :

- avril 2009, augmentation de capital réservée permettant l'augmentation du pourcentage d'intérêt et de contrôle du Groupe dans ses filiales chinoises respectivement de 60% à 66% et de 60,0% à 70,2% ;
- novembre 2009, acquisition de 10% du capital de Modasia permettant l'augmentation du pourcentage d'intérêt et de contrôle du Groupe dans ses filiales chinoises respectivement de 66% à 76% et de 70,2% à 80,85%. Cette acquisition est assortie d'une clause d'ajustement de prix, celui-ci étant payable le cas échéant en 2012.

Au 31 décembre 2009, sur la base des perspectives de résultat de Modasia Holding SA estimées, cet ajustement de prix est pris en compte dans l'endettement financier du Groupe à hauteur de 5.6 millions d'euros en « autre dette à caractère financier ».

Le Groupe a traité ces opérations conformément aux dispositions des normes révisées IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». L'impact dans les réserves consolidées, part du Groupe, est négatif de 12,6 millions d'euros

NOTE 2.28. AIDES DE L'ÉTAT

Le Groupe a bénéficié en 2009 d'une aide publique sous la forme de crédit d'impôt recherche portant sur les dépenses liées à l'élaboration et au renouvellement de ses collections pour un montant global de 2,5 m€.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 20, le Groupe a comptabilisé ce crédit d'impôt recherche dans le résultat opérationnel courant, en déduction des charges auxquelles il est lié

NOTE 3– ÉCARTS D'ACQUISITION

Écarts d'Acquisition en valeurs nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008
	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Écarts d'acquisition sur titres consolidés	12 549	8 095	4 454	4 454
Total	12 549	8 095	4 454	4 454

Écarts d'acquisition : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2008	12 549	8 095	4 454
Variations			
Effets des variations de périmètre de l'exercice			
Effets des variations de périmètre antérieurs			
Effets de variations de change			
Autres variations			
31 décembre 2009	12 549	8 095	4 454

Les écarts d'acquisition concernent uniquement le secteur opérationnel Europe. La méthodologie des tests de dépréciation est décrite en note 2.8 et les hypothèses retenues sont présentées en note 6.2.2

NOTE 4– IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008
	Valeurs brutes	Amortissements/ dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Droit au bail et assimilés	259 147	6 564	252 583	259 670
Logiciels	33 149	26 201	6 948	7 574
Marques et licences	1 185	-	1 185	1 185
Autres immobilisations incorporelles	2 091	126	1 965	1 080
TOTAL	295 572	32 891	262 681	269 509

Immobilisations incorporelles : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros) :</i>	Droit au bail et assimilés			Logiciels	Marques et licences	Autres immobilisations incorporelles
	France	Autres pays Européens	Total			
A l'ouverture de l'exercice	237 467	29 132	266 599	31 460	1 185	1 095
Acquisitions	2 471	122	2 593	1 006	0	1 368
Réévaluations créditées/débitées directement dans capitaux propres	(2 012)	(2 020)	(4 032)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	(1 781)	(1 398)	(3 179)	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	344	0	344	0	0	0
Effets des variations de périmètre	0	0	0	0	0	0
Cession et mises hors services	(2 053)	(876)	(2 929)	(114)	0	(1)
Effets de variations de change	0	6	6	(13)	0	0
Autres variations	(444)	189	(255)	810	0	(371)
TOTAL à la clôture	233 992	25 155	259 147	33 149	1 185	2 091

Amortissements et pertes de valeurs

<i>(en milliers d'euros)</i>	Droit au bail et assimilés			Logiciels	Marques et licences	Autres immobilisations incorporelles
	France	Autres pays Européens	Total			
A l'ouverture de l'exercice	0	6 929	6 929	23 886	0	16
Amortissements comptabilisés au cours de la période	0	3 522	3 522	2 364	0	113
Réévaluations créditées/débitées directement dans capitaux propres	0	(2 886)	(2 886)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	(98)	(98)	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	0	(187)	(187)	0	0	0
Effets des variations de périmètre	0	0	0	0	0	0
Cessions et mises hors services	0	(398)	(398)	(47)	0	(2)
Effets de variations de change	0	5	5	(6)	0	0
Autres variations	0	(323)	(323)	4	0	0
TOTAL à la clôture	0	6 564	6 564	26 201	0	126

Valeurs nettes des immobilisations incorporelles par nature au coût historique

Le tableau ci-dessous indique les montants des immobilisations incorporelles nettes par nature si celles-ci étaient maintenues à leur coût historique (concerne les droits au bail et assimilés).

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Droits au bail & assimilés	119 442	120 676
Logiciels	6 948	7 574
Marques & licences	1 185	1 185
Autres immobilisations incorporelles	1 965	1 080
Total immobilisations incorporelles	129 540	130 515

NOTE 5– IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009		2008	
	Valeurs Brutes	Amortissements/ Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Terrains	49 021	335	48 686	44 366
Constructions	180 980	52 020	128 960	132 469
Agencements magasins	202 737	132 990	69 747	74 712
Installations techniques, matériels et outillages industriels	18 388	15 483	2 905	3 330
Autres immobilisations corporelles et en cours	36 476	26 556	9 920	8 498
Total immobilisations corporelles	487 602	227 384	260 218	263 374

Immobilisations corporelles : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains & constructions	Agencements magasins	Installations techniques, matériel & outillage	Autres immobilisations et en-cours
A l'ouverture de l'exercice	229 954	196 485	18 321	37 612
Acquisitions	5 081	28 228	348	5 207
Réévaluations créditées (débitées) directement dans les capitaux propres	6 312	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	(25)	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	0	0	0	0
Effets des variations de périmètre	0	0	0	0
Cessions et mises hors service	(5 451)	(21 050)	(296)	(6 417)
Effets de variations de change	36	(977)	(11)	(191)
Autres variations	(5 906)	51	26	265
TOTAL à la clôture	230 001	202 737	18 388	36 476

Amortissements et pertes de valeurs

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains & constructions	Agencements magasins	Installations techniques, matériel & outillage	Autres immobilisations et en-cours
A l'ouverture de l'exercice	53 119	121 773	14 992	29 114
Amortissements comptabilisés au cours de la période	6 954	26 688	643	2 417
Réévaluations créditées (débitées) directement dans les capitaux propres	0	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	3 015	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	0	(2 096)	0	0
Effets des variations de périmètre	0	0	0	0
Cessions et mises hors service	(2 310)	(15 296)	(159)	(4 643)
Effets de variations de change	3	(517)	(5)	(89)
Autres variations	(5 411)	(576)	12	(244)
TOTAL à la clôture	52 355	132 990	15 483	26 556

Valeurs nettes des immobilisations corporelles par nature au coût historique

Le tableau ci-dessous indique les montants des immobilisations corporelles nettes par nature s'ils étaient maintenus à leur coût historique (concerne les terrains et constructions) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009 Valeurs Nettes	2008 Valeurs Nettes
Terrains et constructions	113 618	115 594
Agencements magasins	69 747	74 712
Installations techniques, matériel et outillage	2 905	3 330
Autres immobilisations corporelles et en-cours	9 920	8 494
Total immobilisations corporelles	196 190	202 130

Immobilisations corporelles financées en crédit-bail

Le tableau ci-dessous indique la part des immobilisations corporelles du Groupe acquies en vertu de contrats de location financement.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008
	Valeurs Brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Terrains	24 442	335	24 107	22 344
Constructions	66 154	17 212	48 942	52 385
Agencements magasins	0			
Installations techniques, matériel et outillage	26	26	0	3
Autres immobilisations corporelles et en-cours	4 079	3 493	586	3 077
Total Immobilisations financées en crédit-bail	94 701	21 066	73 635	77 810

Rapprochement entre le total des paiements minimaux au titre de la location et leur valeur actuelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009		2008	
	Paiements minimaux	Valeur actuelle des paiements minimaux	Paiements minimaux	Valeur actuelle des paiements minimaux
A moins d'1 an	7 559	6 833	7 917	5 878
A plus d'1 an mais moins de 5 ans	27 953	26 811	40 220	34 939
A plus de 5 ans	11	10	250	243
Total des paiements minimaux	35 523		48 387	
Montant des intérêts inclus dans les paiements minimaux	(1 869)		(7 327)	
Valeur actuelle des paiements minimaux	33 654	33 654	41 060	41 060

Note 6 - TEST DE DEPRECIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les principes de dépréciation des actifs non financiers sont détaillés dans la Note 2.8

NOTE 6.1 HYPOTHESES RETENUES POUR LES TESTS DE DEPRECIATION

Pour le calcul de la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie, le taux d'actualisation avant impôt appliqué aux projections de flux de trésorerie est de 9,87% en 2009 et de 10,06% en 2008.

Les taux de progression des flux de trésorerie attendus sont déterminés pour chaque segment opérationnel puis adaptés par activité composant ledit segment.

Note 6.2.1 Test de dépréciation des agencements magasins

Les tests de dépréciation réalisés par la méthode des flux de trésorerie actualisés générés par les magasins portent sur des agencements et aménagements de concept des magasins, c'est-à-dire sur la catégorie des actifs qui ne sont pas évalués pas la méthode comptable de la réévaluation. Pour ces tests, les flux de trésorerie sont estimés sur une période explicite de 7 ans. Aucune valeur terminale n'est prise en compte.

La variation de 100 points du taux d'actualisation utilisé, n'a pas d'impact significatif dans les états financiers du Groupe.

Note 6.2.2 Test de dépréciation des écarts d'acquisition

Pour tester les écarts d'acquisition affectés à chaque UGT, le Groupe a retenu un taux de croissance à l'infini des flux de trésorerie, au-delà de la période explicitée, de 2%. Aucune perte de valeur irréversible n'a été constatée sur les écarts d'acquisition par le Groupe au 31 décembre 2009

La variation de 100 points du taux d'actualisation utilisé, n'a pas d'impact significatif dans les états financiers du Groupe.

NOTE 7- PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009		2008
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
Part dans l'actif net des entreprises associées au 1er janvier	3 703		3 703
Part dans le résultat de l'exercice	(731)		2
Dividendes versés			
Augmentation de capital			
Effets des variations de périmètre			
Effets des variations de change			
Autres variations			(1)
Total à la clôture	2 972	0	2 972

Etats financiers résumés de MOA

Les états financiers présentés ci-après sont établis suivant le référentiel français. Les méthodes comptables retenues par la société mise en équivalence pour établir ses états financiers ne présentent pas de différences matérielles nécessitant leur retraitement en IFRS.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
<u>BILAN SIMPLIFIE</u>		
Total actifs non courants	8 961	10 571
Total actifs courants	6 416	6 857
Total des Actifs	15 377	17 428
Capitaux propres	2 252	4 317
Dettes financières	8 309	8 705
Dettes d'exploitation	4 816	4 406
Total des passifs	15 377	17 428
<u>COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE</u>		
Chiffre d'affaires	16 202	17 066
Résultat d'exploitation	(1 578)	396
Résultat net	(2 087)	6

NOTE 8- ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Actifs financiers non courants par nature

(en milliers d'euros)

	2009			2008
	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Titres de participations	314	158	156	156
Prêts et autres créances	1 466	143	1 323	1 323
Dépôts et cautionnements versés	17 893	67	17 826	17 024
Actif lié au régime de retraite supplémentaire	3 769	0	3 769	2 930
Total Actifs financiers non courants	23 442	368	23 074	21 433

Actifs financiers non courants : variations de l'exercice

Valeur nette (en milliers d'euros)	Titres de participations	Prêts et autres créances	Dépôts et cautionnements versés
31 décembre 2008	156	1 323	17 025
Acquisitions		1	3 123
Cessions/Remboursements		(1)	(2 467)
Effets des variations de valeur de marché			
Effets des variations de périmètre			
Effets des variations de change			
Autres variations	0	0	145
31 décembre 2009	156	1 323	17 826

Détail des titres de participation non consolidés

	% d'intérêt	Valeur nette des titres
ETAM Corporation	100%	140
EIS Tunisie	100%	8
EIS Maghreb	100%	8
31 décembre 2009		156

Actif lié au régime de retraite supplémentaire :

Certains cadres du Groupe Etam bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire fermé aux nouveaux entrants depuis 2003, prévoyant le paiement d'une rente viagère dont le niveau est déterminé en fonction de l'ancienneté dans le Groupe et sous condition de présence dans les effectifs au moment de la liquidation de la retraite. Le régime est financé auprès d'un assureur.

L'évaluation au 31 décembre 2009 de la dette actuarielle montre un sur-financement au 31 décembre 2009 de l'ordre de 5,9 m€, qui devrait être intégralement utilisé pour financer les droits futurs compte tenu que la valeur actuelle probable des engagements est de 14,2 m€ et excède la valeur du fonds d'assurance (11,8 m€).

Un actif lié au régime de 3,8 m€ est reconnu au bilan du 31 décembre 2009. Les 2,2 m€ restant sont des gains actuariels non reconnus du fait de l'application de la règle du corridor.

La hausse de la valeur de l'actif reconnu au bilan est consécutive au départ d'environ 30 salariés générant ainsi une reprise de l'engagement de 839 k€

Au 31 décembre (en milliers d'euros)	2 009	2 008
(Engagement) / surplus net	5 943	5 653
Pertes / (gains) actuariels non reconnus	(2 174)	(2 723)
Coût des services passés non reconnus	-	-
Autres	-	-
Actifs financiers liés au régime de retraite complémentaire	3 769	2 930

La valeur actuelle probable des engagements s'élève à 14,2 m€ et excède la valeur nette de l'actif financier.

Le régime est évalué selon les principes de la norme IAS19 (cf. note 2.19.1)

NOTE 9- STOCKS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008
	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Matières premières et autres approvisionnements	21 419	6 531	14 888	14 174
En-cours de production de biens	7 141	0	7 141	4 154
Produits finis	56 005	5 340	50 665	42 399
Marchandises	102 898	15 072	87 826	96 895
Perte d'inventaire	0	2 109	(2 109)	(1 737)
TOTAL	187 463	29 052	158 411	155 886

Stocks : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
Solde au 31 décembre 2008	188 171	32 285	155 886
Variations du stock brut	1 467	-	1 467
Variations de la provision pour dépréciation	-	(2 975)	2 975
Effets des variations de périmètre	-	-	-
Effets des variations de change	(2 483)	(248)	(2 235)
Autres variations	308	(10)	318
Solde au 31 décembre 2009	187 463	29 052	158 411

NOTE 10- CLIENTS

Les créances au bilan sont principalement liées :

- Aux créances sur les affiliés en fin de période (prélèvement du chiffre d'affaires réalisé en début de période suivante)
- Aux créances sur les grands magasins en Chine, qui disposent de termes de paiement pour reverser le chiffre d'affaires nette de commissions au Groupe et,
- Aux créances sur les franchisés internationaux.

Au 31 décembre 2009, les créances commerciales se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Affiliés	5 118	92	5 026	7 829
Franchises internationales	8 831	1 100	7 731	11 305
Grands magasins	49 006	1 804	47 202	32 900
Autres clients	911	8	903	136
Total des créances clients	63 866	3 004	60 862	52 170

Le risque de crédit est pour l'essentiel concentré sur les franchises internationales. La politique du Groupe est de couvrir son exposition en obtenant des garanties bancaires sur les encours significatifs.

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les franchises internationales :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	2 734	66	2 668	5 016	9	5 007
Echues depuis 30 jours au plus	1 996	0	1 996	3 164	29	3 135
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	2 685	92	2 593	1 899	138	1 761
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	98	34	64	957	393	564
Echues depuis 360 jours	1 319	909	410	1 157	319	838
TOTAL	8 831	1 100	7 731	12 193	888	11 305

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les affiliés :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	4 322	0	4 322	7 536	23	7 513
Echues depuis 30 jours au plus	206	0	206	263	1	263
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	137	0	137	83	33	51
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	347	0	347	42	42	0
Echues depuis 360 jours	106	92	13	52	48	3
TOTAL	5 118	92	5 026	7 976	147	7 829

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les Grands magasins :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	26 021	215	25 806	25 238	4	25 234
Echues depuis 30 jours au plus	6 397	36	6 361	4 602	40	4 562
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	14 614	257	14 357	2 388	109	2 279
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	477	141	335	356	45	311
Echues depuis 360 jours	1 498	1 154	343	1 892	1 378	514
TOTAL	49 006	1 804	47 202	34 475	1 575	32 900

NOTE 11- AUTRES CRÉANCES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009		2008	
	Echéancier		Valeurs nettes	Valeurs nettes
	Moins de 1 an	Plus de 1 an		
Créances sociales et fiscales	10 859	209	11 068	9 401
Comptes courants débiteurs	539	0	539	144
Provisions sur Comptes courants débiteurs	0	0	0	0
Créances sur cessions d'immobilisations	183	0	183	0
Provisions sur Créances sur cessions d'immobilisations	0	0	0	0
Débiteurs divers	7 954	9	7 963	3 967
Provisions sur Débiteurs divers	(1 820)	0	(1 820)	(1 031)
Total autres Créances	17 715	218	17 933	12 481

NOTE 12- CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009		2008	
	Echéancier		Valeurs nettes	Valeurs nettes
	Moins de 1 an	Plus de 1 an		
Loyers constatés d'avance	13 052		13 052	13 872
Autres charges	364	485	849	2 151
Total charges constatées d'avance	13 416	485	13 901	16 023

NOTE 13- TRÉSORERIE NETTE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan actif	56 685	70 405
Découverts bancaires et intérêts courus	(872)	(1 212)
Total trésorerie et équivalents du tableau de flux de trésorerie	55 813	69 193

NOTE 14. CAPITAUX PROPRES

14.1. CAPITAL SOCIAL

Note 14.1.1. Evolution du capital social au cours de l'exercice

La gérance, conformément à la délégation de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 19 juin 2009 (dans ses neuvième et onzième résolutions) a décidé de procéder à l'annulation de 1 159 495 actions propres que la Société détenait en portefeuille, et de réduire en conséquence le capital pour le ramener de 11 927 958 à 10 768 463 actions.

Note 14.1.2. Droits de vote double

L'Assemblée Générale du 24 mars 1997 a modifié les statuts de la société et précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative au nom d'un même actionnaire depuis 4 ans au moins, ainsi qu'aux actions nominatives

nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, à raison des actions bénéficiant de ce droit. Ce droit de vote double cesse dès lors que les actions qui en bénéficient font l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par voie de succession ou donation familiale.

Il n'existe pas d'obligation de déclaration de franchissement de seuils statutaires autres que les seuils visés à l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

Note 14.1.3. Capital autorisé non émis au 31 décembre 2009

Autorisation	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant nominal d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Autorisation d'augmenter le capital avec maintien du DPS ⁽¹⁾	19 juin 2009	18 août 2011	20 000 000 €	-	20 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS ⁽¹⁾ par offre au public	19 juin 2009	18 août 2011	15 000 000 €	-	15 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS au moyen d'un placement privé réservé à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs	19 juin 2009	18 août 2011	20 % du capital par an	-	20 % du capital par an
Autorisation d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes	19 juin 2009	18 août 2011	Montant des réserves, bénéfices, primes	-	Montant des réserves, bénéfices, primes
Autorisation d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature	19 juin 2009	18 août 2011	10 % du capital	-	10 % du capital
Autorisation d'émettre des stock options	17 juin 2008	16 août 2011	2 % du capital	-	2 % du capital
Autorisation d'attribuer des actions gratuites	17 juin 2008	16 août 2011	10 % du capital	-	10 % du capital

(1) Droit Préférentiel de Souscription

Note 14.1.4. Autorisation de rachat de ses propres actions par la société

La gérance a été autorisée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 19 juin 2009, à procéder à l'achat, dans la limite légale, des actions de la société, sans jamais pouvoir détenir plus de 10% du capital de la société, étant précisé que le nombre d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital.

La Société n'a procédé à aucune opération d'achat ou de vente d'actions propres en dehors de celles réalisées dans le cadre du contrat de liquidité entre la date d'ouverture et de clôture du dernier exercice.

Dans le cadre de son contrat de liquidité et conformément à la Charte de déontologie AMAFI, la société a procédé en 2009 :

- à l'achat de 35 982 actions au prix moyen pondéré de 14,024 €,
- à la vente de 59 078 actions au prix moyen pondéré de 13,318 €.

Le 20 novembre 2009, le Groupe Etam Développement a résilié le contrat de liquidité conclu avec la Société Générale Securities. A cette date, les moyens figurant au compte de liquidité étaient de 296 678,79 €.

Le montant des frais de négociation au titre du contrat de liquidité, s'est élevé à 26 600 € pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 novembre 2009.

Nombre d'actions inscrites à la clôture de l'exercice : 0

Valeur évaluée au cours d'achat : -

Valeur nominale : -

Le 25 juillet 2009, la société Etam Développement a procédé à l'annulation de 1 159 495 titres (soit 9,72% du capital) détenus dans le cadre de son programme de rachat d'actions :

- dont 501 075 initialement affectés à la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions et réalloués à l'objectif d'annulation,
- et 658 420 affectés à l'objectif d'annulation.

A ce jour, la société ne détient plus aucune action propre.

NOTE 14.2. DIVIDENDE

La distribution est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3 2° du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, au cours des trois derniers exercices les distributions de dividendes et autres revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Dividende par action	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
		Dividende	Droits aux bénéfices distribués aux commandités ⁽¹⁾	
2006	0,50 €	5 926 979,00 €	894 197,76 €	-
2007	0,50 €	5 963 979,00 €	1 379 922,42 €	-
2008	0,00 €	0,00 €	1 438 693,44 €	-
2009*	0,00 €	0,00 €	1 627 929,38 €	

* Soumis au vote de l'Assemblée Générale du 31 mai 2010

(1) L'article 23.2 des statuts prévoit que les commandités perçoivent un droit aux bénéfices égal à 1% du montant du bénéfice distribuable de chaque exercice.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale, le 31 mai 2010, de ne pas distribuer de dividende.

NOTE 14.3. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Options de souscription ou d'achat

La société n'a consenti aucune option de souscription ou d'achat d'actions aux mandataires sociaux ni aux salariés de la société au cours de l'année 2009.

Aucun bénéficiaire d'options d'achat et de souscription consenties antérieurement n'a levé d'option au cours de l'exercice 2009.

Il n'existe pas d'autre plan d'attribution de titres Etam Développement que ceux mentionnés ci-après.

« Options 2001 »

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 17 septembre 2001 (première résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 septembre 2001, à certains cadres dirigeants, cadres supérieurs ou aux mandataires sociaux exerçant leurs fonctions ou mandats soit dans la société soit dans une de ses filiales françaises ou étrangères des options de souscription ou d'achat d'actions de la société (ci-après les « Options 2001 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette assemblée, soit 236 479 Options 2001.

Cette autorisation n'a été utilisée qu'au profit d'un seul bénéficiaire qui ne fait plus partie de l'équipe de management.

La gérance a d'ores et déjà constaté la fin de l'autorisation donnée au titre du Plan « Options 2001 » au 16 novembre 2004.

Tableau récapitulatif des attributions, levées et options en circulation au 31 décembre 2009 dans le cadre du plan « Options 2001 »

	Options de souscription d'actions				Options d'achat d'actions			
	2001	2002	2003	2004	2003	2002	2003	2004
Date d'attribution	17/09/2001	-	-	-	-	-	-	-
Date de disponibilité	17/09/2001	-	-	-	-	-	-	-
Date d'expiration	17/09/2011	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'options accordées	90 000	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires	1	-	-	-	-	-	-	-
Prix de souscription								
ou d'achat	9,31 €	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'options levées	40 000	-	-	-	-	-	-	-
Cumul des options en circulation au 31.12.09	50 000	50 000	50 000	50 000⁽¹⁾	0	0	0	0

(1) Soit 0,76% du capital social au 17 septembre 2001 et 0,84% au 31 décembre 2009 (capital en nombre d'actions compte non tenu des options de souscription d'actions 2001 non levées).

« Options 2008 »

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 17 juin 2008 (dix-septième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 juin 2008, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux

mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions de la société (ci-après les « Options 2008 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette Assemblée, soit 363 681 Options 2008.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2009.

NOTE 14.4. ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

« Actions gratuites 2008 »

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 17 juin 2008 (dix-huitième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 juin 2008, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-197-1 et suivants du Code de Commerce, des actions gratuites de la société (ci-après les « Actions gratuites 2008 »), dans la limite de 10% du capital de la société.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2009.

NOTE 14.5. ÉCART DE RÉÉVALUATION

Les mouvements affectant le poste Ecart de réévaluation au cours de l'exercice sont résumés dans le tableau ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Droits au bail et assimilés	Terrains et constructions	Total Ecart de réévaluation
Au 1^{er} janvier 2008	149 943	61 827	211 769
Augmentations	1 836	0	1 836
Diminutions	(8 832)	0	(8 832)
Transfert en résultats accumulés non distribués	(3 952)	(587)	(4 539)
Solde au 31 décembre 2008	138 994	61 240	200 234
Augmentations	7 381	10 828	18 209
Diminutions	(8 427)	(4 516)	(12 943)
Transfert en résultats accumulés non distribués	(4 806)	(3 525)	(8 331)
Solde au 31 décembre 2009	133 142	64 027	197 169

NOTE 15- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

NOTE 15.1. ANALYSE PAR CATEGORIE

Provisions pour risques et charges non courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2008	Mouv. de Périimètre	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise non-utilisée	Autres Variations	Ecarts de conversion	2009
Provisions litiges commerciaux			233				(7)	226
Provisions pour pensions, retraites et médailles du travail	3 523		276	185	130	(155)		3 329
Provisions pour impôts	802			802				0
Provisions pour autres risques	60			54				6
Total	4 385	0	509	1 041	130	(155)	(7)	3 561

Provisions pour risques et charges courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2008	Mouv. de Périimètre	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise non-utilisée	Autres Variations	Ecarts de conversion	2009
Provisions pour litiges salariés et organismes sociaux	1 748		1 621	858	179	269		2 601
Provisions pour litiges commerciaux	1 248		706	390	310	46		1 300
Provisions pour pensions, retraites et médailles du travail	416		135	105		(10)		436
Provisions autres risques et charges	771		442	243		30	1	1 001
Total	4 182	0	2 904	1 596	489	335	1	5 337

NOTE 15.2. DÉTAIL DES PROVISIONS POUR PENSIONS ET AVANTAGES ASSIMILÉS PAR NATURE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Régimes complémentaires de pension	62	440
Indemnités de fin de carrière	2 755	2 610
Médailles du travail	538	496
Autres avantages	410	393
Total provisions pour pensions et autres avantages assimilés	3 765	3 939

Les charges de l'exercice relatives à l'ensemble de ces avantages complémentaires octroyés au personnel (y compris la charge d'intérêt liée à l'actualisation des engagements) sont reprises sous la ligne générale « charges de personnel » du compte de résultat telle que détaillée dans la Note 19 de l'annexe.

Note 15.2.1. Pensions, Indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

	Pensions		Indemnités de fin de carrière		Médailles du travail	
	Belgique		France		France	
<i>en milliers d'Euros</i>	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Evolution de l'engagement au cours de l'exercice						
Enqagement à l'ouverture	528	730	1 608	2 360	496	495
Coût des services rendus au cours de l'exercice	9	33	116	129	40	41
Charge d'intérêt	30	38	100	124	31	26
Versements complémentaires	2	5				
Prestations payées	(2)	(70)	(28)	(71)	(30)	(41)
Gains / (Pertes) actuariels	(1)	(64)	187	(933)	1	(24)
Liquidation du régime	(235)				0	0
Modification du régime					0	0
Retraitements	(51)	(144)				
Transfert						
Engagement à la clôture de l'exercice	278	528	1 983	1 608	538	496
Actifs financiers de couverture						
Valeur en début d'exercice	(459)	(466)				
Variations de périmètre	0	0				
Rendement constaté des actifs	(20)	(23)				
Versements complémentaires	(17)	(39)				
Gains / (pertes) actuariels	12	(2)				
Prestations payées	2	70				
Acquisitions/cessions/liquidations	235					
Variations de change	0	0				
Transfert						
Valeur en fin d'exercice	(246)	(459)				
Composante de la charge annuelle						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	9	33	116	129	40	41
Charge d'intérêt	30	38	100	124	31	26
Rendement escompté des actifs	(20)	(23)	0	0	0	0
Amortissement des services passés	0	0	0	0	0	0
Amortissement des (pertes) et gains actuariels	(2)	0	(44)	1	1	(24)
Gains / (pertes) de liquidation	(36)	0	0	0	0	0
Gains / (pertes) de réduction		0	0	0	0	0
Retraitements	(59)					
Ajustements liés à la non reconnaissance d'un surplus	0	0	0	0	0	0
Charge de l'exercice	(79)	48	172	253	72	43
Réconciliation Engagement / (Actifs) net et provision à la clôture de l'exercice						
Enqagements totaux	278	528	1 983	1 608	538	496
Valeur des actifs financiers de couverture	(246)	(459)				
(Pertes) / gains actuariels non reconnus	30	87	772	1 002	(0)	0
Coûts des services passés non reconnus						
Autres						
Provisions / (actif) à la clôture de l'exercice	62	155	2 755	2 610	538	496
Variation des provisions au bilan						
Provisions au début de l'exercice	155	309	2 610	2 428	496	495
Charge de l'exercice	(79)	48	172	253	72	43
Versements complémentaires	(15)	(34)				
Prestations payées			(28)	(71)	(30)	(41)
Retraitements		(168)	0	0	0	0
Modification du régime						
Provisions à la clôture de l'exercice	62	155	2 755	2 610	538	496
Hypothèses actuarielles principales						
Taux d'actualisation	5,25%	5,25%	5,20%	6,20%	5,20%	6,20%
Taux de rendement des actifs financiers	4,25%	5,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	4,00%	4,00%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Nombre de salariés	3	21	3994	4267	3994	4271
Durée résiduelle d'activité			19,57	19,71	24,2	24,23
Taux de charges patronales			39,50%	39,50%	39,50%	39,50%
Age de départ à la retraite			65 ans	65 ans	65 ans	65 ans

Les taux de rotation du personnel retenus sont définis de la manière suivante :

Pour COMPANS et GOUSSAINVILLE

(concerne les Cadres, Agents de Maîtrise et employés)

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	34 ans	6,50 %
35 ans	44 ans	3,50 %
45 ans	54 ans	3,00 %
55 ans	et +	0,00 %

Pour ELAN INDUSTRIE

(concerne les Cadres, Agents de Maîtrise et employés)

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	44 ans	4,00 %
45 ans	54 ans	1,00 %
55 ans	et +	0,00 %

Pour les autres sociétés**Cadres ne travaillant pas en magasin**

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	32 ans	10,50 %
33 ans	44 ans	15,00 %
45 ans	49 ans	9,50 %
50 ans	54 ans	8,50 %
55 ans	59 ans	6,00 %
60 ans	et +	0,00 %

Non Cadres ne travaillant pas en magasin

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	27 ans	11,00 %
28 ans	49 ans	20,00 %
50 ans	et +	0,00 %

Salariés travaillant en magasin - hors hôtesses

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	29 ans	19,00 %
30 ans	34 ans	14,00 %
35 ans	39 ans	10,00 %
40 ans	49 ans	9,00 %
50 ans	59 ans	6,00 %
60 ans	et +	0,00 %

Hôtesses

Classes d'ancienneté		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
0 ans	3 ans	57,50 %
4 ans	14 ans	19,00 %
15 ans	29 ans	9,00 %
30 ans	et +	0,00 %

Note 15.2.2 Régime de retraite supplémentaire

	France	
	2009	2008
<i>(en milliers d'Euros)</i>		
Evolution de l'engagement		
Engagement à l'ouverture	(6 501)	(7 048)
Coût des services rendus	(437)	(512)
Charge d'intérêt	(361)	(334)
(Pertes) et gains actuariels	(7)	1 393
Cotisations versées par les salariés	0	0
Prestations payées	789	0
Acquisition	0	0
Cession	0	0
Modification du régime	0	0
Transfert intra-groupe	0	0
Réduction du régime	690	0
Liquidation du régime	0	0
Autres	0	0
Ecart de change	0	0
Engagement à la clôture	(5 827)	(6 501)
Evolution de la juste valeur des actifs		
Juste valeur des actifs à l'ouverture	12 154	11 724
Cotisations versées par l'employeur	0	0
Cotisations versées par les salariés	0	0
Prestations payées	(789)	0
Rendement attendu des actifs	547	528
(Pertes) et gains actuariels	(142)	(97)
Acquisition	0	0
Cession	0	0
Modification du régime	0	0
Transfert intra-groupe	0	0
Réduction du régime	0	0
Liquidation du régime	0	0
Autres	0	0
Ecart de change	0	0
Juste valeur des actifs à la clôture	11 769	12 154
Charge de l'exercice		
Coût des services rendus	(437)	(512)
Charge d'intérêt	(361)	(334)
Rendement attendu des actifs	547	528
Amortissement des services passés	0	0
Amortissement des (pertes) et gains actuariels	400	22
Gains/(pertes) de liquidation	0	0
Gains/(pertes) de réduction	690	0
Autres	0	0
(Charge)/Produit de retraite de l'exercice	839	(297)
Evolution de la provision		
(Provision) / Actif à l'ouverture	2 930	3 227
Charge de l'exercice	839	(297)
Prestations payées par l'employeur	0	0
Cotisation au fonds versées par l'employeur	0	0
Autres ajustements (acquisition, cession, ...)	0	0
Ecart de change	0	0
Transfert intra-groupe	0	0
(Provision)/Actif de fin d'exercice	3 769	2 930
Reconciliation de l'engagement financé et de la provision		
(Engagement)/surplus net	5 943	5 653
Pertes/(gains) actuariels non reconnus	(2 174)	(2 723)
Services passés non reconnus	0	0
Ajustement lié à la limite de la reconnaissance d'un surplus	0	0
(Provision)/Actif de fin d'exercice	3 769	2 930
Hypothèses d'évaluation		
Taux d'actualisation	5,20%	6,20%
Taux de rendement des actifs financiers	4,00%	4,50%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%

Les autres hypothèses d'évaluation du régime supplémentaires sont :

		France	
		2009	2008
Taux de rotation			
	jusqu'à 30 ans	13%	13%
	30 - 35 ans	10%	10%
	35 - 40 ans	5%	5%
	40 - 50 ans	2%	2%
	+ 50 ans	0,00%	0,00%
Evolution des salaires			
	jusqu'à 55 ans	Inflation +3%	Inflation +3%
	+ 55 ans	Inflation +0,5%	Inflation
Age de départ en retraite - hors dirigeants		Obtention du taux plein	Obtention du taux plein
Age de départ en retraite - dirigeants		Continuation du contrat de travail jusqu'au décès	Continuation du contrat de travail jusqu'au décès
Nombre de bénéficiaires		148	177
Durée résiduelle d'activité		14,0	13,5
Table de mortalité en activité		TH 00-02 /TF 00- 02	TH 00-02 /TF 00- 02
Estimation des capitaux constitutifs de rente			
Table de mortalité en retraite		TPGH05 / TPGF05	TPGH05 / TPGF05
Taux technique		2,50%	2,50%
Taux de revalorisation des rentes		0,00%	0,00%
Chargement		2,00%	2,00%
Réversibilité		60%	60%
Age du conjoint		Epoux plus âgé de 3 ans	Epoux plus âgé de 3 ans
Périodicité de la rente		Trimestrielle	Trimestrielle
Terme		Echu	Echu
Estimation des retraites légales			
<i>Reconstitution de carrière (lorsque les points ARRCO et AGIRC sont indisponibles)</i>			
Age de début de carrière		23 ans	23 ans
Taux de cotisation ARRCO		6,00%	6,00%
Taux de cotisation AGIRC		16,00%	16,00%
Caisse ARRCO avant régime unique		UNIRS	UNIRS
Salaires de début de carrière		1,2 fois le PASS historique	1,2 fois le PASS historique
<i>Projection</i>			
Taux de croissance du PASS		Inflation + 0.50%	Inflation + 0.50%
Evolution de la valeur du point (ARRCO/AGIRC)		Inflation - 0,25%	Inflation - 0,25%
Evolution du salaire de référence (ARRCO/AGIRC)		Inflation + 0.50%	Inflation + 0.50%

Le taux d'actualisation proposé correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans (source iboxx).

Pour la France, la sensibilité de l'engagement à une variation de taux est la suivante :

Taux	en milliers d'euros		
	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Régime supplémentaire
2009			
4,70%	2 122	558	5 370
5,20%	1 983	538	5 827
5,70%	1 857	520	6 335
2008			
5,70%	1 717	513	6 081
6,20%	1 608	496	6 501
6,70%	1 509	480	6 965

Note 15.2.3 Autres avantages

Il s'agit, conformément à la législation en vigueur en Italie, des droits acquis définitivement par le personnel. Ces droits sont versés lorsque le salarié quitte l'entreprise quel qu'en soit le motif. En 2009, la provision s'élève à 410 milliers d'euros (364 milliers d'euros en 2008).

NOTE 16- ENDETTEMENT FINANCIER

NOTE 16.1. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net du Groupe s'établit comme suit :

au 31 décembre (<i>en milliers d'euros</i>)	2009	2008
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	100 000	150 477
Contrats de location financement	33 598	40 882
Crédits à court terme et découverts bancaires	4 222	8 288
Autres dettes à caractère financier	11 482	5 562
Intérêts courus	873	1 118
Moins coûts de mise en place de financement	(3 763)	
Total dette financière brute	146 411	206 328
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(56 685)	(70 405)
Endettement financier net	89 726	135 923

NOTE 16.2. ANALYSE DE LA DETTE FINANCIERE BRUTE PAR DEVISE

(<i>en milliers d'euros</i>)	2009	2008
Euros	136 937	199 519
Dollars US		0
Yuan	9 474	6 809
Autres devises		0
Total dette financière brute	146 411	206 328

NOTE 16.3. PRINCIPAUX EMPRUNTS ET LIGNES DE CRÉDIT

Au 31 décembre 2009, la dette du Groupe est principalement composée d'un crédit multilatéral à moyen terme dit « Club Deal » et de contrats de location financement.

Le Club Deal a été mis en place le 8 juillet 2009 pour un montant global de 245 m€ sur une durée de trois ans. Le Groupe dispose d'une option d'extension pour un maximum de deux ans supplémentaires soumise à conditions.

Ce Club Deal est venu refinancer la majeure partie des lignes bancaires précédemment en place. Il se compose de deux tranches :

- La Tranche A est un crédit à terme d'un montant de 100 m€.
- La Tranche B est une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum de 145 m€, et utilisable en euros et en dollars américains.

Dans le cadre du Club Deal, le Groupe s'est engagé à respecter :

- certains ratios financiers (le ratio d'endettement consolidé, le ratio d'endettement financier et le ratio de couverture des frais financiers) jusqu'à l'échéance du crédit ;
- certains covenants juridiques usuels.

Tous les ratios financiers du Groupe sont calculés et appliqués une fois l'an sur la base des comptes consolidés clos le 31 décembre.

Tous les ratios financiers et covenants juridiques du Groupe sont respectés au 31 décembre 2009.

Par ailleurs, la marge applicable sur ce Club Deal est ajustable annuellement en fonction de l'évolution du ratio d'endettement financier présenté ci-dessus. Sur la base des comptes consolidés de l'exercice 2009, le Groupe bénéficie d'un ajustement à la baisse de la marge applicable.

Au 31 décembre 2009, la Tranche A est tirée pour 100 m€. La Tranche B n'est pas tirée.

Le Groupe poursuit également l'amortissement des contrats de location financement en place, dont les principaux portent sur son siège à Clichy et sur les entrepôts de Compans et de Goussainville. L'encours restant à amortir au 31 décembre 2009 s'élève à 33.6 m€.

Le Groupe dispose de lignes bancaires bilatérales confirmées ou non dans plusieurs pays, y compris en France, permettant de réaliser les ajustements de financement et de trésorerie. Au 31 décembre 2009, l'encours tiré sur ces lignes s'élève à 4.2 m€, dont 4.1 m€ en Chine.

Enfin, 5,6 m€ de dette financière correspondent à l'ajustement de prix mentionné en note 2.27 ci-dessus.

NOTE 16.4. ECHEANCIER DES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Montants autorisés au 31/12/2009</i>	
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunt moyen terme "Club Deal" Tranche A	100 000	100 000
Emprunt moyen terme "Club Deal" Tranche B	145 000	145 000
Crédits à court terme "Europe"	13 750	
Crédits à court terme "Chine"	13 218	13 218
Découverts et lignes non confirmées	13 000	13 000
Total	284 968	245 000

NOTE 16.5. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le Club Deal a pour échéance le 8 juillet 2012, hors prise en compte des options d'extension. Par ailleurs, celui-ci deviendrait exigible en cas de non respect des ratios financiers décrits dans la note 16.3.

L'exigibilité des encours de la dette financière brute au 31 décembre 2009 est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Encours au 31/12/2009</i>	Moins de			
		1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans	au-delà
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	100 000		100 000		
Contrats de location financement	33 598	6 801	4 141	22 645	11
Crédits à court terme et découverts bancaires	4 222	4 222			
Autres dettes à caractère financier	11 482	1 032	10 000	86	364
Intérêts courus	873	873			
Coûts de mise en place de financement	(3 763)	(1 481)	(2 282)		
Total dette financière brute	146 411	11 447	111 859	22 730	375

Le risque de liquidité du Groupe s'analyse en intégrant, outre les échéances contractuelles des dettes financières et les intérêts associés, les autres passifs financiers, principalement dette fournisseurs.

L'échéancier des passifs financiers du groupe au 31 décembre 2009 est le suivant (hors produits dérivés):

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Encours au 31/12/2009</i>	<i>flux de trésorerie associés</i>				
			< 1an	1 à 3 ans	3 à 5 ans	au-delà
Passifs Financiers non dérivés						
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	100 000	113 115	4 382	108 734		
Contrats de location-financement	33 598	37 294	6 952	7 642	22 687	13
Crédits à court terme et découverts bancaires	4 222	4 434	4 434			
Autres dettes à caractère financier et intérêts courus	12 354	12 354	1 904	10 000	86	364
Coûts de mise en place de financement	(3 763)	(3 763)	(1 481)	(2 282)		
TOTAL DETTE FINANCIERE	146 411	163 434	16 190	124 094	22 773	377
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	258 214	258 214	258 214			
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	404 625	421 648	274 404	124 094	22 773	377

Les dettes fournisseurs et autres dettes s'inscrivent dans le cours normal du cycle d'exploitation du Groupe.

NOTE 16.6. RISQUE DE CHANGE

L'exposition au risque de change du Groupe résulte principalement des achats en dollars américains réalisés dans le cadre de l'approvisionnement en marchandises des différentes enseignes. La gestion du risque de change du Groupe est centralisée à la Direction Générale Finances du Groupe pour l'ensemble des enseignes.

L'encours des contrats de couverture du risque de change libellés en dollars américains s'élève au 31 décembre 2009 à 82 mUSD afin de couvrir des budgets d'achats et des commandes en cours en dollar américain.

Cet encours s'élevait à 43 mUSD au 31 décembre 2008.

Le Groupe est par conséquent exposé aux futures fluctuations de la parité euro/dollar américain dont une évolution défavorable à l'euro pourrait avoir un impact négatif sur ses marges.

NOTE 16.7. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Afin de couvrir son exposition au risque de taux, le Groupe a recours à des instruments financiers permettant de figer et/ou de plafonner le taux d'intérêt payé sur une partie significative de sa dette financière. La gestion du risque de taux est centralisée. Elle s'appuie sur la mise en place de produits simples, swaps et/ou options, éligibles à la comptabilité de couverture.

Au 31 décembre 2009, le Groupe a mis en place avec ses principaux partenaires bancaires les couvertures suivantes :

Swaps payeurs de taux fixe au taux moyen de 2.2733% contre Euribor 3 mois pour un notionnel total de 120 m€ sur la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 1^{er} juillet 2012.

Sur la base de l'endettement financier constaté au 31 décembre 2009, une augmentation des taux d'intérêt de 1% aurait pour conséquence une augmentation de 180 milliers d'euros de la charge d'intérêt annuelle sur la dette brute et serait neutre sur la charge d'intérêt annuelle de la dette nette.

Les variations de juste de valeur de ces instruments de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres.

NOTE 16.8. INSTRUMENTS DERIVES EN VALEUR DE MARCHÉ

Le Groupe utilise divers instruments financiers fermes ou optionnels qualifiés de dérivés dans le cadre de l'application des normes IFRS afin de couvrir son exposition au risque de change. Au 31 décembre 2009, ces dérivés éligibles à la comptabilité de couverture couvrant majoritairement des achats futurs en devises figurent à l'actif du bilan au poste « instruments dérivés actifs » en valeur de marché.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	Dont Taux d'intérêt	Dont Change	2008
Dérivés actifs	1 365		1 365	1109
Dérivés actifs - à la juste valeur par le résultat	205		205	949
Dérivés actifs - couverture de flux de trésorerie	1 159		1 159	160
Dérivés actifs - couverture de juste valeur			-	
Dérivés passifs	2 022	1 228	795	263
Dérivés passifs - à la juste valeur par le résultat	703		703	0
Dérivés passifs - couverture de flux de trésorerie	1 320	1 228	92	263
Dérivés passifs - couverture de juste valeur				0
Total	(658)	(1 228)	570	846

Les dérivés de couverture de change ont une échéance inférieure à un an.

Les dérivés de taux d'intérêt couvrent la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 1^{er} juillet 2012

NOTE 16.9. ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Certaines sociétés du Groupe sont locataires d'ensembles immobiliers et/ou d'équipements selon des contrats de location simple irrévocables, d'une durée supérieure à un an, et pouvant comporter une clause d'indexation des loyers.

Le montant des loyers futurs, déterminé en fonction de l'engagement minimum futur pris par le Groupe en termes de durée, s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
A moins d'un an	67 397	58 481
Entre un an et cinq ans	88 269	86 036
A plus de cinq ans	10 590	4 647
Total	166 256	149 164

NOTE 16.10. PASSIFS EVENTUELS ET AUTRES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Engagements hors bilan :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008	
	Echéancier			Total	Total
	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans		
Engagements donnés	9 486	2 280	461	12 227	15 590
Autres engagements					
- Garanties accordées au titre de financements consentis à une filiale du Groupe	8 211	-	-	8 211	12 616
- Garanties solidaires accordées dans le cadre de cessions de droits au bail ou de fonds de commerce	445	535	-	980	1 669
- Autres engagements donnés	830	1 745	461	3 036	1 305
Engagements reçus	934	1 451	6 255	8 640	8 476
-Nantissements en garantie de stock en dépôt	33	1 331	5 975	7 339	8 476
- Autres engagements reçus	901	120	280	1 301	-

Le Groupe a mis en place toutes les procédures nécessaires afin d'identifier les engagements hors bilan et en effectuer le contrôle ainsi que pour identifier les nantissements au titre de l'exploitation ou du financement.

NOTE 17- AUTRES DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009		2008	
	Echéancier		Valeurs nettes	Valeurs nettes
	Moins de 1 an	Plus de 1 an		
Avances et acomptes sur commandes	3 799		3 799	2 597
Fournisseurs d'immobilisations	10 014	23	10 037	5 489
Comptes courants créditeurs	51		51	37
Produits constatés d'avance	6 452		6 452	7 027
Dettes diverses	7 684	673	8 357	2 816
Total autres dettes	28 000	696	28 696	17 966

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 18- INFORMATION SECTORIELLE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe		Chine		Consolidé	
	2009	2008(*)	2009	2008(*)	2009	2008(*)
Chiffre d'affaires externe	742 961	778 924	277 039	188 080	1 020 000	967 004
Chiffre d'affaires inter secteurs						
Chiffre d'affaires total	742 961	778 924	277 039	188 080	1 020 000	967 004
Marge Brute	444 517	465 826	165 316	101 930	609 833	567 756
Coûts de distribution	(367 040)	(372 523)	(133 654)	(94 158)	(500 694)	(466 681)
Charges administratives	(46 410)	(47 149)	(13 380)	(8 931)	(59 791)	(56 080)
Autres produits et (charges) d'exploitation	(3 472)	(3 150)	(1 476)	(2 976)	(4 948)	(6 126)
Résultat opérationnel courant	27 595	43 004	16 806	(4 134)	44 401	38 870
Autres produits et (charges) opérationnels	(7 135)	0	0	(968)	(7 135)	(968)
Résultat opérationnel	20 460	43 004	16 806	(5 102)	37 267	37 902
Résultat financier	(7 006)	(11 388)	157	758	(6 849)	(10 630)
Charge d'impôt	(5 235)	(11 664)	758	(2 131)	(4 477)	(13 795)
Quote part résultat ME	(731)	2	0	0	(731)	2
Résultat net des activités poursuivies	7 488	19 954	17 722	(6 475)	25 210	13 479
Activités arrêtées ou en cours de cession	(915)	(10 466)			(915)	(10 466)
Résultat net de l'ensemble consolidé					24 295	3 013
AUTRES INFORMATIONS						
Actifs sectoriels	728 136	771 626	151 921	131 516	880 057	903 141
Passifs sectoriels	425 286	476 136	92 150	64 952	517 436	541 088
Investissements incorporels	4 951	11 215	17	124	4 968	11 339
Investissements corporels	22 048	29 999	16 816	11 223	38 864	41 222
Amortissements	(31 571)	(31 754)	(11 124)	(10 504)	(42 695)	(42 258)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	(3 356)	(3 527)	0	0	(3 356)	(3 527)
Charges sans contrepartie en trésorerie autres que l'amortissement	(4 484)	(1 593)	(1 765)	(3 944)	(6 249)	(5 537)

() Le compte de résultat consolidé publié au 31 décembre 2008 a été retraité rétrospectivement pour prendre en compte les modifications relatives à l'amendement d'IAS 38 et à l'interprétation IFRIC 13 (voir note 2.25)*

NOTE 18.1. DETAIL DE L'EUROPE PAR MARQUES

	Marque ETAM Europe		Marque 123		Fonctions centrales, immobilières et éliminations interco(1)		Total Europe	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires externe	568 801	589 018	174 138	189 904	21	2	742 961	778 924
Chiffre d'affaires inter secteurs							0	0
Chiffre d'affaires total	568 801	589 018	174 138	189 904	21	2	742 961	778 924
Marge Brute	338 900	344 830	101 486	117 274	4 131	3 721	444 517	465 826
Coûts de distribution	(283 346)	(285 721)	(96 237)	(101 291)	12 542	14 490	(367 040)	(372 523)
Charges administratives	(28 356)	(28 872)	(8 093)	(8 085)	(9 961)	(10 191)	(46 410)	(47 149)
Autres produits et (charges) d'exploitation	(3 513)	(4 555)	(1 979)	(314)	2 020	1 719	(3 472)	(3 150)
Résultat opérationnel courant	23 685	25 682	(4 822)	7 584	8 731	9 738	27 595	43 004
Autres produits et (charges) opérationnels	(3 681)	0	(717)	0	(2 736)		(7 135)	0
Résultat opérationnel	20 004	25 682	(5 539)	7 584	5 995	9 738	20 460	43 004
Résultat financier							(7 006)	(11 388)
Charge d'impôt							(5 235)	(11 664)
Quote part résultat ME	(731)	2					(731)	2
Résultat net des activités poursuivies							7 488	19 955
Activités arrêtées ou en cours de cession	(915)	(10 466)					(915)	(10 466)
Actifs sectoriels non courants	284 145	284 519	83 671	90 381	169 329	176 055	537 145	550 955

(1) Afin de donner une meilleure analyse de la performance opérationnelle de chacune des marques du Groupe, la fonction immobilière du Groupe est désormais isolée de l'activité des marques.

NOTE 18.2. RECONCILIATION DES ACTIFS ET PASSIFS SECTORIELS

Le total des actifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des actifs du Groupe

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008		
	Europe	Chine	Total	Europe	Chine	Total
Droit au bail et assimilés	252 583		252 583	259 670		259 670
Logiciels	6 751	198	6 948	7 307	266	7 574
Marques et licences	1 185		1 185	1 185		1 185
Autres immobilisations incorporelles	1 964	1	1 965	1 080	0	1 080
Total immobilisations incorporelles	262 483	199	262 681	269 243	266	269 509
Terrains	48 686		48 686	44 366	0	44 366
Constructions	128 960		128 960	132 469	0	132 469
Agencements magasins	56 519	13 228	69 747	63 149	11 562	74 712
Installations techniques, matériels et outillages industriels	2 758	147	2 905	3 098	232	3 330
Autres immobilisations corporelles et en cours	6 404	3 516	9 920	6 949	1 549	8 498
Total immobilisations corporelles	243 327	16 891	260 218	250 031	13 343	263 374
Ecarts d'acquisition	4 454	0	4 454	4 454	0	4 454
Participations dans les entreprises associées	2 972	0	2 972	3 703	0	3 703
Actifs financiers non courants	23 074	0	23 074	21 417	16	21 433
Actifs d'impôts différés	834	4 125	4 959	2 107	647	2 754
Total actif sectoriels non courants	537 144	21 214	558 359	550 954	14 273	565 227
Stocks et en-cours	92 805	65 606	158 411	105 546	50 340	155 886
Avances et acomptes versés	4 080	2 489	6 569	4 446	1 942	6 388
Créances clients	18 324	42 538	60 862	19 679	32 491	52 170
Autres créances	17 156	777	17 933	11 739	742	12 481
Actifs d'impôts exigibles	5 972	0	5 972	11 263	21	11 284
Charges constatées d'avance	13 749	152	13 901	15 133	890	16 023
Instruments dérivés actifs	1 365	0	1 365	1 139	0	1 139
Trésorerie et équivalents trésorerie	37 539	19 146	56 685	39 588	30 817	70 405
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	0	0	12 140	0	12 140
Total actif sectoriels courants	190 991	130 708	321 699	220 672	117 243	337 915
Total actif	728 135	151 922	880 057	771 626	131 516	903 141

Le total des passifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des passifs du Groupe

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008		
	Europe	Chine	Total	Europe	Chine	Total
Provisions pour risques et charges non courantes	3 335	226	3 561	4 385	0	4 385
Emprunts et dettes financières à long terme	129 172	4 393	133 565	192 221	5 819	198 040
Passifs d'impôts différés	98 697	0	98 697	95 394	0	95 394
Total des Passifs sectoriels non courants	231 205	4 619	235 824	292 000	5 819	297 819
Provisions pour risques et charges courantes	5 337		5 337	4 182		4 182
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	118 144	57 901	176 045	110 807	50 498	161 305
Passifs d'impôt exigible	1 917	1 277	3 194	785	0	785
Dettes sociales et fiscales	46 898	6 575	53 473	41 554	4 199	45 753
Autres dettes	11 999	16 697	28 696	14 520	3 446	17 966
Instruments dérivés passifs	2 022	0	2 022	263	0	263
Crédits à court terme et banques	7 765	5 081	12 846	7 298	990	8 288
Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	0	0	0	4 727	0	4 727
Total des Passifs sectoriels courants	194 082	87 531	281 613	184 137	59 133	243 270
Total Passif	425 286	92 150	517 436	476 136	64 952	541 088

NOTE 19- CHARGES PAR NATURE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Loyers et charges locatives	171 454	137 906
Impôts et taxes	14 855	15 188
Charges de personnel	208 716	201 188
Autres charges	159 164	170 915
TOTAL	554 189	525 197

NOTE 20- DOTATIONS ET REPRISES DE DEPRÉCIATIONS ET PERTES DE VALEUR

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dotations		Reprises	
	2009	2008	2009	2008
Ecarts d'acquisition	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles – amortissements	5 999	6 213	0	0
Immobilisations incorporelles – pertes de valeur	3 054	1 422	531	311
Immobilisations corporelles – amortissements	36 696	36 045	0	0
Immobilisation corporelles – pertes de valeur	3 015	4 837	2 182	2 420
Stocks	25 242	27 081	28 222	22 177
Autres actifs courants	2 314	1 892	1 385	3 172
Autres risques et charges	3 373	2 745	4 147	5 357
Total	79 693	80 235	36 467	33 437

NOTE 21 – DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Revenus immobiliers locatifs externes	1 788	2 516
Plus ou (moins) values sur cessions d'actifs non courants	(4 478)	(5 147)
Pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(3 146)	(3 527)
Autres produits (charges) nets	889	32
Autres produits et charges d'exploitation	(4 948)	(6 126)

NOTE 22 - CALCUL DE L'EBITDA

<i>(en milliers d'euros)</i>		2009	2008
Résultat opérationnel Courant	<i>(a)</i>	44 401	38 870
	Dotations Reprises		Dotations Reprises
Goodwill	0 0		0 0
Immobilisations incorporelles - amortissements	5 999 0		6 213 0
Immobilisations incorporelles - pertes de valeur	3 054 531		1 422 311
Immobilisations corporelles - amortissements	36 696 0		36 045 0
Immobilisations corporelles - pertes de valeur	3 015 2 182		4 837 2 420
Perte de valeur (P&L opérationnel)	(664) (453)		
Sous total amortissements et pertes de valeur	<i>(b)</i>	45 840	45 785
Dépréciation des stocks	25 242 28 222		27 081 22 177
Autres actifs circulants	2 314 1 385		1 892 3 172
Sous total dotations nettes pour dépréciation	<i>(c)</i>	(2 051)	3 624
Provisions pour risques et charges	3 373 4 147		2 745 5 357
Provisions pour risques et charges (P&L opérationnel)	(1 344) 0		
Provisions pour risques et charges (P&L financier)	(13) 0		
Provisions pour impôt (comptabilisées en charge d'impôt)	0 (77)		(76) (537)
Sous total Provisions pour Risques et Charges	<i>(d)</i>	(2 054)	(2 151)
Plus ou (moins) values de cession des actifs non courants <i>(e)</i>		(4 478)	(5 146)
EBITDA = (a) + (b) + (c) + (d) - (e)	(f)	90 614	91 274

NOTE 23- AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2 009	2 008
Programme de réduction des effectifs	(3 741)	
Rationalisation du parc magasin (1)	(2 690)	
CAP ETAM	(6 431)	
Fermeture exceptionnelle de magasins en Chine		(968)
Fermeture de l'activité lingerie Allemagne	(704)	
TOTAL	(7 135)	(968)

(1) Moins-value des immobilisations magasins cédés

Corrélativement aux décisions prises par la gérance et le comité de direction en octobre 2008 en ce qui concerne le recentrage des activités du Groupe (arrêt de l'activité Prêt-à-porter d'Etam en Belgique et en Italie, arrêt de l'activité lingerie en Allemagne et en Inde), une réflexion a été engagée sur les plans d'action à moyen terme permettant au Groupe de faire face à la crise et d'améliorer de façon pérenne sa rentabilité opérationnelle.

Cette réflexion, menée avec l'aide d'un cabinet de consultants de renommée internationale, s'est traduite au premier trimestre 2009 par un plan libellé « CAP Etam », décliné en plusieurs chantiers d'économies et de productivité dont la mise en œuvre, étalée sur les années 2009 et 2010, devrait permettre au Groupe d'améliorer sa position concurrentielle, sa rentabilité et son cash flow sur la durée.

Les coûts de mise en œuvre du plan « CAP Etam » sont par nature d'ordre non – courant et matériels au regard du résultat opérationnel courant Groupe et sont assimilables à une réorganisation fondamentale.

NOTE 24- RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Intérêts sur emprunts bancaires	(6 588)	(7 532)
Intérêts sur location financement	(1 224)	(2 493)
Revenus des VMP		875
Produits sur cession des VMP	225	0
Charges sur cession des VMP	(2)	(4)
Coût de la dette	(7 589)	(9 154)
Gains (pertes) de change	386	(1 165)
Autres	354	(311)
Autres produits et charges financiers	740	(1 475)
Résultat financier	(6 849)	10 630

NOTE 25- IMPÔTS

NOTE 25.1. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Impôt exigible	(5 510)	(11 139)
Impôts différés	956	(3 117)
Ajustement sur impôt exigible au titre des exercices antérieurs	77	461
Charge d'impôt de l'exercice	(4 477)	(13 795)
Résultat avant impôt des activités poursuivies	29 687	27 274
Taux facial d'impôt du Groupe rapporté au résultat avant impôt des activités poursuivies	15,1%	50,6%

A- Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est égale aux montants d'impôt sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays. Depuis le 1^{er} janvier 2000, la société Etam développement a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 233 A du Code général des impôts pour elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%.

B- Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2.15. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %. La loi sur le financement de la Sécurité sociale n°99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3% de l'impôt de base dû. Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1% pour atteindre 34,43%.

NOTE 25.2. INTÉGRATION FISCALE : ÉCONOMIE D'IMPÔT RÉALISÉE PAR LE GROUPE ET LISTE DES SOCIÉTÉS MEMBRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Impôt dû par les sociétés si elles étaient imposées séparément	19 136	17 006
Impôt dû par le Groupe	(1 025)	(3 602)
Economie (charge) d'impôt effective de l'exercice	18 111	13 403
Liste des sociétés intégrées fiscalement		
ETAM DEVELOPPEMENT	0	0
ETAM SA	0	0
ELAN INDUSTRIES	0	0
NORTEX SA	0	0
SARL ENTREPOTS COMPANS	0	0
ENTREPOTS GOUSSAINVILLE	0	0
123 SAS (ex. Financière Jaurès SAS)	0	0
ETAM DESTOCK (ex. Financière Barbusse SAS)	0	0
FINANCIERE CASTERES	0	0
NORPIERRE SAS (ex : SAS RUE DE CLICHY)	0	0
ETAM FORMATION SAS	0	0
ETAM SCE	0	0
ETAM PRÊT A PORTER (ex. Sci Nimelyon)	0	0
ETAM LINGERIE	0	0
UNDIZ	0	0
COVI DEUX SAS	0	0
Nombre de sociétés intégrées	16	16

NOTE 25.3. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008 (*)
Résultat net des activités poursuivies	25 210	13 479
Impôt exigible	(5 510)	(11 139)
Impôts différés	956	(3 117)
Ajustement sur impôt exigible au titre des exercices antérieurs	77	461
Résultat des activités poursuivies avant impôt	29 687	27 274
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0
Elimination des résultats internes	1 791	808
Dépréciation d'actifs non déductibles	0	0
Autres	2 150	1 212
Total des différences permanentes (charges non déductibles)	3 941	2 020
Résultat non taxé ou taxé à taux réduit	(11 052)	(771)
Résultat taxable des activités poursuivies au taux courant	22 576	28 523
Taux courant d'impôt en France	34,43%	34,43%
Impôt (théorique) au taux courant français	(7 773)	(9 820)
Effets sur l'impôt théorique :	-	-
- du différentiel de taux courant des pays étrangers	1 431	(444)
- des pertes fiscales de l'exercice non utilisées	(247)	(1 847)
- de l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs	609	23
- impacts changement taux d'impôts différés	412	0
- impôts sans base	1 092	(1 697)
- autres	0	0
Total	3 297	(3 965)
Impôt au taux normal	(4 477)	(13 795)
Impôt au taux réduit	0	0
Charge d'impôt du Groupe	(4 477)	(13 795)
Résultat Opérationnel	37 267	37 901
Résultat financier	(6 849)	(10 630)
Quote part résultat M.E.Q.	(731)	2
Résultat des activités poursuivies avant impôt	29 687	27 273
Charge d'impôt au taux courant	(6 342)	(10 264)
Taux courant d'impôt du Groupe	21,4%	37,6%

(*) L'analyse de la charge d'impôt consolidé publié au 31 décembre 2008 a été retraité rétrospectivement pour prendre en compte les modifications relatives à l'amendement d'IAS 38 et à l'interprétation IFRIC 13 (voir note 2.25)

NOTE 25.4. ORIGINE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009			2008		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Immobilisations incorporelles	162	(55 500)	(55 338)	285	(57 218)	(56 933)
Immobilisations corporelles	2 162	(33 208)	(31 046)	582	(31 128)	(30 546)
Stocks	1 288	0	1 288	303	(5)	298
Instruments financiers	432	(204)	228	97	(390)	(293)
Autres actifs	247	(1 290)	(1 043)	555	0	555
Provisions pour engagement envers le personnel	272	(627)	(355)	328	(443)	(115)
Provisions pour hausse des prix	0	(5 933)	(5 933)	-	(4 845)	(4 845)
Amortissements dérogatoires	17	(3 519)	(3 502)	14	(3 014)	(3 000)
Autres provisions pour risques et charges	38	(221)	(183)	512	(701)	(189)
Autres passifs	3 715	(1 593)	2 122	4 557	(3 377)	1 181
Reports fiscaux déficitaires	0	0	0	1 241	0	1 241
Autres impôts différés	24	0	24	6	0	6
Actifs (passifs) d'impôts différés nets	8 357	(102 095)	(93 738)	8 479	(101 120)	(92 640)
Impôts différés actifs au bilan			4 959			2 754
Impôts différés passifs au bilan			(98 697)			(95 394)
Solde net			(93 738)			(92 640)

NOTE 25.5. VARIATION DES IMPOTS DIFFERES ACTIFS ET PASSIFS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Net au	Portés				Net au
	31.12.08	Inscrits dans	directement	Variation de	Autres	31.12.09
	(a)	le résultat	dans les	périmètre	mouvements	(b)
			capitaux			
			propres		Ecart	
					conversion	
Immobilisations incorporelles	(56 933)	(1 275)	2 871	0	(1)	(55 338)
Immobilisations corporelles	(30 546)	4 072	(4 517)	0	(55)	(31 046)
Stocks	298	1 026	0	0	(36)	1 288
Instruments financiers	(293)	519	2	0	0	228
Autres actifs	555	(1 593)	0	0	(5)	(1 043)
Provision pour engagement envers le personnel	(115)	(240)	0	0	0	(355)
Provisions pour hausse des prix	(4 845)	(1 088)	0	0	0	(5 933)
Amortissements dérogatoires	(3 000)	(502)	0	0	0	(3 502)
Autres provisions pour risques et charges	(189)	(267)	46	0	227	(183)
Autres passifs	1 181	1 332	(133)	0	(227)	2 122
Reports fiscaux déficitaires	1 241	(1 241)	0	0	0	0
Autres impôts différés	6	214	0	0	(199)	24
Actifs (passifs) d'impôts différés nets	(92 641)	957	(1 731)	0	(199)	(93 738)

(a) solde net bilan d'ouverture

(b) solde net bilan de clôture

NOTE 25.6. ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS

L'ensemble des déficits reportables non activés génèrerait une économie d'impôt potentielle de 29,8 m€ en 2009 (29,9 m€ en 2008).

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	87 668	29 768	0	29 768
Autres	0	0	0	0
Total	87 668	29 768	0	29 768

Les impôts différés actifs sont activés au regard des business plans établis pour chaque filiale. Ces derniers sont conformes avec ceux retenus dans le cadre des tests de dépréciation des actifs.

NOTE 25.7. CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET) qui comprend :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

A la suite du changement fiscal mentionné ci-dessus, le groupe a réexaminé le traitement comptable de l'impôt en France au regard des normes IFRS, en tenant compte des derniers éléments d'analyse disponibles sur le traitement comptable des impôts et taxes, et notamment ceux fournis par l'IFRIC.

Le groupe a considéré que le changement fiscal mentionné ci-dessus conduisait en réalité à remplacer la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions de natures différentes :

- La CFE, dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières et qui peut, le cas échéant, faire l'objet d'un plafonnement à un pourcentage de la valeur ajoutée, présente des similitudes importantes avec la taxe professionnelle et sera donc comptabilisée en 2010 comme cette dernière en charges opérationnelles ;
- La CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables »). Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet d'ajout du sujet à son agenda formulées par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009 sur la question du champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques mentionnées dans cette conclusion, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la C.V.A.E en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31/12/2009 des impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de l'exercice, la loi de finances ayant été votée en 2009. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « impôt sur le résultat ». En outre à compter de l'exercice 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE sera présentée sur cette même ligne.

Conformément au paragraphe 22 d'IAS 12, les actifs amortissables représentant a minima des produits futurs imposables à la C.V.A.E (hors valeur résiduelle), des impôts différés ont été calculés sur la base des valeurs comptables de ces actifs amortissables comptabilisés au bilan au 31/12/2009.

Le montant de la valeur comptables des actifs amortissables retenue pour le calcul des impôts différés au 31/12/2009 est de 90541 k€. La charge d'impôts différés correspondante et comptabilisée au compte de résultat consolidé s'élève à 890K€.

NOTE 26- RÉSULTAT PAR ACTION

		2009	2008
Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre	(a)	10 760 072	11 927 958
Actions d'autocontrôle portées en déduction des capitaux propres	(b)	0	1 034 831
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice	(c)=(a)-(b)	10 760 072	10 893 127
Nombre moyen pondéré d'actions dilutives	(d)	12 708	24 877
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	(e)=(c)+(d)	10 772 780	10 918 004
Résultat net - part du groupe		19 725	5 970
Propositions d'attributions aux associés commandités		(1 628)	(1 439)
Résultat net part du groupe utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action		18 097	4 532
- Résultat de base par action (en euros)		1,682	0,416
- Résultat dilué par action (en euros)		1,680	0,415
Résultat net des activités poursuivies		25 210	13 479
Propositions d'attributions aux associés commandités		(1 628)	(1 439)
Résultat net des activités poursuivies utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action		23 583	12 040
- Résultat de base par action (en euros)		2,19	1,11
- Résultat dilué par action (en euros)		2,19	1,10
Résultat net des activités poursuivies hors non courant		27 775	17 404
Propositions d'attributions aux associés commandités		(1 628)	(1 439)
Résultat net des activités poursuivies hors non courant utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action		26 147	15 663
- Résultat de base par action (en euros)		2,43	1,44
- Résultat dilué par action (en euros)		2,43	1,43
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession		(915)	(10 466)
- Résultat de base par action (en euros)		(0,085)	(0,961)
- Résultat dilué par action (en euros)		(0,085)	(0,959)

NOTE 26-1. RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES HORS ÉLÉMENTS NON COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Résultat net des activités poursuivies	25 210	13 479
<i>dont part du résultat net des activités poursuivies attribuable aux :</i>		
- Propriétaires de la société Mère du Groupe	20 640	16 436
- Intérêts Minoritaires	4 570	(2 957)
Éléments non courants - part du groupe	(7 135)	(968)
<i>dont part des éléments non courants attribuable aux :</i>		
- Propriétaires de la société Mère du Groupe	(7 135)	(968)
- Intérêts Minoritaires	-	-
Résultat net part du groupe des activités poursuivies hors éléments non courants	27 775	17 404

NOTE 27 - ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITES ARRETEES, CEDEES OU EN COURS DE CESSION

Compte résultat et flux de trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Prêt-à-Porter (Benelux + Italie)		Inde		Total	
	2009	2008	2 009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires	6 224	22 284	0	2 502	6 224	24 786
Charges opérationnelles	(11 677)	(29 627)	0	(4 811)	(11 677)	(34 438)
Résultat avant impôt des activités abandonnées	(5 453)	(7 343)	0	(2 309)	(5 453)	(9 652)
Impôt	2	2 433	0	21	2	2 454
Résultat après impôt des activités abandonnées	(5 451)	(4 910)	0	(2 288)	(5 451)	(7 198)
Profit/(perte) avant impôt comptabilisé lors de l'évaluation des actifs	4 675	(3 500)	0	(1 445)	4 675	(4 945)
Impôts	(212)	1 180	0	497	(212)	1 677
Résultat net de cession	4 463	(2 320)	73	(948)	4 536	(3 268)
Résultat de l'exercice - Activités abandonnées	(988)	(7 230)	73	(3 236)	(915)	(10 466)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	4 768	(7 324)	0	(2 450)	4 768	(9 774)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	0	562	0	(247)	0	315
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	0	0	0	670	0	670
Flux nets de trésorerie	4 768	(6 762)	0	(2 027)	4 768	(8 789)

Actifs non courants détenus en vue de la vente

	Prêt-à-Porter (Benelux + Italie)		Inde		Total	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
(en milliers d'euros)						
Immobilisations incorporelles		5 589		0	0	5 589
Immobilisations corporelles		1 337		761	0	2 098
Actifs financiers non courants		162		419	0	581
Actifs d'impôts différés		0		0	0	0
Stocks		1 704		520	0	2 224
Avances et acomptes versés		0		1	0	1
Créances clients		67		734	0	801
Autres créances		750		2	0	752
Actifs d'impôts exigibles		17		27	0	44
Charges constatées d'avance		22		3	0	25
Trésorerie et équivalent trésorerie		8		16	0	24
Total		9 656		2 484	0	12 140

Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente

Passifs d'impôts différés		(46)		0	0	(46)
Provisions pour risques et charges		1 993		0	0	1 993
Dettes fournisseurs		512		528	0	1 040
Passifs d'impôts exigible		3		19	0	22
Dettes fiscales et sociales		767		90	0	857
Autres dettes		196		102	0	298
Crédits à court terme et Banques		0		563	0	563
Total		3 425		1 302	0	4 727

NOTE 28- TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

NOTE 28.1. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Il s'agit des rémunérations allouées aux membres du comité de direction, du conseil de surveillance, des conseils d'administration des filiales et aux associés commandités.

Au 31 décembre (en milliers d'euros)	2009					2008
	Comité de Direction	Associés Commandités	Conseil de Surveillance	Conseils d'Admin.	TOTAL	
Avantages à court terme (rémunérations, primes, avantages en nature, etc.)	3 550	2 367	0	0	5 917	3 938
Jetons de présence	21	28	226	14	289	299
Avantages long terme et postérieurs à l'emploi (retraites, médailles du travail, etc.)	0	0	0	0	0	0
Stock options	0	0	0	0	0	0
Total	3 571	2 395	226	14	6 206	4 237

Par ailleurs, la part des dirigeants dans les provisions de retraites et assimilés se décompose au 31 décembre 2009 comme suit :

(en milliers d'euros)	2009	2008
Indemnité de départ à la retraite	112	77
Régime de retraite supplémentaire	1 429	1 936
Total	1 541	2 013

Aucun dirigeant en poste en 2009 ne bénéficie d'option de souscription ou d'achat d'actions.

Le Groupe a par ailleurs négocié avec certains de ces dirigeants des indemnités à verser en cas de départ du Groupe. L'engagement global s'élève à 2,540 m€ en 2009, à 2,585 m€ en 2008 et à 1,632 m€ en 2007.

NOTE 28.2. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

Le Groupe n'a pas conclu de transactions significatives en 2009 et en 2008 avec ses participations non consolidées.

NOTE 28.3. PARTIES LIÉES AYANT UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE GROUPE

Comme indiqué à l'article 23 des statuts, le droit aux bénéfices des associés commandités est égal à 1% du montant du bénéfice distribuable de chaque exercice. Il est prélevé sur le bénéfice distribuable de chaque exercice. Le versement des sommes correspondant au droit aux bénéfices des associés commandités intervient dans les 3 mois suivant l'approbation des comptes de chaque exercice par l'assemblée générale.

Il a ainsi été distribué 1,439 m€ en 2009, 1,380 m€ en 2008 et 0,894 m€ en 2007.

Hormis le l'opération mentionnée ci-dessus, le Groupe n'a pas conclu de transactions significatives avec les parties liées au cours de l'exercice 2009 autres que les transactions courantes décrites dans la note 28.4 ci-après.

NOTE 28.4. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La société MOA, dont le Groupe détient 35,02% du capital, exerce une activité de distribution d'accessoires de mode à travers un réseau de points de vente. Au titre des points de vente au sein du réseau Etam, la société MOA verse au Groupe une redevance d'exploitation représentant un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé dans ces points de vente.

Au cours de l'année 2009, les transactions avec la société MOA sont :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Redevance	4 233	3 328
Achats de petit matériel	0	-
Avance de trésorerie (Prêt)	520	800
Dettes fournisseurs	(617)	(190)

NOTE 28.5. SOCIÉTÉS FAISANT PARTIE DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les transactions avec les sociétés consolidées par intégration proportionnelle et par intégration globale sont principalement :

- les achats/ventes de marchandises,
- les prestations de services,
- les redevances de marque,
- les charges et produits d'intérêt financier sur comptes courants,
- les dividendes.

NOTE 29- FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe pas, à ce jour, de faits exceptionnels et litiges pouvant avoir une incidence significative sur l'activité, la situation financière, le résultat, le patrimoine et les perspectives d'avenir de la Société ou de son Groupe.

NOTE 30- COURS DES DEVICES

Au 31 décembre	2009		2008	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
CNY	0,104702	0,101678	0,099392	0,105312
HKD	0,092595	0,089518	0,087316	0,092714
RON	0,23587	0,236055	0,27144	0,248602
INR	0,014975	0,014916	0,015518	0,014626
SGD	0,494324	0,495197	0,481662	0,499002
PLN	0,232408	0,243635	0,284292	0,240761
CHF	0,662406	0,674036	0,631255	0,673401

NOTE 31- HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	CONSTANTIN				KPMG			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Audit								
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés ⁽¹⁾	405,50	455,23	98,4%	100,0%	356,36	440,88	94,5%	88,3%
* Emetteur	85,39	125,04	20,7%	27,5%	111,81	115,31	29,7%	23,1%
* Filiales intégrées globalement	320,11	330,19	77,7%	72,5%	244,55	325,57	64,9%	65,2%
- Missions accessoires	6,49	-	1,6%	0,0%	20,61	58,31	5,5%	11,7%
* Emetteur	-	-	0,0%	0,0%	1,50	6,50	0,4%	1,3%
* Filiales intégrées globalement	6,49	-	1,6%	0,0%	19,11	51,81	5,1%	10,4%
Sous-total	411,99	455,23	100,0%	100,0%	376,97	499,19	100,0%	100,0%
Autres Prestations								
- Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
- Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-
- Audit interne	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	411,99	455,23	100%	100%	376,97	499,19	100%	100%

(1) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande du commissaire aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

NOTE 32- PÉRIMÈTRE DU GROUPE

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<i>Sociétés Françaises</i>				
ETAM DEVELOPPEMENT SCA	75 - PARIS	308 382 035	MERE	MERE
ETAM SA	92 - CLICHY	552 015 307	100,00%	100,00%
ELAN INDUSTRIES	92 - CLICHY	344 825 245	99,96%	99,96%
NORTEX SA	92 - CLICHY	552 036 121	100,00%	100,00%
ETAM PRET A PORTER (ex SCI Nimelyon)	92 - CLICHY	337 598 866	100,00%	100,00%
SARL ENTREPOTS COMPANS	77 - COMPANS	411 699 473	100,00%	100,00%
ENTREPOTS GOUSSAINVILLE	92 - CLICHY	432 220 275	100,00%	100,00%
123 SAS (ex Financière Jaurès)	92 - CLICHY	444 600 464	100,00%	100,00%
ETAM DESTOCK (ex Financière Barbusse)	92 - CLICHY	444 600 134	100,00%	100,00%
FINANCIERE CASTERES SAS	92 - CLICHY	444 600 274	100,00%	100,00%
NORPIERRE SAS (ex : SAS RUE DE CLICHY)	92 - CLICHY	450 967 783	100,00%	100,00%
ETAM FORMATION (ex SAS Rue de Paris)	92 - CLICHY	450 989 306	100,00%	100,00%
ETAM SCE (ex SAS Rue Martre)	92 - CLICHY	450 966 445	100,00%	100,00%
ETAM FINANCES SNC	92 - CLICHY	479 494 379	100,00%	100,00%
ETAM LINGERIE SAS	92 - CLICHY	478 355 753	100,00%	100,00%
UNDIZ SAS (ex : COVI SAS)	92 - CLICHY	478 356 116	100,00%	100,00%
COVI DEUX SAS	92 - CLICHY	479 598 336	100,00%	100,00%
<i>Sociétés étrangères</i>				
ETAM SA Belgique	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
FONCIERE ETEL (ex ETAMIL)	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
ETAMINT	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
ETAM Luxembourg	Luxembourg		100,00%	100,00%
1.2.3. Luxembourg	Luxembourg		100,00%	100,00%
MODASIA	Luxembourg		80,85%	76,00%
ETAM LINGERIE Luxembourg	Luxembourg		100,00%	100,00%
IFEM	Madrid - Espagne		99,00%	99,00%
1.2.3. GmbH	Krefeld - Allemagne		100,00%	100,00%
ETAMIL GmbH	Oberhausen -		100,00%	100,00%
INTERMODA	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
SHANGHAI AIGE	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
E.I.S. Chine	Shanghai - Chine		100,00%	100,00%
ELEGANT TIME INTERNATIONAL LTD	Hongkong - Chine		100,00%	76,00%
ELEGANT SHANGHAI TRADING CO.LTD	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
SHANGHAI INTERMAY CLOTHING Co. Ltd	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
TAIZHOU AIGE CLOTHING Co. Ltd	Taizhou -Chine		100,00%	76,00%
DECORATION CO.	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
ETAM Italie	Milan - Italie		100,00%	99,99%
U.B.O.	New Delhi - Inde		60,00%	60,00%
IFLEM	Lisbonne - Portugal		100,00%	99,00%
ETAM SINGAPOUR	Singapour		100,00%	100,00%
ETAM POLAND SP	Varsovie - Pologne		100,00%	100,00%
GROUPE ETAM SUISSE	Genève - Suisse		100,00%	100,00%
EIS ROUMANIE	Bucarest - Roumanie		100,00%	100,00%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES PROPORTIONNELLEMENT

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<i>Sociétés Françaises</i>				
AMEC	93 - SAINT OUEN	412 783 078	50,00%	50,00%
GECIDIMMO	93 - SAINT OUEN	390 335 297	50,00%	50,00%
SCI BORDEAUX	93 - SAINT OUEN	399 271 238	100,00%	50,00%

SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<i>Sociétés Françaises</i>				
MOA	75 - PARIS	441 217 395	35,02%	35,02%

NOTE 33 - ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Certaines filiales ont remboursé une partie des avances que leur avait consenti la Société Etam Développement. Pour rembourser ces avances, ces filiales se sont refinancées auprès de la société Etam Finances SNC qui a tiré :

- 50 millions d'euros sur la Tranche B du Club Deal,
- 50 millions d'euros sur un nouveau contrat de crédit à 4 ans (avril 2014)

Par ailleurs Etam Finances SNC a transmis aux banques une demande d'extension pour deux ans de la maturité du Club Deal. La possibilité et les modalités d'une telle demande sont définies dans le contrat de ce Club Deal. Cette demande a cependant été transmise aux banques de façon anticipée par rapport aux termes prévus dans le contrat

Projet d'offre publique de rachat d'actions

La gérance de la société Etam Développement, dans sa séance du 14 avril 2010, a décidé de mettre en œuvre un rachat d'actions Etam Développement auprès de ses actionnaires portant sur 2.857.142 actions soit 26,53% de son capital social dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions en vue de leur annulation, en application des dispositions des articles L. 225-204 et L. 225-207 du Code de commerce (ci-après « l'Offre »). Cette décision a reçu l'avis favorable du Conseil de surveillance lors de sa réunion du 15 avril 2010.

Cette Offre sera réalisée conformément aux dispositions du titre III du livre II et plus particulièrement des articles 233-1 alinéa 5° et suivants du Règlement général de l'AMF, sous condition de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Etam Développement convoquée pour le 31 mai 2010, de la huitième résolution relative à la réduction de capital d'un montant maximal de 4.355.685 euros par voie d'offre publique de rachat d'actions portant sur un maximum de 2.857.142 actions.

Le concert majoritaire des familles fondatrices qui détient 5.419.317 actions Etam Développement représentant 50,33% du capital et 10.575.634 droits de vote représentant 61,60% des droits de vote, a annoncé qu'il n'apporterait aucune de ses actions à l'Offre.

Du fait de la relation qu'entraînera l'Offre, certains membres du Concert franchiront des seuils les obligeant à demander une dérogation auprès de l'Autorité des Marchés Financiers à l'obligation de déposer une offre publique. Il est dans l'intention du Concert de voter en faveur des résolutions relatives à l'Offre.

Le projet de note d'information établi par la société Etam Développement est disponible sur les sites internet de l'AMF (www.amf-france.org) et d'Etam Développement (www.Etamdeveloppement.com à la rubrique Relations Investisseurs/Communiqués).



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	130
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	132



KPMG Audit
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



Member of
Deloitte Touche Tohmatsu

Constantin Associés
114 rue Marius AUFAN
92532 Levallois Perret Cedex
France

Etam Développement S.C.A.

Siège social : 67-73, rue de Rivoli - 75001 Paris
Capital social : 16 416 415 €

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Associés et Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Etam Développement S.C.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans le contexte de la crise économique actuelle et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

La note 2.1.2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables ainsi que les critères d'évaluation relatifs aux titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de la Gérance et dans les documents adressés aux actionnaires et associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Les Commissaires aux Comptes

Paris La Défense, le 19 avril 2010

Levallois Perret, le 19 avril 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Constantin Associés

Eric Ropert
Associé

Jean-Marc Bastier
Associé



KPMG Audit
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



Member of
Deloitte Touche Tohmatsu
Constantin Associés
114 rue Marius Auphan
92532 Levallois Perret Cedex
France

Etam Développement S.C.A.

Siège social : 67-73, rue de Rivoli - 75001 Paris
Capital social : 16 416 415 €

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Associés et Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Etam Développement S.C.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 2.1.1.1 « Normes, amendements et interprétations applicables au 1er janvier 2009 », la Note 2.1.1.2 « Application anticipée des normes révisées IFRS 3 - Regroupements d'entreprises et IAS 27 – États financiers consolidés et individuels » et la Note 2.25. « Impact des changements de méthodes comptables » qui exposent les changements de méthodes comptables effectués au cours de l'exercice ainsi que le retraitement de l'information comparative auquel ils ont donné lieu.

2. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans le contexte de la crise économique actuelle et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

La société a opté pour la méthode comptable de la réévaluation de ses droits au bail et assimilés et de ses ensembles immobiliers. Elle procède donc régulièrement à la réévaluation de ces actifs, selon les modalités décrites dans les notes 2.6.1 et 2.7.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces réévaluations ainsi que la documentation disponible, nous avons réalisé des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes et nous avons vérifié que les notes 2.6.1 et 2.7.1 donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de la Gérance.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 19 avril 2010

Levallois Perret, le 19 avril 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Constantin Associés

Eric Ropert
Associé

Jean-Marc Bastier
Associé

DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour l'exercice 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint, figurant de la page 4 à la page 36, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, 23 avril 2010

La Gérance

M. Pierre Milchior

M. Laurent Milchior

Mme Marie-Claire Tarica